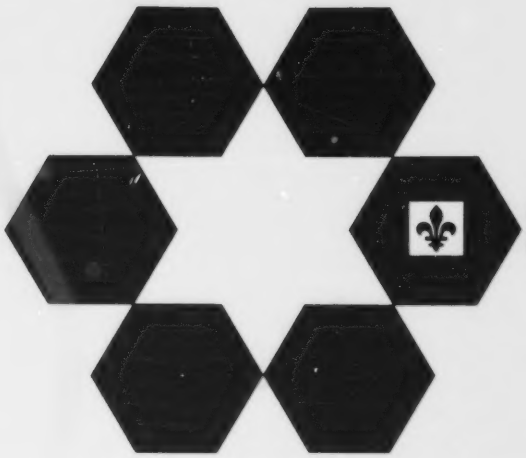
ÉTUDES ET DOCUMENTS 1



Conseil supérieur
de l'éducation

Tendances de l'évolution de la société québécoise et priorités qui s'en dégagent pour l'éducation

Marie Lamarre

Québec

88-02981/

TENDANCES DE L'ÉVOLUTION DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE ET PRIORITÉS QUI S'EN DÉGAGENT POUR L'ÉDUCATION

La série **Études et documents** comprend des textes de différents types: études, analyses documentaires, recherches exploratoires, rapports d'entrevues, analyses statistiques...

Le contenu de ces documents est essentiellement technique et documentaire. Il n'engage donc pas la responsabilité du Conseil supérieur. Cette précision n'infirme en rien la qualité de ces textes. Elle confirme cependant explicitement que chaque document demeure sous l'entière responsabilité de son signataire.

Le rapport d'entrevues intitulé **Tendances de l'évolution de la société québécoise et priorités qui s'en dégagent pour l'éducation** fait partie des dossiers qui ont servi au Conseil supérieur de l'éducation pour la préparation de son rapport annuel 1985-1986 sur l'état et les besoins de l'éducation, **L'éducation aujourd'hui: une société en changements, des besoins en émergence.**

Étude réalisée dans le cadre de la
préparation du rapport annuel 1985-86
sur l'état et les besoins de l'éducation

L'éducation aujourd'hui: une société
en changement, des besoins en émergence
déposé à l'Assemblée nationale le 10 mars 1987

ISBN 2-550-13713-2
Dépôt légal: deuxième trimestre 1987
Bibliothèque nationale du Québec

Nous tenons à remercier chaleureusement toutes et chacune des personnes qui ont accepté, au cours de l'automne 85, de nous prêter leurs concours en nous faisant partager leurs points de vue et leurs convictions. La diversité et l'originalité de ces apports nous ont permis d'enrichir nos perceptions des tendances de l'évolution de la société québécoise et des priorités qui s'en dégagent pour l'éducation. Ces personnes sont:

Monsieur Roland Arpin, Madame Madeleine Blanchet, Madame Claudine Bouchard-Hudon, Monsieur Bernard Chabot, Madame Gretta Chambers, Monsieur Maurice Champagne-Gilbert, Monsieur Claude Côté, Monsieur Pierre Côté, Monsieur Pierre Dandurand, Monsieur Pierre Dansereau, Monsieur Marcel De La Sablonnière, Monsieur Jean-Paul Desbiens, Monsieur Jules Deschênes, Monsieur Hugues Dionne, Monsieur Fernand Dumont, Monsieur Louis-Gaétan Fortin, Monsieur Pierre Fortin, Monsieur Jean-Paul Gendron, Monsieur Jacques Gervais, Monsieur Michael Goldbloom, Monsieur Jean-Marie Gonthier, Madame Michèle Grenier, Madame Francine Harel-Chiasson, Monsieur Pierre Harvey, Monsieur Claude Hébert, Monsieur Jacques Kurtness, Monsieur Jean-Marie Lalande, Monsieur Jean-Paul L'Allier, Madame Louise Lambert-Lagacé, Monsieur Laurent Laplante, Monsieur Adam Lapointe, Monsieur Daniel Latouche, Monsieur Pierre Laurin, Madame Danielle Lavoie, Monsieur Pierre Marois, Monsieur André Marsan, Monsieur Jean-Claude Marsan, Monsieur Léonce Montambault, Monsieur Claude Morin, Madame Monique Murray, Monsieur Patrick O'Hara, Monsieur Marcel Pepin, Monsieur Serge Piquette, Monsieur Jean-Pierre Proulx, Monsieur Guy Rocher, Monsieur Gilles Roy, Monsieur Paul Tremblay.

Marie Lamarre

TABLE DES MATIÈRES

PRÉSENTATION.....1

0.1 Méthodologie.....1
0.2 Questionnaire utilisé pour les entrevues.....4

Chapitre 1: Des tendances marquantes.....5

1.1 Mégatendances.....5
1.2 Le monde du travail.....7
1.3 Le plan économique.....14
1.4 Le domaine social.....23
1.5 Le monde politique.....35
1.6 Le contexte culturel.....39
1.7 Les valeurs montantes.....43

Chapitre 2: Des faits émergents.....52

Chapitre 3: Les impacts sur l'éducation.....58

3.1 Au niveau du travail.....58
3.2 Au niveau économique.....63
3.3 Au niveau social.....65
3.4 Au niveau politique.....68
3.5 Au niveau culturel.....69
3.6 Au niveau des valeurs.....71

Chapitre 4: L'avenir, tel qu'on le souhaite.....73

4.1 Au niveau du travail.....73
4.2 Au niveau économique.....76
4.3 Au niveau social.....78
4.4 Au niveau politique.....82
4.5 Au niveau culturel.....84
4.6 Au niveau des valeurs.....86

Chapitre 5: Des orientations et des actions.....89

5.1 La mission fondamentale de l'école.....90
5.2 L'école comme "milieu de vie".....91
5.3 La pédagogie, au coeur des débats.....95

5.4 Les programmes et les contenus 102
5.5 L'évaluation des apprentissages.....111
5.6 Les pouvoirs des administrations.....113
5.7 Les besoins particuliers de quelques populations scolaires.....115
5.8 L'enseignement collégial.....116
5.9 L'enseignement universitaire.....119
5.10 Les parents: des acteurs à ne pas oublier.....121
5.11 Les élèves et les étudiants.....123

Chapitre 6: Quelques interrogations capitales.....125

6.1 L'économique tentaculaire.....125
6.2 Le travail à réévaluer.....127
6.3 Des comptes honnêtes à rendre.....130
6.4 Les valeurs à reconsidérer.....131
6.5 Pour une relève qualifiée.....133
6.6 Derrière les idées reçues.....133

Conclusion.....135

PRÉSENTATION

0.1 Méthodologie

Parmi les instruments de travail que souhaitait se donner le Comité du rapport annuel 1985-1986, figurait la consultation, en entrevues individuelles, d'une quarantaine de personnes considérées comme des témoins privilégiés de la réalité québécoise, que ce soit à titre d'analystes ou d'acteurs importants. Le présent rapport est le fruit de cette consultation.

L'objectif premier de cette démarche était de recueillir des perceptions individuelles quant à l'avenir québécois et aux tendances qui allaient porter notre société pendant la prochaine décennie; l'entrevue devait permettre à chacun de s'attarder aux champs d'observation qu'il désirait privilégier.

Comme objectif secondaire mais étroitement relié au premier, il s'agissait de faire identifier les défis qui découleraient des transformations prévues et qui se poseraient avec vigueur pour le système d'éducation québécois.

L'échantillon des personnes interviewées a été largement déterminé par le comité lui-même. Cet échantillon devait permettre de rencontrer des individus engagés dans la réflexion sur divers types de phénomènes humains, tels sociologues, économistes, journalistes, avocats ou autres. Mais il devait aussi favoriser l'expression de gens reconnus pour les responsabilités qu'ils assument dans un secteur d'activités susceptible d'influencer le monde de l'éducation, par exemple, des cadres supérieurs d'entreprises, des représentants socio-économiques ou des hauts fonctionnaires.

La durée moyenne de ces entrevues individuelles, soit quatre-vingt-dix minutes, a généralement permis aux personnes rencontrées de livrer leurs points de vue à leur satisfaction. Nous avons quelquefois dérogé à cette démarche, notamment lors de petites tables rondes organisées à Rimouski et à Chicoutimi.

La synthèse présentée dans les trois premiers chapitres de ce document constitue un bilan descriptif qui suit, grosso modo, l'ordre des questions soulevées en entrevue. Toutefois, les divers aspects présentés ici, dans un chapitre ou l'autre, n'ont pas nécessairement été abordés par tous et toutes. Ainsi, certaines personnes se sont presque abstenues de discuter des tendances marquantes sur le plan socio-économique, alors que l'essentiel du propos de plusieurs autres a tourné précisément autour de ce pôle. On établira donc les nuances qui s'imposent en respectant, cependant, l'anonymat réclamé par plusieurs d'entre elles.

Le but premier de cette synthèse consiste à brosser à grands traits les convergences qui se dégagent des entrevues, à savoir le bilan des tendances marquantes, non équivoques et identifiées comme telles par la majorité des personnes rencontrées. Cependant, on notera avec attention, au passage, les réserves exprimées, tout comme les opinions divergentes ou minoritaires mises en relief. Après quoi, dans le quatrième chapitre, on dressera l'inventaire des principaux souhaits qui ont été formulés quant à diverses facettes de l'avenir du Québec et qui rallient le plus grand nombre, sans taire toutefois le souhaitable significatif qui aurait une allure plus isolée.

Le cinquième chapitre du rapport fait état d'une série d'orientations retenues par les personnes interviewées comme étant les balises que devrait se fixer le système d'éducation dans l'établis-

sement de ses priorités pour les dix prochaines années. Quelques orientations emportent l'adhésion commune, mais la gamme des nuances et des divergences surgit au chapitre des actions concrètes suggérées. Elles seront recensées fidèlement pour permettre de constater leur richesse, mais aussi leur disparité.

Enfin, dans un sixième et dernier chapitre, on identifie les choix fondamentaux auxquels le monde de l'éducation sera inévitablement confronté au cours des années qui viennent. Davantage marqués par l'inconnu, les propos recueillis invitent à la réflexion et à l'approfondissement. Cette démarche de synthèse permet d'élargir au maximum l'éventail des opinions exprimées, mais elle ne mesure pas de façon scientifique les consensus qui auraient pu se manifester sans équivoque si, par exemple, les participants avaient été relancés au moyen d'un instrument du genre Delphi. Cette limite étant identifiée, il est tout de même possible de dégager en quoi les prévisions, les souhaits et les diverses exhortations recueillies sollicitent le monde de l'éducation.

Ce rapport est présenté à titre informatif d'abord, afin de permettre l'identification de faits et de tendances considérés par les témoins choisis comme déterminants pour les prochaines années. On y trouvera sûrement beaucoup d'idées et d'anticipations qui sont dans l'air du temps ou qui ont été largement affirmées lors des consultations régionales. Ce document se veut aussi un instrument indicatif permettant de prendre le pouls de certaines attentes, de mesurer la gravité de certains diagnostics et d'interpréter les mutations souhaitées en ce qui concerne l'éducation et son environnement.

0.2 Questionnaire utilisé pour les entrevues

Voici le questionnaire qui a été expédié avant les rencontres aux personnes sélectionnées.

QUESTIONNAIRE

1. D'après vous, qu'est-ce qui a le plus de chance de marquer l'évolution de la société québécoise à court et à moyen terme?

   - Pour chacune des probabilités les plus fortes,

     a) sur quoi appuyez-vous vos "prévisions" i.e. quels signes particuliers vous font présager de l'évolution de la société dans un sens ou dans l'autre?

     b) comment prévoyez-vous que tel ou tel changement va s'opérer?

2. Qu'est-ce que vous souhaiteriez qu'il émerge au Québec d'ici 5 ans? d'ici 10 ans?

3. Quels effets les changements sociaux prévus auront-ils, d'après vous, sur le système d'éducation, tant au niveau du contenu de l'éducation offerte qu'au niveau du mode d'organisation du système?

4. Comme avenir désirable et souhaitable, quelles orientations faut-il prendre et quelles actions doit-on mener au cours des prochaines années au niveau du contenu de l'éducation et au niveau du mode d'organisation du système scolaire dans son ensemble?

Chapitre 1: Des tendances marquantes

Au fil des entrevues s'est imposée la nécessité de situer l'examen des diverses tendances dans une perspective plus globale où l'on identifierait les principaux vecteurs de ces tendances: c'est pourquoi nous parlerons d'abord de mégatendances.

1.1 Mégatendances

La première qui s'impose et colore toutes les autres, c'est l'ouverture au monde, la communication comme phénomène généralisé, peu importe le niveau où l'on se situe. A peu près tous s'entendent là-dessus: les frontières de la communication s'amenuisent partout en Occident et même entre l'Occident et l'Orient. En ce qui concerne le Québec, en particulier, on croit qu'il sera ainsi de plus en plus soumis aux mêmes tendances que le reste des sociétés occidentales; s'il avait pu, en quelque sorte, se tenir en retrait de certains courants, modes ou phénomènes socio-économiques durant le rattrapage des années soixante et soixante-dix, désormais l'écho et les ondes de toutes les transformations vont l'atteindre de façon directe, non médiatisée.

La plupart des personnes interviewées perçoivent aussi une accélération, voire même une précipitation dans le rythme des changements que nous allons vivre d'ici l'an deux mille, que ce soit au niveau géopolitique, socio-économique, culturel, scientifique ou matériel. Cette accélération est reliée à la perception que l'on résiste de moins en moins au changement, en tant que tel, que l'on accueille avec une ouverture toujours croissante les diverses technologies et que l'on s'organise pour en tirer parti à tout point de vue, le plus rapidement possible.

A cet égard, il s'est trouvé un seul interlocuteur sceptique qui prévoyait, quant à lui, que le rythme de la révolution technologique allait diminuer et que nous devrions faire face à une société immuable, ralentie, attiédie, vouée à un scénario gris-rose auquel l'ébullition des soixante dernières années l'a bien peu préparée.

Une autre caractéristique importante, retenue par le plus grand nombre, c'est la diversification des tendances, leur pluralité et la redéfinition d'à peu près toutes les sphères d'activité et tous les grands sujets selon de nouveaux paradigmes. Que l'on songe seulement au couple, à la famille, à la santé, aux valeurs rattachées au travail, aux droits individuels et collectifs, à l'autorité, à l'éducation, à l'ensemble de nos institutions. Cette diversification est rendue possible par l'ouverture et la tolérance que manifestent les citoyens. Cependant, plusieurs soulignent que cette tolérance camoufle, jusqu'à un certain point, une situation de ruptures multiples et inconfortables. La mutation de presque tous les grands mouvements sociaux atteint les individus et génère une insécurité susceptible de marquer fortement la fin du siècle. La sensibilité québécoise à cette insécurité risque d'être amplifiée, croit-on, par le fait que, comme société, nous avons subi des transformations en elles-mêmes déjà téléscopées: passage de la société agricole à la société industrielle traditionnelle puis post-industrielle en l'espace d'un peu plus de vingt ans.

C'est ainsi que l'on semble prévoir un vaste mouvement de retour à des valeurs sûres, connues, éprouvées. A travers les changements auxquels tout l'Occident va se soumettre, le Québec y compris, vont émerger des pôles rassurants, associés à des expérien-

ces passées, "rétro". Cette réaction sera d'autant plus vive, croit-on, que les menaces pour le genre humain s'alourdissent, que l'on pense au péril nucléaire, à la pauvreté ou à d'énormes dangers qui pèsent sur l'environnement: l'exemple des pluies acides qui perturbent nos pêcheries, nos forêts, notre agriculture, notre vie urbaine et notre santé est particulièrement révélateur du type de risques évoqués ici.

La tendance des tendances pourrait donc se résumer ainsi: à cause des communications qui marqueront toutes les activités humaines, rien ne pourra plus se vivre de façon isolée; tout étant relié, les phénomènes s'accéléreront, engendrant fréquemment des réactions d'insécurité et des volontés d'auto-protection. Sur cet arrière-plan, plusieurs tendances marquantes ont été identifiées pour divers secteurs de la vie collective.

1.2 Le monde du travail

Si le secteur de l'emploi est abordé en premier lieu, c'est à cause de la vision souvent utilitaire qu'un grand nombre de personnes interviewées ont de l'école. On attend d'abord de l'école, semble-t-il, qu'elle prépare au monde du travail, qu'elle soit synchronisée avec lui et qu'elle ajuste de façon réaliste ses visées de formation aux besoins définis plus précisément sur le marché du travail. Cependant, certains mettent en garde l'école d'obéir à des commandes à court terme et d'oublier sa mission fondamentale de formation humaine et intellectuelle. Nous tenons compte de ces divergences profondes tout au long de la synthèse.

On note d'abord que la base industrielle traditionnelle est en voie d'érosion au Québec comme dans l'ensemble des sociétés occi-

dentales, se déplaçant principalement vers les pays de la ceinture du Pacifique. A titre d'exemples, on rapporte les fermetures récentes d'usines ou de villages industriels, la menace qui guette toutes les entreprises du secteur "mou" (vêtements, chaussures, meubles), de même que l'invasion des produits japonais et coréens dans les chasses gardées américaines comme l'industrie automobile ou l'informatique.

On verra se généraliser ici un nouveau type de production, celui de services plutôt que de biens. Ainsi, se multiplient les rôles de conseillers de tous ordres: finances, planification, tâches administratives en général, environnement, recherche scientifique, services de santé, de beauté, de voyage, etc.

Plusieurs soulignent que la tendance principale qui se dessine en industrie va déjà dans le sens de l'augmentation de la productivité et non pas de la production, tendance amplifiée par la récession. Que l'on se retrouve chez Alcan, IBM ou Hydro-Québec, ce propos est unanime. De même, le succès de plusieurs petites entreprises d'informatique est lié à la mise en marché d'appareils qui permettent, de mille et une manières, d'augmenter la productivité dans tel secteur. "Nous nous acheminons vers une économie d'information qui remplace en quelque sorte l'économie de biens matériels dont nous sommes saturés, d'autant plus qu'il y a une baisse démographique. Mais le domaine de l'information et des services est illimité, incompressible." Cette affirmation reflète la perception d'un bon nombre de personnes.

Par ailleurs, l'érosion de la base industrielle marque le <u>début d'une période d'innovation</u> et de remise en question: on croit que plusieurs de nos industries ne pourront pas survivre et que celles qui auront su s'adapter et se moderniser, diversifier leur

production, adapter les techniques nouvelles et dénicher de nouveaux créneaux d'excellence - dans les domaines du transport, des télécommunications, de l'énergie, par exemple -, seront les entreprises prospères de demain.

Certains, pessimistes, parlent au contraire d'un retard déjà énorme et de la stagnation qui guette l'entreprise québécoise de plus en plus résignée à subir l'influence et la domination nord-américaines. La plupart, cependant, voient dans l'essaimage des petites et moyennes entreprises une démarche très dynamique de prise en charge de l'économie. On y décèle le présage que le développement économique pour la prochaine décennie va venir principalement des P.M.E.

Au chapitre de l'informatique, puisque de là viennent les principaux modes de transformation de l'emploi, on admet largement que la révolution ainsi déclenchée sera aussi capitale que la révolution de l'imprimerie. La peur d'être entrés dans le monde du progrès et des cerveaux programmateurs dont parlait Huxley, où une minorité d'à peine dix pour cent d'individus superspécialisés contrôlerait le peuple programmé, est évoquée par trois individus seulement. De l'ensemble des entrevues se dégage plutôt la conviction que nous avons enfin entre les mains un instrument qui décuple la puissance de la matière grise, qui élimine les tâches ingrates, répétitives, épuisantes ou dangereuses et qui assure une meilleure rentabilité à tout genre d'opération.

La thématique du virage technologique, omniprésente lors des entrevues, est reliée à notre survie comme société "évoluée"; on réaffirme unanimement que la manière dont nous allons négocier ce virage et dont nous allons nous imposer sur le marché internatio-

nal va déterminer si nous allons nous maintenir comme société distincte ou sombrer dans l'anonymat et la pauvreté.

On souhaite exploiter au maximum le potentiel de l'informatique et de la robotique et ce, dès que l'individu entre à l'école; mais on est conscient d'une résistance aux innovations technologiques qui s'explique par la bousculade due à leur introduction dans un milieu donné. On croit que, dépassé ce premier heurt, on s'adapte et on apprend à en tirer le meilleur parti. Le choc serait davantage imputable à l'entreprise qui n'a pas su préparer adéquatement son personnel à s'intégrer aux nouveaux types d'opérations ou le recycler vers d'autres secteurs.

Une des principales tendances observables dans le monde du travail et qui est plus visible depuis la dernière récession, c'est sa restructuration. On s'achemine vers une alternance du temps de travail et du temps de formation, ce qui modifiera radicalement le type d'insertion sociale des jeunes. Ceux-ci ne sortiront plus définitivement de l'école et les jeux d'aller-retour seront fréquents durant toute la vie active, en particulier avant l'âge de trente ans.

Certains observent que, depuis la dernière guerre, le temps de travail tend à diminuer et que cette tendance va s'accentuer à cause de la difficulté d'accès à l'emploi. Cependant, on croit que le concept de "société de loisirs" est vieilli dans sa définition initiale: plusieurs précisent que le temps de travail non contraint ou non rémunéré va être souvent utilisé à des activités de formation personnelle ou de subsistance (jardinage, bricolage, etc.) et, moins qu'on ne l'aurait d'abord imaginé, pour des activités de consommation passive de services.

Le syndicalisme, étroitement associé à de vastes champs de travail dont celui de l'enseignement, semble menacé dans son fonctionnement et ses orientations actuelles. La montée de l'individualisme, dont on aperçoit des signes partout, et la redéfinition de valeurs associées au travail, comme l'accomplissement professionnel, l'autonomie et la différenciation des itinéraires, font prévoir un certain déclin du syndicalisme au Québec. On observe que ce déclin est déjà amorcé en Amérique du Nord depuis l'avènement de Ronald Reagan à la présidence des États-Unis et on attribue à la remontée du libéralisme économique et des mouvements conservateurs une bonne part de la diminution du taux de syndicalisation en Occident.

En ce qui concerne le Québec, d'énormes tensions sont détectées à l'intérieur même des mouvements syndicaux. Ces remises en question risquent, à la longue, de faire perdre de la légitimité au syndicalisme, en particulier chez le groupe des enseignants qui affrontent depuis quelques années la réprobation ou la méfiance d'une bonne partie de la population. Par ailleurs, dans l'ensemble de la société, les gens réclameront des contrats de travail plus individualisés, taillés sur mesure selon les besoins du moment (par exemple, temps partagé, grossesse, période de formation ou de recyclage). Cette conviction, assez répandue, conduit à prévoir la disparition des conventions collectives uniformes, parce qu'elles ne fourniront pas les formules adéquates et adaptées dont on aura besoin. "Nous désespérons que viennent du monde syndical des forces de renouvellement, de reconstruction, de justice. Il ne faut pas rayer pour autant les luttes menées pour défendre l'intérêt des travailleurs moins scolarisés. Cependant, il y a là des rigidités qui ne correspondent plus aux aspirations individuelles". (Témoignage assez représentatif de cette perception).

Si l'on observe ces tendances pour le syndicalisme, en Occident, des analystes autant que des gens d'affaires affirment souvent que, en gestion, les tendances s'internationalisent. Par exemple, les États-Unis et la France suivent de près les expériences japonaises et s'en inspirent allègrement. Le Québec participe à ces remises en question, autant dans la structure de ses grandes que de ses moyennes entreprises. On prévoit l'avènement d'entreprises du "troisième type", où l'on misera davantage sur les individus que sur les systèmes. Ce contexte va exiger des employés une participation plus large au travail que la simple exécution mécanique des tâches: on verra disparaître graduellement la chaîne de montage, telle qu'elle a été conçue, au profit du contrôle accru de l'employé sur sa production. Beaucoup citent l'exemple des cercles de qualité et tous connaissent d'heureux exemples japonais qui devraient nous guider. C'est un argument de plus qui est servi quant à l'utilité décroissante de la protection syndicale. Cependant, ces arguments ne font pas l'unanimité: on a aussi très peur que la concurrence et la compétition déclenchées par le nouveau contexte économique mondial bafouent les droits des travailleurs au profit du capital, de l'entreprise et de la rentabilité.

Deux autres éléments majeurs auront des répercussions sérieuses sur le marché du travail, selon tous ceux qui se sont prononcés là- dessus - soit un peu plus de vingt personnes -: il s'agit de la dénatalité et du vieillissement de la population. Ces phénomènes auront un effet direct sur la ponction que les futurs travailleurs vont voir exercer sur leurs revenus pour pouvoir subvenir aux besoins de la population vieillissante; les charges et les taxes seront plus élevées et les travailleurs n'auront pas le choix d'être plus productifs pour faire face à ces nouvelles

obligations. Ces prévisions en inquiètent plus d'un, qui se demandent si les individus vont continuer à consentir ces efforts de redistribution de la richesse. Cette question préoccupe tous ceux qui ont abordé des questions d'intérêt économique ou social et qui prévoient un débat inévitable sur la solidarité entre les générations.

Toute la question de l'emploi est, en effet, reliée de près aux projets d'une société, à l'insertion ou à la marginalité en ce qui concerne les jeunes. Nous nous empêtrons encore dans les franges d'une période de chômage particulièrement dure pour les jeunes. Lorsque le taux de chômage augmente dans une société, c'est généralement au détriment des jeunes, pour la simple raison que les critères de mise à pied s'articulent autour de l'expérience et de l'ancienneté. Les jeunes sont donc les premiers congédiés et les derniers réembauchés. La disparité entre le chômage des moins de vingt-cinq ans et celui des aînés est toujours forte, mais l'inégalité de l'incidence du chômage s'est considérablement amoindrie parce que les jeunes sont, dans l'ensemble, plus scolarisés et souvent mieux préparés que leurs aînés aux spécialisations technologiques nouvelles. Cette optique n'est toutefois pas unanime.

Nos interlocuteurs se divisent en deux camps lorsqu'ils scrutent les horizons de l'emploi. La majorité d'entre eux n'associent pas progrès technologique et création d'emploi: au contraire, le plein emploi est perçu par eux comme une utopie, tant que l'inflation n'est pas mieux contrôlée. Parmi eux, il s'en trouve qui estiment que les gouvernements sont irresponsables quand ils font miroiter le plein emploi, et que le débat sur l'emploi est lui-même biaisé. "Actuellement, quand on parle d'emploi, on parle de développement économique. C'est certain qu'il en faut pour

pour permettre à des entreprises de naître et de prendre de l'expansion, mais il n'y a pas d'équation mathématique entre le développement économique et des emplois supplémentaires, nouveaux. Les technologies nouvelles permettent seulement de rester compétitifs, leur introduction n'est pas synonyme de création d'emploi." La tendance vers le plein emploi n'est donc pas évidente. Moins il y aura de jeunes, moins élevés seront les besoins de consommation et plus il y aura de chômage: voilà qui résume la version pessimiste.

Pour quelques autres, optimistes, le chômage va se corriger d'ici l'an 2000, sans qu'on n'ait rien eu à faire, par la dénatalité et le vieillissement de la population, d'une part, et par le contrôle de l'inflation, d'autre part. Certains croient qu'il appartient au gouvernement de fixer les modalités d'une politique de plein emploi, en accord avec le gouvernement fédéral, avec le marché du travail et avec le ministère de l'Éducation - en ce qui concerne les stages et la transition "école/travail".

Toutefois, peu importe la version que l'on adopte, le chômage des jeunes apparaît comme une "plaie sociale" et une "tare" intolérables qu'il faut se hâter de traiter. "Si on laisse pourrir le chômage des jeunes, non seulement ça affectera leur génération, mais aussi celle qu'ils vont mettre au monde." Sur ce point, l'indifférence et le laisser-faire répugnent à tous.

1.3 Le plan économique

Le contexte économique occupe presque invariablement l'avant-scène de toutes les "prévisions" qui ont été recueillies. Plusieurs soulignent que si, dans le passé, nos cartes politiques ou socio-culturelles pouvaient être davantage déterminantes pour les

destinées québécoises, dans la prochaine décennie, il faudra interpréter d'abord les cartes économiques pour juger du sens et de la force des vents avant de tracer nos routes. C'est donc dire que, parmi les tendances marquantes, les tendances économiques sont reconnues par environ quatre-vingt pour cent des répondants comme étant d'une importance capitale.

De la même façon que leur impact fait presque l'unanimité, les perceptions que les gens en livrent convergent presque invariablement. Les principaux axes qui délimitent ces convergences sont les suivants.

Le premier constat qui s'impose, c'est la mondialisation de l'économie; l'internationalisation de l'économie ne fait de doute pour personne. On affirme que, depuis la crise énergétique qui a frappé l'Occident, la société québécoise est devenue de plus en plus sensible aux grands courants mondiaux, parce qu'elle est de plus en plus assujettie aux soubresauts de l'économie internationale. Son marché intérieur est stagnant, incapable d'absorber la totalité des capacités de production. Aussi voyons-nous un nombre grandissant d'entreprises petites, moyennes ou grandes s'ouvrir au commerce extérieur; l'éventualité d'un traité de libre-échange avec nos voisins du Sud ne fera qu'amplifier ce phénomène, croit-on.

De la même façon quand il s'agit des technologies, nous sommes voués à l'ouverture: tout va très vite, notre expérience est limitée et nous n'avons pas toujours le temps ni les moyens d'inventer les technologies dont nous avons besoin. Il nous faut donc les acheter ailleurs, les "transférer" ici.

L'autre facette de la mondialisation est l'entrée massive des pays du Tiers-monde dans la fabrication des produits manufacturés et la nécessité qui s'impose aux grands pays industriels de redéfinir leurs secteurs clés. Dans le gigantesque réaménagement nord-américain de l'activité économique déjà amorcé, le Québec doit préciser très rapidement ses champs de compétence et les secteurs de pointe où il s'engagera.

Un économiste estime que la récession a obligé le Québec à se délester de quarante pour cent des emplois du secteur manufacturier traditionnel (textile, vêtement, chaussure, meuble, papeterie); même si ce fut extrêmement douloureux, ce grand ménage était inévitable. Cependant, nos nouvelles lignes de forces ne sont pas déterminées: elles sont à découvrir. Le leitmotiv qui est aux lèvres de tous se résumerait à ceci: la concurrence technologique et économique sera féroce et impitoyable, d'où, pour le Québec, la nécessité d'établir les secteurs où nous désirons être hautement compétitifs. L'avenir de notre économie et l'obligation que nous avons de performer dans les secteurs choisis dépendent de l'éducation, de la masse critique de travailleurs suffisamment compétents pour non seulement se tirer d'affaire mais exceller: voilà les corollaires qu'on établit souvent. "On n'a pas le choix: il faut développer nos possibilités dans le sens de devenir plus compétitifs et diversifiés. On ne pourra pas rester des spectateurs ou des consommateurs de ce qui se passe ailleurs: la force d'un pays, c'est de générer des idées, des projets, des arts, etc". Un autre ajoute: "Prenez le domaine du transport: c'est un domaine où le Québec pourrait occuper l'avant-plan international. C'est un peu pareil dans le secteur des communications où nous avons développé des expertises très importantes. Ces domaines sont liés d'une façon très directe à

l'évolution de la société nord-américaine: nous avons à consolider nos expériences et à en développer de nouvelles dans les bonnes directions."

La mondialisation de l'économie est donc une réalité qui s'inscrit déjà dans notre paysage, mais tel n'est pas le cas du traité de libre-échange entre le Canada et les États-Unis. Cependant, à peu près tout le monde soupèse l'effet positif de stimulation ou, au contraire, les pénibles contrecoups qui résulteront de cet accord éventuel. Les bénéfices à retirer de cette nouvelle entente commerciale avec les États-Unis se situent, dans l'esprit des personnes interviewées, au niveau de la taille et de la diversité du marché qui nous serait ainsi accessible. Quant aux risques ou dangers, ils sont de plusieurs ordres: politique, économique, culturel et social, surtout. Au point de vue économique, ce que beaucoup redoutent du libre-échange, c'est l'imposition à tout le Québec, d'un modèle urbain de développement, au détriment des régions éloignées ou périphériques. Cette appréhension est forte en région, mais elle est aussi soulignée à Montréal par quelques analystes qui, eux, redoutent Toronto comme pôle d'attraction.

Malgré l'effort que l'on fera en région pour se préparer à ce qui s'en vient, déceler les secteurs de pointe, prévoir les efforts de commercialisation, les gens craignent de se sentir de plus en plus isolés et démunis. On identifie un problème structurel majeur au plan socio-économique: on ne peut attendre de toutes les régions d'avoir la même performance que Montréal. Les personnes rencontrées estiment que les disparités régionales vont se renforcer d'ici l'an deux mille. "Comme nous n'avons pas été favorisés dans le choix des pôles de développement des années soixante-dix, le problème structurel se maintient et grossit."

Là-dessus, un point de vue dissonant mérite d'être souligné, car il résume la position de plusieurs "urbains" rencontrés. "Pour que les régions puissent se développer, il faut qu'il y ait un centre où existe une masse critique de connaissances, d'applications de connaissances sophistiquées et l'appui des unes par rapport aux autres. Les gens des régions pourront venir s'abreuver dans les grands centres et repartir. C'est un clivage que les "régionaux" comprennent mal: la faiblesse de Montréal finirait par étouffer la province."

Quelques interlocuteurs des "régions" ont, pour leur part, d'autres motifs d'appréhension quant au développement régional. Ils l'estiment angoissant "parce qu'il n'y aura plus d'acteurs pour s'impliquer dans l'auto-développement régional. Les jeunes les plus scolarisés ne sont pas attirés par la région et n'y reviendront pas nous faire profiter de leur compétence; quatre-vingt-quinze pour cent des jeunes de moins de vingt ans dans l'Est du Québec ont moins d'un secondaire V." On s'attend là à ce que se poursuive l'exode des diplômés, ce qui n'est pas le cas pour les participants d'une table ronde réunie à Chicoutimi, représentant la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean. "Le vieillissement, selon les prévisions démographiques des années soixante-dix, risquait d'être plus accusé ici, notamment parce qu'ici ne se développent plus d'emplois. Par conséquent, les jeunes quitteraient vers Québec, Montréal, la Côte-Nord. Mais la crise économique a fait que la région n'a pas suivi les projections démographiques des années soixante-dix. Nous sommes revenus au niveau de population globale des années soixante, soit environ 300,000 habitants, notre creux de vague se situant autour de 1975."

Dans cette région, on évalue que la structure de PME vers laquelle s'achemine le Québec correspond au type de structure économique qui est le plus à la mesure des "régionaux". ("C'est un type d'organisation sur lequel nous pouvons avoir un contrôle à notre mesure, à notre taille. Quant à la grande entreprise, ça se rapproche davantage du scénario des miracles: ça vient ou ça ne vient pas mais de toute façon, c'est décidé ailleurs. Par conséquent, au niveau de l'intervention, notre rôle est plus important que celui que nous avons joué auparavant par rapport aux grandes entreprises. Il faut revenir au début du siècle pour voir l'importance que les régionaux peuvent avoir dans leur propre destin économique".)

Globalement, la perception qui se dégage des entrevues quant à la vigueur de notre économie est souvent rattachée à l'intérêt croissant mais très récent des Québécois pour l'économie. On souligne souvent que le monde de l'éducation a joué un rôle capital dans cet éveil et que la révolution éducative a engendré une révolution économique. On estime que nous possédions à peine vingt pour cent de notre économie il y a vingt-cinq ans, alors qu'un peu plus de quarante pour cent de notre économie nous appartient maintenant. D'ailleurs, témoignant de cet intérêt pour les affaires, de très nombreux francophones ont étudié en économie et en administration. Devant la montée de l'entrepreneurship, on prévoit que cette vague va se maintenir, correspondant à ce qu'un responsable d'enseignement en administration appelle une "explosion de créativité collective, parce qu'il y a dans le domaine économique une concurrence à surmonter qui n'est pas la simple manifestation de ses capacités individuelles, mais qui fait appel à des capacités de mobilisation et d'organisation des ressources environnantes."

Cette créativité se retrouve au sein même des structures économiques dont nous avons commencé à nous doter. L'exode des sièges sociaux a laissé certains vides, par exemple dans la tradition de l'analyse financière, mais, selon certains, il a permis aux francophones de se doter d'institutions originales et de nouveaux types d'entreprises. La création ici des deux firmes de services en informatique les plus importantes au Canada en serait un bon exemple. De même la Caisse de Dépôt et Placement, la Société Générale de Financement, les entreprises rattachées à Hydro-Québec apparaissent comme les maillons d'une organisation économique originale. On est largement optimiste: "Cette tendance va se consolider. Il y a trop de lacunes à combler encore. L'effervescence va se poursuivre au Québec", dit quelqu'un. "Moi je suis confiant dans nos capacités créatrices", dit un autre.

D'autres, chiffres à l'appui, parlent de l'explosion de "l'entrepreneurship" au Québec comme du phénomène économique et social qui aura l'impact le plus important sur nos destinées. On y voit le symbole d'une audace, d'une détermination et d'un savoir-faire tenus en laisse jusqu'ici ou tout simplement endormis. Une opinion assez répandue est que la récession du début des années quatre-vingts a été un élément déclencheur. "La crise, au Québec, a frappé plus durement les jeunes qu'ailleurs au Canada. Le message qui leur vient du monde des affaires est que la richesse et la création d'emplois doivent provenir d'abord des efforts individuels, de l'entreprise privée. L'État n'a pas la réponse à tout. Alors, ils se disent: "Pourquoi ne pas essayer?"

Cependant, tous ne manifestent pas le même enthousiasme. On reconnaît à cette éclosion de la PME un potentiel certain de création d'emplois, mais on précise que, dans un marché intérieur

aussi modeste et saturé, la création d'entreprises n'est pas illimitée et ne touche, de toute façon, qu'une minorité d'individus: elle n'est pas la panacée au chômage chronique d'une génération.

Un aspect qui rallie tous les points de vue, néanmoins, c'est l'importance économique que va revêtir la communication dans le monde de l'innovation, de la recherche et du développement. Rien ne se fera plus en vase clos; grâce à l'ordinateur, aux banques de données accessibles et à l'intégration des systèmes, par exemple, les innovations vont être davantage multidisciplinaires. Ce sera le cas des biotechnologies, du génie, de la médecine, de la chimie et de la physique, cite-t-on souvent. Les mutations économiques que nous subissons semblent donc s'inscrire dans un courant dynamique, positif, qui permettrait d'espérer, malgré des remous créés par un éventuel libre-échange, une situation relativement prospère.

Une composante majeure dans l'horizon économique est la présence des femmes sur le marché du travail. A la différence de ce qui a pu se passer en périodes de guerre où les femmes étaient appelées à l'extérieur mais, sitôt le conflit terminé, enjointes de réintégrer le foyer, la tendance au travail rémunéré passe dans les moeurs de façon irréversible. Les femmes vont envahir tous les secteurs d'activité. A preuve, on fait remarquer la croissance spectaculaire du nombre de filles en administration, en droit, en médecine, en politique, chasses gardées des hommes jusqu'ici. Cependant, on s'inquiète de leur quasi-absence dans les domaines scientifiques de pointe. L'écart entre le salaire moyen des hommes et celui des femmes aura tendance à se maintenir, si on considère les secteurs de prédilection des femmes, souvent sous-payés. Mais la tendance à prolonger la scolarisation pourrait

corriger la situation de pauvreté des femmes, sauf que le nombre toujours croissant de femmes chefs de familles monoparentales ralentit cette tendance.

On redoute un autre facteur d'appauvrissement pour les femmes, inscrit au coeur même de la restructuration du monde du travail: il s'agit de l'expansion de l'emploi à temps partiel. Ce genre d'emploi est souvent instable, mal payé et c'est dans le secteur des services, un secteur majoritairement féminin, qu'on le recense le plus fréquemment.

En considérant la globalité des positions exprimées sur la place grandissante des femmes dans l'économie, on peut retenir la formule d'un analyste: "Ne pas fonctionner avec les femmes, dans l'avenir, ce serait accepter que l'économie roule à la moitié de sa capacité. C'est évident que notre société n'acceptera pas cela." Il apparaît aussi que le marché du travail, en s'ouvrant aux femmes, s'expose à des modifications structurelles qui peuvent croître, car les revendications des femmes portent sur des aspects qui préoccupaient peu les hommes dans le passé, par exemple, la souplesse des horaires et du plan de carrière.

Un dernier facteur qui retient l'attention, quand on examine les principales tendances susceptibles de marquer l'économie dans la prochaine décennie, est le gonflement de l'activité économique engendrée par les préoccupations relatives à l'environnement. Nous verrons se développer de nouvelles conceptions d'usines, des appareils antipollution, des techniques sophistiquées d'épuration, et les exigences des citoyens, dans ces domaines, n'auront de limites que leur capacité de payer. Les priorités pour améliorer la qualité de la vie sont en voie de s'instaurer et de s'affirmer avec une vigueur inconnue jusqu'ici. Le mouvement

"vert" est amorcé en Europe et nous allons poursuivre cette lancée: nettoyer nos eaux, dépolluer notre air, rénover nos espaces, voilà autant de tâches auxquelles nous allons employer nos capitaux, notre potentiel de recherche et nos ressources humaines.

1.4 Le domaine social

Les transformations économiques importantes qu'est en train de connaître le Québec ne sont pas sans déteindre sur la société qui les vit. Le tissu social québécois est, dans ses fibres mêmes, en profonde mutation, plus profonde encore que les remises en question de la révolution tranquille, déclare-t-on souvent.

L'unanimité des personnes interviewées se fait sur les constats suivants: la société québécoise voit se parcelliariser ses objectifs, se perdre ses dynamismes traditionnels et ses anciens consensus et s'organiser autour d'axes nouveaux les grands mouvements sociaux.

On entend souvent dire qu'elle est une société "éclatée", "ouverte", "pluraliste". A y regarder de près, ce qui conduit à un tel jugement est l'analyse que plusieurs font de la pluralité des projets et des regroupements sociaux. "Il va y avoir plusieurs objectifs poursuivis en même temps par divers groupes de la société, des intérêts multiples et parfois contradictoires dans plusieurs domaines. Ce n'est plus un projet de société qu'on attend maintenant: c'est une société de projets, au pluriel. Il n'y aura plus d'unanimité. Ce pluralisme des objectifs sera lié à l'éventail des analyses que nous aurons le choix de faire", affirme un interlocuteur.

On croit que les véritables pouvoirs sociaux vont déborder les cadres économiques et politiques auxquels on était habitué depuis vingt ans: ils vont emprunter des voies diversifiées, comme celles d'associations, de réalisations artistiques, de regroupements, d'initiatives spontanées, d'expériences nouvelles tentées sans l'appui des supports traditionnels.

Les mouvements sociaux se greffant au féminisme, à l'écologisme, au nationalisme, au syndicalisme, à la défense des droits, pour ne citer qu'eux, ne font plus de luttes serrées, ouvertes: les actions se ramifient, deviennent souterraines, quotidiennes. On manifestera moins dans les rues, mais tous les individus sensibilisés à telle problématique vont faire leurs propres gestes concrets; par exemple, ils afficheront les autocollants "Ici, on ne fume pas", où ils consommeront davantage de produits alimentaires naturels.

Par ailleurs, langue, famille, religion avaient été, depuis toujours, les grands axes de notre identification et, au cours des années soixante, l'État s'était affirmé comme moteur de développement social, rôle que lui disputait à l'occasion le syndicalisme québécois. Depuis le milieu des années soixante-dix, cependant, les secousses qui traversent des institutions comme le mariage, la famille et l'école atteignent profondément nos assises sociales traditionnelles. De plus, beaucoup prévoient que des acquis sociaux antérieurs à la révolution tranquille ou suscités par elle seront même menacés dans le futur: divers régimes de redistribution de la richesse comme l'assurance-chômage, l'assurance-maladie, la gratuité scolaire, pour ne citer que ces exemples.

Lorsqu'on parle de société "éclatée", on fait très souvent référence à la perte des certitudes que nous nourrissions à l'égard

des institutions comme la religion ou la famille, et à la recherche de balises qui ne sont pas encore trouvées. Un témoin rappelle: "A la fin des années soixante, nos certitudes avaient peut-être changé d'objet, mais nous avions encore des leaders intellectuels qui articulaient les projets, non seulement pour le Québec, mais pour tout le Canada. Aujourd'hui, nous avons perdu ces balises. Mais ce que nous ressentons très fort, c'est la détermination populaire de ne pas se faire leurrer, ni par une idée trop compliquée ou trop lourde à porter ni par le dirigisme d'où qu'il vienne."

Au nombre des certitudes ébranlées figure souvent le syndicalisme comme agent de pouvoir important: on diagnostique une perte de vitesse et des tensions affaiblissantes qui le tiraillent, un doute ou un certain discrédit qui s'installe, à son égard, au sein de la population. Figure aussi le nationalisme, dont on prévoit qu'il va ou se terrer dans une nécessaire période d'hibernation ou se porter sur d'autres fronts que l'autonomie politique ou économique. A ce sujet, une autre certitude fondamentale est en débâcle: il s'agit du rôle de l'État comme initiateur et planificateur du développement de notre société.

Une des personnes interviewées retient comme tendance importante déjà très vigoureuse l'accentuation des clivages sociaux: "Clivage entre ceux qui travaillent et ceux qui chôment; clivage entre ceux qui déjà bénéficient de la crise économique et ceux qui en sont les victimes; clivage entre ceux qui sont dans l'orientation des sciences fermes et dures, les scientifiques disons, et les autres qui sont dans les sciences humaines ou la création; clivage, finalement, entre les anglophones, les francophones et le tiers-état des minorités ethniques. Ces clivages sociaux, économiques et culturels s'additionnent les uns aux

autres et vont déterminer que, dans notre société, ces différences de plus en plus marquées entre les individus ou entre les groupes vont être sources de grande tension parce que le Québec entre, en même temps, dans l'idéologie égalitaire: "égalisation" pour les droits de chacun, hommes, femmes, handicapés, minorités ethniques, etc."

Beaucoup des opinions exprimées se rallient à ce point de vue. On fait souvent mention, par exemple, du maintien ou même de l'augmentation des inégalités socio-économiques. Statistiques-Canada, dans ses analyses de répartition des revenus depuis la guerre, démontre que la répartition n'a pas changé. A cela on ajoute que l'inflation de l'éducation, c'est-à-dire le fait qu'on requierre une scolarisation plus longue pour accéder au marché du travail, va élargir davantage les écarts. Finalement, les modalités mêmes de notre survie sociale, notre recours probable à l'immigration, risquent de grossir certaines poches de pauvreté chez les nouveaux arrivants.

Si l'on avait à identifier, parmi tous les propos recueillis sur les diverses tendances sociales qui se manifestent déjà et auront une importance prioritaire, l'élément-clé des quinze prochaines années, il faudrait sûrement citer la démographie.

On insiste d'abord longuement sur le caractère multi-ethnique de Montréal: on n'y a jamais été aussi sensible que depuis ces dernières années et l'on perçoit que ce caractère va s'accentuant. Cet élément de "pluralisme", comme on l'identifie souvent à Montréal, même s'il est presque absent du tableau du futur que brossent les autres Québécois, se trouve presque toujours en tête

de liste des changements les plus évidents et les plus fondamentaux, parfois même les plus perturbateurs.

Par ailleurs, on s'interroge sur la natalité. ("Économiquement, comment voulez-vous qu'une société soit dynamique si elle ne se donne pas un avenir? Un des pivots de l'activité économique est la constitution des ménages. Pour nous, la baisse des ménages est dramatique, angoissante. Je crois que cela durera. C'est le prix que nous payons pour les années de grande prospérité et de facilité - fin des années soixante, début des années soixante-dix. Des habitudes ont été prises en consommation, très difficiles à vaincre.") Voilà qui en fait frémir plus d'un. On croit aussi que "l'égoïsme" des individus, leur désir de s'installer - dans leur carrière, dans leur décor et leurs objets, dans leur vie conjugale - les conduit à différer la naissance de l'enfant, à la repousser, à la limiter au minimum quand ce n'est pas à y renoncer carrément.

La dénatalité et le vieillissement de la population (on estime grosso modo, que le quart des Québécois auront plus de soixante-cinq ans en l'an 2003) auront des répercussions énormes sur la société d'ici, la vouant peut-être à l'extinction - en tant que groupe francophone en Amérique du Nord, minorité devenue trop faible - ou à tout le moins à la stagnation. Le vieillissement de la population laisse présupposer, au niveau du climat social, la montée des courants conservateurs et, au niveau de nos réalités matérielles, la saturation prématurée du marché intérieur, car les besoins de consommation des personnes âgées fléchissent. Cela entraînerait une perte d'intérêt pour d'éventuels investisseurs qui bouderaient un marché rétréci. Les gens considèrent les fermetures d'écoles et de certaines entreprises et l'appauvrissement de certaines régions du Québec comme autant de signes

précurseurs d'une crise de société pour bientôt. Personne ne voit de signe que Québécois et Québécoises seraient à la veille "d'investir" dans les enfants et de les reconnaître comme la première richesse naturelle à maintenir et à faire fructifier.

La réalité physique de la dénatalité n'a pas atteint la conscience collective des francophones ni celle des milieux politiques ou intellectuels, estime-t-on souvent; lorsqu'elle s'imposera - le plus tôt sera le mieux -, on sera tenté d'adopter deux types de solutions qui ne paraissent pas aller de soi, loin de là. On pourra être d'abord tenté de se donner une politique nataliste, mais l'éveil féministe croissant n'acceptera automatiquement rien de tel. De l'avis d'à peu près tous ceux qui se sont prononcés là-dessus, "les acquis des femmes vont compliquer un peu la reproduction, qui ne pourra plus se faire à leur détriment, en les confinant dans l'affaire domestique". On estime généralement que ces acquis ont été capitaux pour le développement de notre société et qu'il ne saurait être question d'ébranler l'égalité de droit et de fait qui s'instaure lentement entre l'homme et la femme. On évalue que les aspirations socio-économiques des hommes et des femmes vont aussi continuer d'entraver le projet de mettre au monde des enfants, malgré quelque volonté politique que ce soit. Et le contexte économique prévu ne permettra pas d'être généreux au point d'inciter "monétairement" les gens à fonder une famille de plus de deux enfants. On ne croit pas aux solutions miraculeuses, ni que nous pourrons faire beaucoup plus que maintenant en prestations à la famille, en congés ou en dispositifs de garde des enfants.

L'autre solution qui ne va pas manquer de surgir, c'est une politique de l'immigration. Or, là non plus, les règles du jeu ne

seront pas faciles à mettre en place. D'après les propos recueillis, le caractère multi-ethnique de Montréal s'impose plus largement déjà et cela ne va pas sans heurts dans les écoles, dans les quartiers et dans les services. Les francophones ont moins l'habitude que les anglophones d'intégrer dans leurs rangs les éléments allophones de l'immigration et la pratique d'accueil qui s'installe dans les écoles, par exemple, depuis la loi 101, n'a pas fini de créer des remous et de rencontrer les résistances d'une population qui a presque exclusivement vécu jusqu'ici "entre elle".

L'inquiétude, au sujet des normes d'immigration, se manifeste à plusieurs paliers. D'abord, à quel plafond faudra-t-il porter notre taux annuel d'immigration pour que la société québécoise puisse digérer, au fur et à mesure, le nouvel arrivage? On redoute que, si se maintiennent au Québec les tendances observées dans certaines sociétés occidentales comme la France et l'Angleterre, on en arrive, chez nous comme là-bas, à des conflits raciaux. On porte souvent le jugement que notre ouverture aux cultures différentes va être pour nous source de conflit, car nous voudrons en même temps préserver et affirmer notre propre culture de plus en plus minoritaire et différente. Nous en serons déchirés dans tous les secteurs de notre activité sociale.

Nous nous retrouverons aussi devant de lourds dilemmes: à quels groupes ouvrirons-nous prioritairement nos portes? Allons-nous tolérer que certains groupes viennent créer - certains disent gonfler - des ghettos de pauvreté, surtout à Montréal? Autant d'interrogations qui surgissent quand les gens abordent la "qualité" de l'immigration ou qu'ils se prononcent sur les groupes plus ou moins désirés pour grossir nos rangs.

On prévoit aussi que la question linguistique va être, dans l'avenir, très problématique. En effet, on suppose que les immigrants en quête d'amélioration de leur condition socio-économique voudront avoir accès à la langue des affaires - l'anglais - et que, sous la pression de leur nombre grandissant, nous risquerons de devenir des proies faciles pour l'assimilation.

Comme nous le mentionnions ci-dessus, le fléchissement de la population et toutes les répercussions qui s'en suivent risquent de plonger les Québécois de vieille souche et tous les autres dans une grave crise sociale. Là-dessus, les pronostics, à peu près unanimes, ne sont pas réjouissants.

Une autre crise est clairement identifiée par tous comme porteuse de lourds impacts sociaux: il s'agit de la crise du couple et de la famille, qui n'est pas sans amplifier, notamment, le déclin de la natalité. A peu près personne n'a pu afficher d'optimisme à ce sujet. Tous reconnaissent que les hommes et les femmes sont en train de redéfinir leurs rapports dans les divers secteurs de la société - économique, juridique, politique, familial et conjugal - et que les nouvelles règles et les nouveaux partages qui résulteront de cette démarche multiforme seront sûrement mieux adaptés aux conditions de vie du XXIe siècle. Néanmoins, qu'ils soient prêtres, sociologues ou avocats, qu'ils se prononcent comme simples citoyens ou comme parents, tous sont extrêmement perplexes face à l'échec épidémique du mariage et à la courbe ascendante du divorce.

La famille comme premier noyau social ne tiendra plus dans l'avenir le rôle qui lui a toujours été dévolu. D'une part, sa taille se réduit à l'extrême et, d'autre part, la présence permanente du même adulte - traditionnellement la mère - n'existe plus. Pour le socialiser, on sera tenté de joindre l'enfant à un groupe qui lui

créera une famille élargie: la garderie sera de plus en plus considérée comme le lieu d'appartenance propre à l'enfant de moins de cinq ans. Ce scénario, même s'il heurte quelques convictions quant à l'impact de la relation chaleureuse et omniprésente de la mère à ses enfants en bas âge, est largement reconnu comme "le" scénario de l'avenir, celui qui va se multiplier.

Le drame dont on parle abondamment, par contre, c'est celui des enfants du divorce; on les retrouve majoritairement avec leur mère et, très souvent, celle-ci est isolée et pauvre. Socialement, les familles monoparentales auront besoin de services adaptés qu'elles ne trouveront pas toujours, vu les restrictions croissantes dans les services sociaux. Les problèmes d'adaptation sociale qui risquent de se développer chez les membres de ces familles sont susceptibles de dégénérer au fil des ans. La famille est donc, selon un diagnostic rapide, une institution passablement ébréchée par l'augmentation des divorces.

Quels seront les principaux effets de cette situation? D'abord, l'insécurité. On prétend quelquefois que les enfants de foyers désunis ou divorcés seront plus vulnérables et moins robustement équilibrés que des enfants élevés au sein d'une vie conjuguale harmonieuse. Ensuite, le désarroi. On craint que ces enfants risquent d'être hâtivement désabusés de la vie, qu'ils recourent au suicide plus fréquemment; on cite, à preuve, une augmentation sensible dans les écoles du besoin de consulter des travailleurs sociaux, des psychologues, la recrudescence de la fugue, la prostitution comme recherche d'amour encore plus que d'argent. A tort ou à raison, on attribue à la crise de la famille un grand nombre des problèmes que vivent les enfants et les adolescents et on lui rattache les cris d'alarme captés ici et là. Et surtout, socialement, ce qui retient l'attention, c'est la pauvreté qui

guette la majorité des familles monoparentales dont le chef est une femme: on ne voit pas le bout du tunnel sinon, indirectement, dans l'allongement de la scolarisation des filles, afin qu'elles soient dorénavant plus autonomes.

Ces perspectives nous conduisent à aborder les nouveaux modèles de vie sociale que les personnes interrogées voient se dessiner dès à présent et qu'elles jugent susceptibles de structurer le futur. Ce thème n'ayant été abordé que dans une dizaine d'entrevues, ses limites n'étonneront pas.

Une première dimension frappe d'abord l'imagination: il s'agit de la solitude. "C'est la première fois dans l'histoire du monde occidental que les gens ont tendance à vivre si seuls que ça! Il y a déjà tellement de logements dans une ville comme Montréal où ne vit qu'une seule personne, homme ou femme, jeune ou vieille!" On constate l'augmentation de services pour personnes seules: alimentation, entretien, surveillance, formules "Club Med" pour personnes en vacances solitaires, etc. On peut même être tenté d'avancer l'hypothèse que, si un enfant est élevé seul, il va avoir appris à se suffire et aura moins tendance à vouloir sortir, une fois adulte, de ce cocon réconfortant pour lui. Même contestable, cette supposition révèle que la solitude n'est pas encore une réalité coutumière et banale, à laquelle nous serions insensibles.

Une autre dimension qui touche d'abord la consommation, c'est la culture plus hédoniste vers laquelle on s'achemine. Les gens des classes moyenne et supérieure prennent quelques distance par rapport à certains produits de consommation de masse: on veut des produits ajustés à ses besoins, plus personnalisés, "bon chic, bon genre" dans plusieurs cas. Par exemple, ces temps-ci les femmes et les hommes se voient offrir dans le commerce, des

palettes de couleurs personnalisées destinées à guider leurs choix de vêtements et accessoires. Finies les couleurs à la mode que l'on achetait aveuglément, sous prétexte qu'elles étaient les plus "in"!

Cela peut prendre d'autres directions quand il s'agit de la bonne forme physique: on négligera le cours de groupe ou la séance collective de jogging pour le club qui offre un programme individualisé. A cette tendance, un interlocuteur rattache, par exemple, la popularité recrudescente du tennis, activité "distinctive" par excellence, selon Bourdieu. Dans le domaine de la santé, on veut consulter des spécialistes qui vont prêter attention à la personne et à la particularité de son état et qui lui suggéreront une thérapie sur mesure. Ce sont d'ailleurs ces besoins nouveaux qui expliquent en partie qu'on assistera sous peu à une vaste remise en question de la médecine telle qu'elle est encore pratiquée sur une grande échelle.

Un dernier aspect concerne les modèles sociaux: il s'agit de l'émergence de solidarités nouvelles. Si les corvées paroissiales sont en voie d'extinction, si l'entraide entre les générations d'une même famille se raréfie, si l'appartenance à un parti ou à un grand club prestigieux laisse miroiter moins de gratification personnelle, par contre, de nouveaux types de rapports de coopération et de collaboration surgissent au fil d'expériences nouvelles et des besoins du moment. Déprimés anonymes, regroupements d'hommes ou de femmes chefs de familles monoparentales, groupes de locataires, réseaux d'action de toute sorte, voilà autant d'organisations de rapprochement, de cohésion communautaire nées bien souvent d'un besoin ponctuel et précis et qui s'évanouiront quand la tâche sera accomplie, le besoin comblé ou la cause défendue jusqu'au bout. "On n'attend plus que les autres

règlent nos problèmes. On assiste à la montée, à l'intensification et au renforcement de réseaux parallèles qui travaillent en marge d'une structure principale, officielle, ce qu'on appellerait une société réticulaire. Les réseaux n'ont pas la lourdeur ni la rigidité d'une structure officielle, bureaucratique et les groupes y avancent plus vite; ils y trouvent des relations d'aide plus immédiates et s'engagent dans des actions plus responsables et plus efficaces. Ça témoigne d'abord que, s'il y a montée de l'individualisme dans notre société, c'est contrebalancé par ce nouveau type de solidarité: ça indique aussi une perte de confiance dans les structures officielles, permanentes, trop lentes à bouger. C'est finalement une manifestation de notre sens des responsabilités, - l'individu n'attend plus la solution des autres - et de notre désir d'efficacité -: on a de la difficulté à attendre, nos désirs demandent des réponses rapides."

La personne qui tenait ces propos les émaillait d'exemples rattachés surtout au domaine de la santé. D'autres personnes ont abondé dans ce sens, rappelant non seulement les progrès des médecines dites douces, mais aussi de "l'auto-toute-sorte-de-choses": autosoin, autoguérison, autodéfense, autoprotection, etc. La popularité de la maxime "On n'est jamais si bien servi que par soi-même" refleurit: c'est la quête de l'indépendance.

Cette tendance est occidentale et, comme sa nature l'indique, elle est le lieu où s'expriment toutes les initiatives imaginables, mais sa caractéristique commune est le court terme et le concret. Si, d'une part, l'individualisme est à la hausse, on constate justement, d'autre part, que les individus se regroupent pour prendre en mains leurs affaires. D'où, par exemple, la réapparition de la vie de quartier à Montréal, ville qu'on

estimait devenue plutôt froide et anonyme depuis une bonne vingtaine d'années.

Il serait évidemment simpliste de ramener à la seule émergence de nouvelles solidarités le renouveau de la vie de quartier: ce serait oublier l'apport de groupes d'immigrants qui ont redonné un visage à certains quartiers en les revitalisant par leurs activités, ce qui a eu un effet d'entraînement; l'apport aussi d'un vaste mouvement de rénovation et de restauration inscrit dans les préoccupations d'économie et d'environnement; l'apport, enfin, d'un marketing bien orchestré qui réussit à répondre au besoin d'appartenance des citoyens. Néanmoins, cet exemple est souvent évoqué par les gens qui voient là une belle illustration des aspirations nouvelles à vivre de façon "personnalisée" et non plus anonyme, à retrouver des rites plutôt qu'à se soumettre à de fades routines.

1.5 Le monde politique

Quand on considère la globalité des tendances sociales retenues ci-dessus, il n'est pas étonnant de constater qu'un immense désabusement s'installe graduellement à l'endroit de l'appareil politique et que "les mouvements pour mettre en place des affaires à notre mesure sont l'aboutissement logique de notre détachement des grands pouvoirs".

Un leitmotiv marque à peu près tous les propos concernant la question des tendances politiques: "on assistera sous peu à la fin de l'État-Providence". Une telle affirmation recouvre cependant plusieurs sens qu'il faut tenter d'éclairer.

Pour certains, un peu plus du tiers des personnes rencontrées, la fin de l'État-Providence signifie le discrédit graduel du pouvoir étatique et gouvernemental, tel que nous le connaissons depuis la révolution tranquille ou l'avènement du "French Power" à Ottawa, de même que la dérision de l'autorité incarnée par l'un ou l'autre gouvernement. Ces gens estiment que l'État perdra énormément de terrain au profit de pouvoirs plus proches de l'individu, notamment le pouvoir municipal. En région, on juge sévèrement l'incapacité d'un gouvernement central à répondre aux besoins particuliers des citoyens et l'on prévoit l'explosion des carcans que constituent les administrations logées à Québec ou à Ottawa, "indifférentes aux conditions de vie qui prévalent ailleurs que dans la capitale." Ce qu'on prévoit donc, c'est la décentralisation des pouvoirs vers des unités régionales ou locales, d'autant plus que ce mouvement est considéré comme un réflexe normal des gouvernements en période d'austérité économique.

Pour les autres personnes, soit la majorité, la fin de l'État-Providence résultera d'une redéfinition du rôle de l'État auquel on ne recourra plus comme jusqu'ici lorsque surgissent des problèmes: il s'agirait d'une forme de réalisme politique qui conduirait à ne plus attendre de l'État qu'il soit le grand entrepreneur public ou qu'il supervise tous les secteurs d'activités, mais qu'il se mette plutôt au service des citoyens, le plus près possible de leurs besoins, pour que, à leur tour, les citoyens puissent gérer leurs initiatives et trouver les réponses à leurs problèmes.

N'est donc pas en cause, comme telle, la légitimité du pouvoir central, mais plutôt l'inertie des bureaucraties. "Ce que les gens n'acceptent plus, fondamentalement, c'est que la machine pu-

blique soit paralysée, qu'elle n'ait plus d'imagination ni de créativité, qu'elle vire dans le papier à défaut d'avoir des projets." On croit que le gouvernement n'a plus le choix: il n'animera plus les projets à la place des citoyens, mais il devra concentrer ses énergies à susciter les initiatives et à en faciliter l'exercice. Il cherchera d'abord et avant tout à répondre aux besoins de ses clientèles ou, à tout le moins, à leur témoigner respect, accueil et prise en compte.

Ces positions sont justifiées par diverses considérations, dont les plus fréquentent gravitent autour du contexte néolibéral dans lequel nous baignons déjà. On présume que l'État favorisera d'abord la libre entreprise pour réactiver l'économie et qu'il cherchera à abolir les coûts qui perturbent l'économie de marché, comme ceux de programmes jugés trop "protectionnistes". Cela fait redouter à plusieurs que les dirigeants perdent de vue les préoccupations sociales et ne retiennent que l'intérêt économique des dossiers qu'ils défendront. Par contre, d'autres identifient les effets positifs et socialement "assainissants" d'un tel mouvement. On croit qu'un État moins généreux s'attaquerait plus efficacement aux réflexes de parasitisme et qu'il refroidirait la mentalité d'assisté social dont on redoute qu'elle s'installe chez une jeunesse en quête désespérante d'un travail difficile à trouver. Enfin, on estime que, en libérant les initiatives privées, auparavant retenues par des règlementations et des technocrates tâtillons, on permettrait la poursuite de l'excellence, surtout de l'excellence économique.

On n'est pas sans remarquer la présence croissante des femmes sur la scène politique. Cependant, personne ne s'est prononcé clairement sur l'impact qu'elles auraient, précisément dans une période où le pouvoir se redéfinit. On les croit généralement

plus près des problèmes sociaux, davantage sensibilisées à défendre divers aspects de la qualité de la vie, des dossiers écologiques aux dossiers de l'euthanasie, de l'avortement ou des recherches scientifiques associées à l'industrie de guerre. Mais les perspectives se limitent à ces considérations larges.

Par ailleurs, on dit souvent redouter que l'accession au pouvoir de la génération "télévisuelle, économiquement agressive mais politiquement déçue", ne marque la fin des vrais débats et des vrais choix publics. On craint les gouvernements par sondages et par opérations de séduction, voire même de propagande; on appréhende les campagnes électorales de vent, d'images et de slogans.

Néanmoins, si les acquis sociaux sont menacés, il se trouvera probablement des individus et des groupes qui s'organiseront en mouvements pour protéger des libertés ou des progrès démocratiques. On observe une augmentation croissante des réglementations de toutes sortes. Ces réglementations protègent le citoyen, mais risquent, au point de vue des administrations politiques et autres, d'être de plus en plus nombreuses et complexes. On croit que l'information "informatisée", électronique, peut aplanir ces difficultés.

A considérer l'ensemble de la question politique telle qu'elle a été traitée, on peut conclure que ce qui émerge, c'est d'abord la volonté grandissante d'organiser sa vie, d'en contrôler plus d'aspects et de revitaliser tous les secteurs où l'action de l'individu ou des groupes de base peut être plus directe.

1.6 Le contexte culturel

Les tendances décelées dans les domaines économique, social et politique impriment quelques grands mouvements aux orientations culturelles du Québec. Comment ces interactions agiront-elles? Voilà ce qu'ont essayé d'expliquer quelques-unes des personnes interviewées. Nous devons préciser que le contexte culturel n'a pas été largement sondé, plusieurs participants estimant plus urgent de traiter d'autres facettes de notre devenir: une quinzaine de personnes ont considéré le contexte culturel comme élément d'interprétation directe du devenir québécois et c'est sur leurs perspectives que nous nous appuyons ici.

Que l'on se repose, dans le futur, sur l'immigration pour maintenir ou augmenter la population québécoise ne fait pas de doute; on parle d'emblée, avec généralement assez d'enthousiasme, du multiculturalisme comme donnée de plus en plus importante de l'identification québécoise. Tous concèdent, cependant, que ce caractère est spécifique à Montréal et que cette tendance se maintiendra, accentuant l'écart culturel entre Montréal et les autres milieux de la province. "Ce qui attend Montréal vers l'an 2025, c'est que la majorité des Montréalais ne sera ni française ni anglaise. C'est une ville étrangère en puissance. Montréal est une entité en soi et la provincialisation du Québec va s'accentuer."

On parle du multiculturalisme comme d'une richesse supplémentaire pour la région de Montréal; on décèle beaucoup de dynamisme chez un grand nombre d'ethnies installées sur son territoire. On cite des exemples de rénovation de quartier, de succès commerciaux divers ou d'échanges culturels variés. Auparavant, la communauté francophone était peu perméable aux contacts avec les allophones. Depuis les lois 22 et 101, c'est-à-dire depuis un peu plus de dix

ans, les francophones accueillent maintenant dans leurs rangs, c'est-à-dire d'abord dans leurs écoles, l'ensemble des allophones qui s'installent ici.

Mais ce n'est pas l'école qui est perçue comme étant l'élément qui fait mieux connaître les autres cultures: on fait passer bien avant la télévision, les voyages ou la coopération à l'extérieur du pays. Ces trois facteurs conjugués ont fait énormément pour transformer nos façons de manger, de nous récréer, d'aménager nos maisons, nos jardins ou nos quartiers, pour ne citer que ces exemples.

Si l'on reflète surtout les aspects positifs de la présence des autres et l'ouverture nouvelle que manifestent les Québécois de vieille souche, on souligne cependant les tensions susceptibles de s'accroître, tensions générées davantage par le contexte économique et la pauvreté de certains sous-groupes que par les habitudes socioculturelles différentes. Il faut mentionner que des personnes très proches de la scène scolaire affirment, quant à elles, que le dossier multiethnique sera sous peu la marmite dangereuse de l'école montréalaise et que les frictions teintées de racisme sont déjà nombreuses.

Ce propos concorde avec certaines appréhensions manifestées quant à notre capacité de vivre en symbiose véritable avec les immigrants. On parle, d'une part, d'une tendance à valoriser les différences et les originalités de chaque groupe plutôt que de viser l'assimilation pure et simple; d'autre part, notre propre identité étant de plus en plus fragile et menacée dans une Amérique du Nord anglophone et libéralisée commercialement, nous pourrons éprouver de nombreuses difficultés à être aussi tolérants et

ouverts que le souhaiteraient nos minorités, en particulier à l'école. "Les groupes ethniques vont s'opposer à ce que l'école assimile carrément leurs jeunes et vont désirer faire respecter leur culture d'origine, avoir un appareil scolaire qui reconnaisse et transmette même leurs valeurs, leur façon de vivre et de comprendre la vie. Un stress important sera donc lié à l'expression de ces besoins au sein de l'école québécoise."

On en déduit que, plus que jamais, l'école québécoise devra préciser et enrichir les pôles de l'identification culturelle des jeunes qui la fréquentent, et ce, à toutes les étapes de la scolarisation. Cette tendance se traduira par un apprentissage plus méthodique de la langue maternelle - dont on aperçoit parfois les signes d'un lent redressement - et par l'introduction plus dynamique des langues secondes, l'anglais en tête de liste, mais aussi l'espagnol pour nos échanges avec l'Amérique du Sud ou des langues orientales comme le japonais pour faire affaire avec les nouveaux pays industriels.

Cependant, une autre source de tension pourra surgir si nos immigrants expriment de façon plus catégorique la volonté de se relier à la culture majoritaire d'Amérique. Cela risquera de dégénérer soit en profond conflit de générations, les plus jeunes aspirant à parler la langue de leur nouvelle culture nord-américaine et les aînés voulant sauvegarder le fait français en Amérique, soit en conflit plus "ethnique" à proprement parler, où la société québécoise déjà établie souhaiterait conserver ses acquis.

On entend souvent parler de <u>l'irréversibilité du fait français au Québec</u> et de la sécurité culturelle bâtie à coup de législations, de pratiques nouvelles et de créations artistiques vigoureuses

(spectacles, théâtre, télévision, littérature écrite) depuis vingt-cinq ans. Mais à peu près tous s'empressent de préciser que cette conviction peut être un leurre et à quel point cette tendance est précaire et l'équilibre dans lequel elle s'inscrit, compromis. Trois facteurs peuvent jouer à tour de rôle ou simultanément à l'endroit du fait français ici. D'abord l'affaissement démographique, qui menace la population de vieille souche: le nombre de Canadiens-français se réduisant toujours, l'extinction guette plus que jamais ce groupe fondateur, rappelle-t-on. Un autre facteur est lié à la sécurité collective dans laquelle nous serions plus ou moins assoupis: plusieurs redoutent que nous ne soyons pas suffisamment combattifs et en état d'alerte dans un contexte qui requerrait toute notre vigilance. Le dernier facteur tient justement à ce contexte: la libéralisation des échanges commerciaux avec les États-Unis menace peut-être nos emplois et notre structure industrielle, mais on croit que les premières cibles visées seront d'abord toutes les entreprises qui gravitent autour des produits culturels et les institutions qui risqueraient de gêner les actions de nos voisins du Sud.

Cependant, autant chez les anglophones que chez les francophones interviewés, ces perspectives assez sombres ont été à quelques reprises adoucies. Rapportons ici une position minoritaire, fort représentative d'une vision culturelle différente. Ce petit nombre perçoit l'isolement du Québec en Amérique du Nord comme une position privilégiée et unique d'agent de liaison entre les pays francophones et l'Amérique. Dans le même ordre d'idées, parce qu'il n'est pas soumis de prime abord à la grande culture américaine anglophone, le Québec se démarquera de plus en plus et s'affirmera par son originalité: On "exporte" déjà beaucoup de nos artistes et compositeurs et quelques-unes de nos formes d'art originales, telle la Ligue nationale d'improvisation. Sur le

plan économique, le caractère spécifique du Québec et les champs de compétence où il s'affirme déjà peuvent continuer d'attirer l'attention sur son potentiel. On croit finalement que la réputation du Québec comme lieu privilégié de transferts technologiques dans des domaines comme les pâtes et papiers ou les transports, d'invention et d'expérimentation dans des domaines comme l'optique, la génétique, les biotechnologies et aussi comme lieu de production spécialisée, sophistiquée, au design accrocheur, seront la meilleure marque de commerce du Québec d'ici vingt ans et la plus solide "planche de salut".

Les aspects culturels qui tendent à s'imposer avec le plus de vigueur sont donc en relation directe avec la création et des formes d'expression originales, bien plus qu'avec la conservation des divers patrimoines. C'est ce qui apparaît comme la tendance des tendances dans ce domaine. Au niveau des valeurs, on observe une tendance globale assez semblable de "diversification".

1.7 Les valeurs montantes

En Occident, les valeurs se redéfinissent autour d'axes résolument individualistes, semble-t-il. Les personnes interrogées acquiescent généralement à cette affirmation et à une autre, tout aussi importante: les valeurs se diversifient et se posent de moins en moins en blocs homogènes caractérisant, par exemple, une tranche d'âge. Voilà donc posé le cadre où s'inscrivent les observations colligées au fil des entrevues.

Les premières analyses se greffent à ce qu'on peut être tenté d'appeler les valeurs matérialistes. Les adultes québécois d'aujourd'hui et ceux de demain sont à coup sûr réconciliés avec l'économique: ils sourient devant les consignes d'hier qui les décourageaient de s'intéresser de trop près au commerce et aux

affaires et de se laisser tenter par l'appât du gain et du profit. On remarque même que le travail, auparavant évalué selon des critères de service et valeur "sacrée" en tant que tel, n'est guère plus jaugé comme valeur intrinsèque ou salvatrice: on le met en relation avec le salaire qui s'y rattache, le prestige qui peut en découler ou l'accomplissement personnel qu'on y trouve. Il n'est pas un absolu, mais un moyen d'assurer d'abord sa sécurité matérielle. Cette perception du travail va se répandre encore plus largement pendant que les individus chercheront aussi à s'y épanouir.

Les prochaines générations seront-elles obsédées par leurs performances économiques et y sacrifieront-elles d'autres dimensions de leur vie? Ce n'est pas très clair, mais on décèle néanmoins que la sécurité matérielle et le bien-être rattachés à l'argent sont en voie de s'affirmer comme finalité très importante. On aspirera au confort, au raffinement et à la diversification de de la consommation, réalités intimement liées à l'argent et à la recherche du plaisir.

Associée au bien-être, la recherche de la bonne forme physique impose aussi des exigences de plus en plus nombreuses. D'une part, l'exercice, la pratique des sports, une alimentation saine sont encouragés par la publicité et l'éducation; d'autre part, l'élimination d'habitudes néfastes, telles la cigarette, l'alcool, la drogue, est appuyée par des réglementations plus sévères. Cependant, il est facile d'établir une relation directe entre la poursuite de la forme physique et les coûts justifiés par cet idéal. On trouvera du temps et de l'argent pour son club de tennis, mais on se désintéressera peut-être du bénévolat requis par le club 4-H de son voisinage.

Beaucoup croient que les formes de succès recherchées seront davantage matérielles et comptabilisées; à preuve, l'envahissement des média par des valeurs telles que celles des séries télévisées "Dallas" ou "Dynasty". "On y fait la prédication du bien-être, du paraître, de l'absence de scrupules; les toilettes, les belles résidences, autant de signes d'une réussite à laquelle on a accédé par n'importent quels moyens. Ces séries sont diffusées partout en Occident; "Je les ai vues en Allemagne, en Suisse et même en Afrique", affirme un interlocuteur qui s'inquiète de ce qui tient lieu de philosophie populaire ou de morale sociale.

En continuité avec cette optique, plusieurs soulignent la revalorisation de la compétition entre les individus, liée aux valeurs du néo-libéralisme. On en arrivera à un monde extrêmement difficile pour ceux qui n'auront pas le sens de "la réussite", ou pour ceux que la paresse tenterait, un monde impitoyable pour ceux qui luttent entre eux afin d'accéder aux premières places, un monde féroce de concurrents obsédés d'abord par la conquête des marchés, la productivité et le profit.

Finalement, les valeurs matérialistes sont fréquemment associées au "périssable, à l'interchangeable, au jetable après usage". On estime que des générations qui y souscrivent s'assujettissent aux modes de l'heure, perdant le sens de la durée et de l'investissement humain à long terme. On craint pour les individus qu'ils se contentent d'engagements superficiels et un peu trop pragmatiques; par exemple, on pense que, gagnés à ces valeurs, un nombre grandissant de couples considèrent la venue d'un enfant comme un "embêtement", un empêchement à toute sorte de projets matériels, de la carrière aux voyages en passant par l'achat d'une maison, d'appareils ménagers ou d'une deuxième voiture. Ce jugement sur la couleur de notre fin de siècle est assez répandu et, si d'au-

cuns regrettent une morale religieuse devenue silencieuse, d'autres croient que nous sommes, au contraire, entrés dans une phase de recherche plutôt stimulante en ce qui concerne les valeurs.

Un des domaines où se vivent en profondeur des remises en question fondamentales, c'est justement celui des rapports hommes-femmes. Plusieurs analysent ce qu'ils appellent la "révolution féministe" comme une phase importante dans les quêtes humanistes du vingtième siècle. Ils estiment la recherche féministe comme une tentative de redéfinir et de replacer les uns par rapports aux autres les trois pôles que sont "l'Être, l'Avoir et le Pouvoir". Ceux-là perçoivent que des tendances se manifestent déjà dans les jeunes familles et qu'elles sont de bon augure: conscients de la menace du divorce, les couples ne s'engagent plus à la légère et leur choix d'avoir des enfants correspond à une décision mûrement réfléchie et à un désir considéré sous tous ses angles.

Les couples redéfinissent leur engagement mutuel l'un face à l'autre et leur implication respective dans l'éducation des enfants. Désormais, les femmes peuvent enfanter sans mettre entre parenthèses leur autonomie et leur développement personnel et les hommes ne se contentent plus d'un rôle de pourvoyeur: leur implication ne se limite pas à la vaisselle, à la corvée du lavage de planchers ou aux ordures ménagères à mettre au bord du chemin.

Ces tendances se rattachent aux aspirations à la qualité de vie, parce que les questions débattues d'abord par les femmes, mais devenues graduellement aussi celles des hommes, concernent l'autonomie des êtres, des relations de complémentarité et d'harmonie plutôt que de domination, de partage des rôles librement consenti plutôt que de tradition aliénante, de communication et de dialo-

gue plutôt que d'isolement. Elles sont donc susceptibles de contrecarrer la montée de la compétition évoquée plus haut.

Les manifestations de la recherche d'une meilleure qualité de vie se révèlent nombreuses et multiformes. Elles concernent tour à tour la santé, où le corps est perçu en relation active avec l'intellect et l'affectif, mais aussi avec l'environnement global, l'espace de vie que sont le logis, le quartier, le lieu de travail, et avec l'aménagement du temps, des horaires de travail comme des programmes de loisir. Dans cette perspective, on assiste à la réunification des différentes fonctions de l'être humain: on voudra être considéré comme personne à part entière. Par exemple, lors d'une consultation chez le médecin, on ne voudra plus être considéré comme un "cas" expédié en dix minutes et on cherchera le professionnel susceptible d'apporter une réponse "intégrée" à ses besoins.

Cela nous amène à parler de l'individualisme dont on considère qu'il est en voie de devenir la valeur par excellence, non seulement au Québec mais en Occident. A son égard, nos interlocuteurs sont tentés globalement d'être assez enthousiastes. On mentionne souvent que la crise économique a pu justifier cette montée de l'individualisme, surtout chez les jeunes qui n'attendent plus du système qu'il solutionne leurs problèmes. Les credos "Aide-toi et le ciel t'aidera" ou "Il faut que tu apprennes à tirer ton épingle du jeu" connaissent une popularité croissante. On y rattache la tendance à se prendre en charge, à assumer ses responsabilités sur une base individuelle et à vouloir entreprendre. Ce renouveau de l'initiative est aussi intimement lié au fait que les gens, mieux informés et plus instruits, voudront être associés aux décisions qui les concernent au travail, à l'école, à l'hôpital, dans la ville, etc.

On juge donc que l'individualisme, vécu dans la ligne des valeurs personnalistes et de l'expression de soi, se colore d'un égoïsme plutôt fécond. On expérimentera au maximum tout ce dont on se croit capable et, en contrepartie, on manifestera à l'égard des autres une grande ouverture et une tolérance généreuse, bienveillante. Mais tous ne partagent pas cette opinion.

Les personnes qui expriment des réticences de taille redoutent, quant à elles, que l'individualisme dévie dans les ornières de la solitude, de l'isolement et, à la limite, de la stérilité. Elles craignent qu'une génération égocentrique ne piétine toute perspective sociale de développement. Elles estiment qu'un nombre grandissant de citoyens axent leurs revendications presque exclusivement sur leurs droits, délaissant ainsi les responsabilités qui incomberaient aux citoyens devant des problèmes de taille comme la pauvreté dans le monde, la famine ou les difficultés que connaissent nos propres minorités, nos vieillards ou nos femmes battues. On s'inquiète de la progression des grossesses chez les adolescentes et du nombre de suicides chez les jeunes comme de deux signaux d'alerte: l'humain ne s'étiole-t-il pas à vivre un grand repli sur lui-même, ne cherche-t-il pas à attirer l'attention sur le grand vide affectif qu'il ne peut combler seul? Voilà les principaux sujets d'inquiétude qui se sont exprimés face à la montée de l'individualisme.

Cependant, si on diagnostique globalement un déclin des valeurs communautaires ou des décisions collectives, on voit monter, par ailleurs, de nouvelles formes de solidarité et l'engagement des individus dans des groupes plus spontanés et branchés plus directement sur leurs valeurs et leurs projets. Les exemples pleu-

vent. Une personne cite la solidarité nouvelle chez les femmes de carrière qui, auparavant, étaient isolées et ne se connaissaient même pas entre elles; elle cite aussi la solidarité, à l'intérieur d'une conciergerie ou d'un quartier, entre des femmes chefs de familles monoparentales. Une autre mentionne tous les réseaux d'aide dans le domaine de la santé physique et mentale, du bénévolat en recrudescence chez les personnes âgées et chez les jeunes. On souligne que ce n'est pas la solidarité traditionnellement inscrite dans les modèles de la famille, du village ou de l'église, mais celle de nouveaux canaux d'entraide et de coopération qui s'élaborent plus ou moins spontanément pour répondre concrètement à des besoins clairement identifiés par les intéressés.

Par ailleurs, si quelques personnes estiment disparues les valeurs morales traditionnelles de la civilisation judéo-chrétienne, remise en cause l'adhésion aux idéologies, ou perdues plusieurs de nos certitudes religieuses ou sociales, la plupart perçoivent que des débats sont en train d'émerger au Québec sur des questions aussi fondamentales que l'avortement, l'euthanasie, l'école; ils voient que, de toute part, les gens essaient de placer des balises, de redéfinir la morale, en fonction des problèmes du siècle. La tendance ne serait donc pas à la débandade ou à l'anarchie.

Au contraire, on prétend que, dans l'instabilité où notre civilisation est plongée, la créativité est d'autant plus valorisée qu'elle permet d'inventer des solutions ou d'imaginer de nouveaux modèles; si l'ordre n'est plus révélé ou institutionnalisé, on le recherche tout de même. C'est pourquoi plusieurs parlent de la montée de la droite, du conservatisme ou du conformisme, parallèlement à ceux qui détectent surtout la recherche de valeurs fon-

damentales dans divers mouvements, qu'ils soient écologistes, humanitaires ou religieux.

Dernière en liste ici, mais non la moindre, l'autonomie est une des valeurs montantes les plus importantes, quel que soit le secteur d'activités que l'on considère. On ne déclinera pas les offres de collaboration qui surgissent dans diverses situations, à l'école ou au travail par exemple, mais on comptera d'abord sur ses propres moyens et les démarches entreprises au cours de sa vie viseront en premier lieu l'épanouissement personnel; on n'est pas à la veille de voir réapparaître la valeur du "sacrifice" dans notre civilisation, lance-t-on parfois à la blague. L'autonomie pourra être difficile à vivre pour les individus qui n'ont pas les mêmes moyens que les autres pour se défendre et s'affirmer, qu'il s'agisse d'un handicap, de la pauvreté ou de toute autre faiblesse. A l'heure actuelle, la société est sensibilisée au partage et à certaines formes de protectionnisme ou de compensation, mais on redoute que, dans le futur, à moins que les gens ne s'organisent avec une grande cohésion, les protections n'aillent plus de soi.

*

* *

Les diverses tendances recensées ici, dans un domaine ou l'autre, n'ont pas véritablement de quoi surprendre: elles sont suffisamment manifestes pour qu'on les reconnaisse sans grande hésitation. Cependant, ce qui peut prêter à discussion, c'est l'importance relative qu'on leur accorde. Cette synthèse a essayé de respecter le propos des gens rencontrés, de même que la relation établie entre les opinions des uns et des autres; elle tâche aussi de mettre en relief les vues qui semblent rallier le plus grand nombre. De grands constats s'en dégagent.

Premier constat. L'avenir de la collectivité québécoise est étroitement relié aux projets qui vont se réaliser tant au Canada et aux États-Unis que partout ailleurs dans le monde.

Deuxième constat. La façon dont le Québec va régler ses problèmes démographiques et ses problèmes économiques sera d'une importance capitale pour son devenir. Les relations qui s'établissent entre ces champs et la "ressource humaine" seront plus que jamais vitales.

Troisième constat. En filigrane à toutes les tendances, il se dégage qu'elles auront un impact considérable sur le monde de l'éducation parce que, à tout point de vue, on compte d'abord sur l'école pour former les citoyens de demain.

Chapitre 2: Des faits émergents

Parallèlement aux grandes tendances qui retiennent l'attention des divers spécialistes consultés, et quelquefois en convergence avec elles, certaines manifestations émergent de façon significative pour l'observateur, permettant de présumer d'une évolution qui adopterait telle direction plutôt qu'une autre. Ces "émergences" semblent porter des promesses d'avenir, les lignes d'un futur qui se réalisera conditionnellement à d'autres facteurs ou à l'ensemble des tendances dans un secteur donné, mais elles ne sont pas nécessairement très répandues ou généralisées. L'intuition peut-être, mais davantage la connaissance et l'expérience qu'un observateur a d'un secteur précis, guident le repérage de ces émergences.

Celles que nous avons recueillies sont peu nombreuses, mais éclairantes par rapport à quelques grandes tendances. Examinons d'abord l'émergence du goût de voyager chez les jeunes. On observe qu'ici et là se développent des structures originales de tourisme qui s'adressent spécifiquement aux jeunes des collèges et des universités et qui leur permettent, non seulement de voir du pays et d'autres pays, mais d'y vivre des expériences de l'intérieur, plus approfondies que les "tours" ou les visites guidées. On note aussi que les échanges d'élèves connaissent une popularité croissante dès le primaire; les jeunes Québécois et Québécoises sont très intéressés à découvrir des gens d'une autre langue, en particulier les anglophones, mais ils tiennent aussi à se dépayser en partageant la vie de citadins s'ils sont ruraux, et vice-versa, ou en pénétrant dans des familles de culture différente: des petits Québécois "pure laine" passent trois jours dans une famille italienne, vietnamienne ou marocaine, par exemple.

Ce goût et les projets qu'il suscite sont considérés comme "émergents" et, même s'ils n'ont pas le poids ou l'étendue des tendances "marquantes", ils permettent d'interpréter une des directions qui attire le Québec, soit l'ouverture vers l'extérieur. Celle-ci est perçue comme une tendance importante sur le plan économique ou, à tout le moins, comme une nécessité inéluctable. Mais elle n'est pas encore tout à fait passée dans les mentalités. Les observateurs notent la cohérence entre les tendances socio-économiques et ce qui surgit comme intérêt chez les cadets, leur ouverture sur le monde.

Par contre, on observe que la cohabitation multiethnique dans les écoles ne s'implante pas sans heurts. Certains trouvent alarmant que, en territoire montréalais, on commence à déceler des courants conflictuels: nous en avons parlé dans les tendances marquantes, parce que plusieurs donnaient un grand poids à ces manifestations agressives. Cependant, selon la région où sont recueillis les propos et la connaissance plus ou moins intime que les observateurs ont des écoles actuelles, ce jugement est atténué: on croit aussi que la tendance générale d'ouverture sur le monde va contrebalancer un racisme potentiel, peu explicable par ailleurs.

En relation avec ces préoccupations, on parle de recrudescence de la violence, à l'école en particulier. Malgré que ce constat soit très loin d'être unanime, ceux qui le font attribuent la violence à divers facteurs, du "rock heavy metal" à la perte de vitesse des valeurs chrétiennes en milieu scolaire, en passant par le relâchement de la discipline. Ils établissent un lien entre la violence des enfants entre eux et celle que l'on retrouve ailleurs, à la télévision, dans les foyers où femmes et enfants sont battus ou dans le matériel pornographique, par exemple.

Ce qui ébranle le plus ce jugement, c'est de constater, d'autre part, la montée des valeurs écologiques. Les enfants ont à coeur le respect de l'environnement; on apprend tôt à recycler divers matériaux et éviter le gaspillage devient une routine. On prend soin du matériel dont on dispose, de sa classe et de son école, on est attentif à la nature, aux animaux et on fait campagne contre les jouets de guerre. Il semble que le lance-pierres d'antan ou la carabine à plombs perdent leur popularité, tout comme on ne donne plus de sobriquets méchants aux handicapés, aux obèses, aux "pas pareils" en général.

L'interprétation de ces divers signes conduit à deux conclusions principales. D'une part, la sensibilité à la violence s'affine et s'amplifie. On détecte et on répertorie mieux la violence, on la dénonce plus vigoureusement et on l'affronte plus efficacement. Dans cette optique, l'allergie à la violence se développe. D'autre part, le respect des différences est aussi à la hausse, parce que, dans ses grandes tendances, la société valorise l'originalité, la créativité et les particularités distinctives. Le respect des différences individuelles peut bien être ébranlé par des épidémies du genre "sida", mais plusieurs considèrent que l'attitude québécoise révèle une tolérance et une ouverture plus vigoureuses que dans la démocratie américaine. Sur ces questions, il n'y a donc pas consensus.

Ces diverses considérations peuvent se rattacher à d'autres facteurs d'ouverture soit l'émergence de la communication comme facteur de réussite professionnelle. Ainsi, on voit d'abord les cours de langues reprendre de la popularité, en particulier l'anglais et l'espagnol en ce qui concerne les francophones, le français en ce qui concerne les anglophones. Il semble qu'au plus

fort de la période nationaliste, ce marché avait légèrement baissé; il était, en tout cas, plus difficile de stimuler à apprendre une langue seconde à l'école. Que cet intérêt reprenne le dessus en dit long sur la volonté d'avoir accès à des sources variées pour la communication professionnelle: il trahit aussi le désir de pouvoir travailler à l'extérieur, "d'aller voir ailleurs" pendant sa vie active.

Une autre facette de la communication retient l'attention: il s'agit des habiletés de communication, de la capacité d'entrer en contact avec les personnes, de leur être attentives et de s'en faire comprendre. On affirme que ces habiletés deviennent un facteur important de recrutement pour certaines facultés - par exemple, la médecine - et pour plusieurs entreprises. "Le premier recrutement, c'est un recrutement de début de carrière pour l'exécution, mais je vois l'importance que les recruteurs donnent de plus en plus à la personnalité des gens et aux facteurs d'habiletés de communication parce que ce sont ces habiletés qui permettront d'avancer". La réponse populaire aux cours dits de "personnalité", où l'on veut apprendre à entrer en communication avec les autres, traduit bien l'idée qu'on se fait de cette exigence.

En fin de compte, ce qui se précise, c'est la perception que l'on a des responsabilités professionnelles de demain: si l'éxécution des tâches monotones est confiée à l'ordinateur ou au robot, l'employé sera davantage incité à donner son opinion sur ses tâches, à concevoir une dynamique de résolution de problèmes avec une équipe de collègues ou à faire part de son expérience à ses supérieurs, alors que, jusqu'ici, tout était décrété d'en haut, par les contremaîtres et par les chefs de services. Et l'on cite

à plusieurs reprises, entre autres, l'expérience de l'usine d'IBM à Bromont comme illustration du genre de travail qui attend l'ouvrier aussi bien que le gestionnaire de demain.

Quelques témoins détectent aussi des initiatives prises pour briser la rigidité structurelle des organisations. On voit là l'émergence d'énergies qui s'emploient à redéfinir les rapports entre les groupes. On entend dénoncer de plus en plus souvent les les actions de protection des syndicats qui joueraient contre les jeunes ou contre les femmes. Il y a de plus en plus d'individus qui sont en train d'expérimenter une nouvelle façon de s'insérer dans le marché du travail: ce n'est pas de tout repos, il n'y a pas beaucoup de protection, mais cela comporte des avantages certains. "Il y a plein de gens qui fonctionnent pendant des années sur une base contractuelle," rappelle un interlocuteur. C'est dans cette optique qu'il faudrait, semble-t-il, considérer les diverses expériences d'aménagement des responsabilités parentales en regard du travail: partage des tâches, congé de maternité et de parternité, horaires flexibles, travail à domicile dans certains cas. Selon les secteurs, les conventions collectives ont pu faire énormément avancer les revendications, mais on croit que l'attention sera désormais portée sur des questions plus individuelles, ce qui fait craindre pour les acquis des dernières années.

Un des derniers faisceaux d'émergences à examiner concerne la montée des solutions de rechange. Le parallélisme des structures et des systèmes a déjà été retenu comme tendance importante, dans les domaines où se profilent déjà des réseaux qui répondent mieux que les structures principales aux besoins de la population. A cet égard, certains s'inquiètent de manifestations enco-

re relativement isolées, mais non insignifiantes. Les exemples gravitent souvent autour du désir des parents d'envoyer leurs adolescents dans les écoles secondaires privées: on s'inquiète - ou on se réjouit - de la contestation de l'école publique traduite dans des gestes comme celui de demander une école "alternative" ou d'acheminer ses enfants au secteur privé. Certains croient aussi qu'une nouvelle privatisation de l'enseignement professionnel est à nos portes, si l'on en juge par ce qui se passe aux États-Unis où l'investissement en industrie pour la formation est aussi important que celui qui est injecté dans les institutions: l'insatisfaction d'un grand nombre d'employeurs peut pousser vers ce genre de solutions, croit-on.

Ce qui surgit de ces multiples expériences, c'est donc la liberté de choix et la marge de manoeuvre que l'on désire conserver: on les relie à la tendance à l'autonomie et à l'individualisme, mais aussi au doute qui s'installe face à des solutions collectives uniformisantes.

Chapitre 3: Les impacts sur l'éducation

L'inventaire des tendances du développement québécois a conduit les personnes interrogées à décrire l'effet qu'elles sont susceptibles d'avoir sur l'éducation. Il s'agissait pour elles d'imaginer les répercussions possibles sur l'éducation de telle ou telle tendance dont on percevait qu'elle était fortement inscrite dans le devenir sociétal québécois. Si rien ne vient en modifier la nature ou le rythme, à quel genre de situations ces tendances vont-elles nous entraîner? A quel genre d'exigences devrons-nous faire face? L'examen des répercussions présentées par nos interlocuteurs sera ici recensé dans le même ordre que celui du premier chapitre.

3.1 Au niveau du travail

Même si on émet presque toujours des restrictions ou si on établit de multiples nuances quant au genre de liens qui doivent unir le monde du travail et celui de l'éducation, on présume d'une première répercussion des tendances observables sur le marché du travail à l'égard du monde de l'éducation: il s'agit des conséquences "instrumentales".

D'une part, l'on considère l'omniprésence de l'informatique au travail et l'on présume que l'école ne pourra pas échapper à l'influence de cet instrument, à son aide indispensable. Et on la juge d'autant plus irremplaçable que l'informatique peut permettre une individualisation des activités d'apprentissage, souhait cher entre tous.

Une des nuances qui ressortent le plus clairement, c'est que point ne sera besoin de rendre tous les élèves compétents dans

les processus de programmation. Il s'agit simplement qu'ils connaissent le potentiel de l'ordinateur, comme ils connaissent celui du téléphone, par exemple, et qu'ils utilisent le plus fréquemment possible cet instrument.

Par ailleurs, si l'informatique devient à l'école un instrument familier "formidable", si elle permet, comme on l'envisage, le développement d'habiletés nouvelles, si elle donne accès d'une façon radicalement différente et rapide à toutes sortes de sources d'information, il ne faudra pas limiter l'utilisation de l'instrument aux élèves qui s'orientent vers un travail de bureau. Il y a un aspect technique à l'utilisation de l'informatique qui se retrouve dans les formations professionnelles qui lui sont reliées, mais les personnes interviewées ont insisté pour que les deux dimensions ne soient pas confondues. La comparaison la plus éclairante rapprocherait l'ordinateur de la bibliothèque: on déplore que de nombreux jeunes ne soient pas incités à utiliser la bibliothèque ou qu'ils n'aient pas appris à en tirer parti. On souhaiterait qu'il n'en soit pas ainsi avec l'ordinateur, et même que l'ordinateur regénère et fasse découvrir les autres sources d'information.

Une autre répercussion paraît inévitable et concerne les diverses formations professionnelles: l'inadéquation, la désuétude ou la non-pertinence de certaines formations seront intolérables dans un monde du travail qui aura besoin de compétences précises et spécialisées. On croit qu'une tendance conjoncturelle de rapprochement entre l'univers du travail et celui de l'éducation réduira inévitablement l'hiatus qui existe encore aujourd'hui. Cela aura aussi comme effet de faire partager les coûts ou les équipements requis par l'entreprise, dans de nombreux cas, ou de donner accès à l'entreprise comme lieu de formation.

Finalement, les tâches nouvelles ne requerront probablement pas toutes une scolarité plus longue. Mais, la scolarisation s'étendant dans la population et s'allongeant dans les vies individuelles, les tendances du marché risquent de voir une inflation de la scolarisation par rapport au revenu. Un sociologue met cependant une sourdine à cette affirmation: les tendances relevées aux États-Unis et en Ontario prouvent au contraire que, si ce n'était du taux de scolarité des filles, le taux de scolarité moyen ralentirait: celui des femmes masque la baisse de celui des hommes.

Si l'on conserve l'hypothèse que la restructuration du monde du travail entraînera un allongement de la scolarisation, on peut prévoir que l'école devra - c'est là un devoir social, une obligation morale - tout mettre en oeuvre pour être attrayante longtemps. Sinon, ses décrocheurs seront davantage désarmés que ceux d'aujourd'hui, estime-t-on.

Un autre aspect important s'inscrit au tableau des facteurs à considérer: il s'agit de la rareté du travail et de son effet psychologique inévitable. Grosso modo, on pourrait le formuler en empruntant le vieil adage "la crainte est le début de la sagesse". La crainte est susceptible d'inspirer un regain d'ardeur aux études, croit-on parfois. Les jeunes voudront obtenir des certitudes en regard des formations obtenues: ils les voudront rentables à tout prix et seront plus exigeants à l'égard de leur pertinence et de leur ajustement au marché du travail. Par contre, ils risquent de demander davantage des formations plus immédiatement monnayables, ce qui pourrait jouer contre eux à plus long terme, vu la structure mouvante de l'emploi. Ces mouvements auront donc un impact important, non seulement sur les "curriculum", mais aussi sur toute l'infrastructure de l'orientation scolaire et professionnelle et sur les interventions des divers spécialistes dans ces domaines.

A cet égard, les mutations des structures du travail et celles de la formation (mouvements d'aller-retour, recyclage, perfectionnement, éducation récurrente) seront intimement liées. Ces mutations exigeront qu'on repense les formations pour qu'elles soient plus fondamentales, plus largement ouvertes, et qu'on puisse y greffer d'autres formations qui s'avéreront nécessaires en cours de carrière. Il est à noter que cette dernière prévision est largement partagée par l'ensemble des personnes rencontrées.

Parmi les transformations les plus profondes, on a déjà souligné que la révolution dans l'information et les communications était perçue comme aussi déterminante que l'avait été celle de l'imprimerie. L'informatique est en voie de devenir un langage de communication dont la maîtrise sera aussi importante que celle de l'écrit. Comme outil, l'informatique ne pourra donc être laissée à la porte de l'école. On ne peut se permettre d'attendre avant d'introduire les ordinateurs sous prétexte d'éviter les erreurs car, pendant ce temps, les jeunes risquent d'être rapidement déphasés. D'autres soulignent qu'il y a une nécessité, mais n'y attribuent pas un caractère d'urgence aussi foudroyante.

La révolution dans les communications pousse ses défis bien au-delà de l'apprentissage d'un nouveau langage. Le principal changement qui en résulte, répète-t-on, c'est la vague d'innovations multidisciplinaires qu'elle entraîne. L'urgence de contrer la compartimentation des savoirs va s'imposer à tous les échelons du système scolaire, non seulement dans le vécu pédagogique quotidien, mais au niveau des programmes et dans les liens que les divers spécialistes et départements établissent entre eux. Cependant, si l'on se dérobe à cette exigence, le virage technologique risque d'accentuer le clivage dans le système entre ceux et celles qui s'orientent vers les sciences exactes et quantita-

tives et les autres qui choisiraient les sciences humaines ou les domaines dit "culturels". A plus long terme, les répercussions de ce clivage entretenu dans le système scolaire rebondiraient sur le marché du travail qui serait privé d'échanges féconds entre les divers horizons et rétrécirait ses possibilités d'interactions et d'innovations.

Si la montée du tertiaire constitue l'aspect le plus facilement prévisible de la restructuration de l'emploi, on présume que la progression des services - à l'intérieur du secteur tertiaire - sera plus spectaculaire que celle des autres sous-secteurs: services commerciaux, services aux collectivités et services aux individus. D'une part, quelques-uns croient que l'école va nécessairement se ressentir de la montée de la "mentalité de service". Ceux-là perçoivent que l'école primaire ou secondaire donne souvent l'impression d'être la chose des enseignants qui sont en place, ajustée à leurs spécialisations, à leurs besoins et à leurs désirs, et où les élèves n'ont pas de véritable choix. Ceux-ci doivent se conformer et se plier au potentiel du personnel; ils ne peuvent exiger ni plus ni mieux. Leurs besoins sont établis en dehors d'eux. Plusieurs estiment donc que l'école devra inévitablement rajuster son tir et répondre, en s'y adaptant constamment, aux besoins de ses clientèles.

D'autres personnes insistent sur les nouvelles valeurs ou les nouvelles habiletés qui, à coup sûr, vont entrer à l'école. On fait le raisonnement suivant: si la production de services devient l'élément numéro un de l'économie du Québec, l'école devra contrer un certain individualisme ambiant et inculquer cet esprit de disponibilité, de dévouement, de serviabilité et d'ouverture sur l'autre indispensable à un tel type de travail. Dans la même optique, l'école va être appelée à développer plus systématiquement les habiletés de communication, autant orales qu'écrites.

La dernière répercussion dont quelques personnes interviewées ont fait état, en regard des transformations du monde du travail, concerne ce que l'on pourrait appeler l'éclatement de certains protectionnismes, le premier visé étant le syndicalisme et l'autre, le monopole de l'école publique. On prétend que le syndicalisme ne pourra plus cautionner l'incompétence sous le couvert des clauses d'ancienneté: les personnels devront démontrer la qualité de leur travail et en accepter l'évaluation, sinon les citoyens vont risquer de régler des comptes de façon assez abrupte. On estime que le syndicalisme enseignant a jusqu'ici protégé surtout les droits des membres de la profession et qu'il a oeuvré sur le plan de la conquête de bonnes conditions de travail. On le verra s'orienter davantage vers l'établissement de certains standards de qualité qui protégeront aussi les clientèles ayant recours à tous les genres de services en éducation. Ceux qui tiennent de tels propos estiment qu'il s'agit là, non pas de simples souhaits, mais d'un effet implacable de ce qui est prévu dans l'ensemble de l'évolution sociale.

Par ailleurs, les tendances à la privatisation envahiront l'école de toute part. On note la progression du réseau privé au niveau secondaire, et on parle aussi des perçées que les institutions privées connaissent au primaire, dans les formations professionnelles ou dans le perfectionnement en cours d'emploi. Ces observations sont avancées, non seulement par des tenants de l'école privée, mais aussi par des observateurs et des analystes de la scène scolaire qui n'affichent pas un parti-pris dans ce sens.

3.2 Au niveau économique

La vision la plus largement répandue concernant l'impact des tendances économiques sur l'éducation touche d'abord les ressources

humaines: la compréhension que les ressources humaines sont capitales sur le plan économique va imprimer un mouvement de réforme ou, à tout le moins, de "ressaisissement" dans le système scolaire. La conviction que la productivité repose d'abord sur les individus et non sur les systèmes est en train de s'imposer, répète-t-on souvent. C'est pourquoi l'école va sous peu devoir valoriser d'abord et avant tout les jeunes qui ont des idées, qui sont capables d'innover et qui prennent des initiatives. Elle ne pourra plus se contenter de ne reconnaître qu'un modèle de résolution de problèmes, celui du maître. Elle devra valoriser toutes les tentatives, l'état de "recherche" de solutions. Au lieu de récompenser le silence et la passivité elle devra consolider l'esprit d'entreprise et l'expression de l'originalité de chacun. Évidemment, on ne croit pas que la conjoncture économique va jouer d'un coup de baguette magique sur le monde de l'éducation, mais on prévoit que les conditions et les modèles qui s'imposeront dans l'économie ne seront pas sans effet sur l'éducation. Les valeurs rattachées à l'économie tendent à dominer notre civilisation, estime-t-on souvent.

Dans cette optique, on prévoit que la nécessité d'enseigner les langues va s'imposer, non pas tant dans une perspective culturelle que par rapport à la conjoncture d'ouverture aux marchés extérieurs. La nécessaire ouverture linguistique - le binlinguisme étant considéré comme un minimum vital - devra se doubler de connaissances politiques, géographiques, historiques, économiques et sociales beaucoup plus larges, débouchant sur le monde.

Une autre conséquence de la primauté de l'économie sur la réalité scolaire concerne la recherche universitaire: on la croit désormais soumise au marché, financée à condition d'être appliquée. Certains applaudissent, d'autres déplorent amèrement mais tous

ceux qui s'intéressent à l'université et à sa vocation de recherche évoquent ces liens inévitablement plus étroits entre l'université et l'entreprise, resserrés encore par le financement de la recherche, de plus en plus privé.

3.3 Au niveau social

Une discussion n'a pas manqué de surgir à l'égard des répercussions des changements sociaux sur l'éducation: il s'agit de l'interaction qui s'exerce entre l'éducation et la société.

Quelques-unes des personnes rencontrées ont fait remarquer que l'absence d'un projet de société rendrait de plus en plus difficile la tâche de se donner des priorités en éducation pour les prochaines années. Ces personnes estiment qu'à l'avenir les priorités seront soumises au développement de l'économie et de l'emploi. D'autres ont souligné, pour leur part, que les diagnostics sont bien connus quant à l'état de santé de notre système d'éducation et qu'il ne reste plus aux différents partenaires qu'à s'ajuster aux consensus sociaux qui émergent ces années-ci pour remédier aux carences les plus sérieuses et opérer des redressements.

Tous ceux qui ont noté que les clivages sociaux seraient davantage marqués dans la prochaine décennie ont prévu que cela influencerait le système scolaire. Mais c'est un peu l'histoire de l'oeuf et de la poule. La culture scolaire est influencée par les clivages sociaux, mais elle les perpétue, les élèves réputés "brillants" étant souvent plus près des sciences exactes que ceux qu'on qualifie de "médiocres", par exemple.

On prévoit que les slogans portant sur l'excellence et sur la nécessité de se donner une élite vont avoir plusieurs échos dans le système scolaire. On pense que cela peut remettre en cause le

principe des classes hétérogènes ou l'allocation de ressources assez substantielles pour les élèves en difficulté, les handicapés et les minorités de toutes sortes. Mais on croit aussi que l'égalitarisme va être remis en question à l'école. "A un moment donné, on a souhaité au Québec, que toute école soit la copie conforme de toute autre. On a peut-être oublié que la concurrence stimule à peu près toujours l'innovation et l'excellence et on a, en tout cas, perdu de vue la différence entre l'égalité et l'équité."

Ce point de vue émerge fréquemment dans les entrevues. On fait état d'une confusion érigée en système, au niveau des services scolaires et au niveau de l'évaluation des apprentissages, entre l'égalité et l'équité. De l'équité, on estime généralement qu'elle consiste à donner une chance égale à tous et une appréciation en fonction de la qualité de l'effort et de la performance. En ce qui concerne l'égalité, on croit qu'elle a été comprise comme suit: "Quoi que tu fasses, tu as les mêmes récompenses, le même genre de reconnaissance." On pense que la recherche de réponses plus appropriées aux aptitudes des individus sera nécessairement valorisée à cause de l'émergence d'une élite qui, socialement, privilégie le dépassement et la performance individuels.

Évidemment, la question démographique est au coeur de la problématique scolaire d'ici la fin du siècle. Le vieillissement de la population en général fera passer des commandes de plus en plus importantes à l'éducation des adultes, d'autant plus que les femmes se réinscrivent aux études en nombre croissant. On parle, dans certains milieux, d'une université du troisième âge qui répondrait à une demande populaire en train de prendre corps.

Le vieillissement de la population se ferait sentir aussi plus spécifiquement au sein du corps professoral. On émet de nombreuses hypothèses quant aux effets qu'il pourrait avoir. D'une part, on estime comme un facteur de stabilité l'âge moyen des enseignants; d'autre part, on s'inquiète de plusieurs choses. Le corps professoral vieillissant est-il disposé à vivre l'insécurité générée par l'autonomie qu'on réclame? Est-il prêt à accueillir activement et ingénieusement les immigrants? Est-il ouvert aux nouvelles préoccupations et aux nouvelles valeurs ou s'enferme-t-il dans des attitudes défensives? On prévoit donc que le vieillissement va toucher l'école à travers le personnel et on annonce souvent que l'école ne pourra pas, dans ce contexte, se dérober à l'obligation de rapprocher les générations, de mettre les personnes du troisième et du quatrième âge en contact avec les plus jeunes.

La dénatalité va aussi exiger qu'on établisse des règles de planification dans les fermetures d'écoles et qu'on utilise avec un maximum de cohérence et d'efficacité les écoles désertées. Un des effets les plus visibles de cela, c'est que les citoyens exerceront de plus en plus de pressions pour garder une vocation communautaire aux équipements que la collectivité s'était payés.

Si la dénatalité est en partie contrebalancée par l'immigration dans le futur, on juge que l'école francophone sera de plus en plus mise à rude épreuve. Elle devra non seulement réaménager ses structures d'accueil mais aussi repenser dans sa globalité le contexte culturel de l'enseignement, peu importe la matière enseignée. Quelques personnes interviewées jugent même que l'éducation interculturelle devrait déborder la limite territoriale de Montréal et s'étendre à tous les Québécois, pour que ceux-ci comprennent le nouveau tissu social en train de se greffer.

Au point de vue des tensions sociales susceptibles de se répercuter à l'école, mentionnons aussi les situations de rupture et de dislocation dans les couples et les familles. On croit généralement que cela risque de perturber encore l'école pour plusieurs années, la tiraillant entre divers rôles: l'enseignement, d'une part, mais aussi l'aide sociale et le soutien psychologique, d'autre part. Cependant, beaucoup pensent que l'école a déjà commencé à se définir par rapport à d'autres structures auxquelles elle ne veut pas se substituer et que ces frontières seront maintenues.

Quant à l'émergence de nouveaux modèles sociaux, il est prévisible qu'à l'école, en concordance avec ce qui se vit dans le milieu ambiant, on favorisera la débrouillardise et l'initiative plutôt que la soumission ou la passivité et qu'on engagera davantage les individus par diverses démarches d'information et de prévention. Mais, encore là, il est difficile de démarquer les souhaits des effets escomptés. D'un côté, on prévoit que les enseignants vont être bousculés par les valeurs ambiantes, parce que le groupe sera majoritairement assez vieux, ce qui implique une certaine forme de résistance. D'un autre côté, on prévoit que la débrouillardise sera assez spontanément valorisée, en accord avec les valeurs ambiantes, mais on se demande par qui, si les enseignants n'y succombent pas immédiatement.

3.4 Au niveau politique

Il est courant d'admettre que les changements politiques font sentir leurs effets sur le monde de l'éducation surtout au niveau du système en tant que tel. Ainsi, la plupart des personnes qui

ont abordé la question l'ont-elles fait principalement sous l'angle du système.

D'abord, on prévoit que la remise en question des pouvoirs de l'État risque, par ricochet, de gruger la crédibilité des pouvoirs centralisés du ministère de l'Éducation et d'entamer plus avant la confiance dans divers pouvoirs d'évaluation, notamment pour les programmes, pour les personnels, pour les apprentissages et les acquis. Certaines décentralisations ne pourront être évitées, de l'avis de plusieurs. De plus, quand les gens affirment que la population n'attendra plus tout du gouvernement, ils présument assez souvent que les mouvements qui réclament la privatisation ou l'école alternative vont voir gonfler leurs rangs. On opine qu'une population de plus en plus informée de ses droits et capable de les faire respecter voudra avoir un droit de regard, sur ce qui concerne l'école, et disposer de quelques moyens concrets de faire respecter ses besoins et ses points de vue, dans son école de quartier, par exemple.

Enfin, les changements d'attitudes des politiciens quant au soutien financier à donner à l'école publique comme à d'autres services vont probablement pousser les clientèles à se donner elles-mêmes des ressources matérielles qui ne relèveront pas du financement gouvernemental. L'époque des subventions ou des généreuses enveloppes budgétaires est révolue et on croit que ce changement de cap se répercute déjà dans l'ensemble des commissions scolaires. Les universités, quant à elles, recourent déjà aux campagnes de financement populaire.

3.5 Au niveau culturel

Au plan culturel, secteur névralgique entre tous, il est difficile d'évaluer l'impact des principales tendances car, ainsi qu'on

l'a souligné, ces tendances sont diverses et précaires. Les gens se risquent donc avec une extrême prudence à imaginer les répercussions hypothétiques de tel ou tel changement.

Ainsi, dans l'éventualité d'un recours massif à l'immigration, on n'aura plus le choix: la réalité multiethnique commandera qu'on tienne compte de cette évidence dans l'allocation des ressources physiques et humaines, de même que dans le matériel didactique. On devra aussi permettre aux divers milieux de répondre de façon satisfaisante à la volonté des ethnies ou des sous-groupes de faire reconnaître leurs particularismes, faute de quoi l'harmonie risque d'être compromise.

L'ouverture du Québec à l'étranger est vue la plupart du temps comme une richesse qui nous obligera à sortir du connu, à connaître et faire connaître l'ailleurs et l'autre d'une façon concrète, pertinente, accessible et utilisable par un grand nombre. On rappelle parfois, avec une pointe de nostalgie ou d'amusement, que, dans un passé relativement récent, ce sont surtout les futurs missionnaires ou les éventuels ambassadeurs qui avaient besoin de ce type de connaissances, mais que, en dehors d'eux, elles étaient perçues comme bien gratuites et pratiquement farfelues. Demain, elles seront indispensables pour une majorité de jeunes; les programmes et les maîtres devront nécessairement en tenir compte.

Quant aux dangers liés à l'ouverture du Québec, notamment en regard de l'attraction irrésistible de la culture anglo-saxonne qui, aux yeux de quelques observateurs, semble progresser constamment, l'école devra aussi en tenir compte. Certains interlocuteurs parlent des risques de désintégration culturelle découlant de l'absence de modèles d'identification. La fadeur de

notre "personnalité" culturelle pourrait bien nous rendre encore moins attrayants pour nos minorités, qui persisteraient à vouloir se rattacher à la majorité nord-américaine. Les Québécois devront se rendre à l'évidence que la question culturelle est toujours en suspens pour eux en Amérique du Nord. Les mêmes questions ressurgiront constamment avec leurs dimensions linguistiques et politiques. Ce point de vue est plutôt optimiste car, à l'autre extrême, on prévoit l'extinction des querelles ou des problèmes, puisque la natalité chute dramatiquement chez les québécois.

3.6 Au niveau des valeurs

Il en est un peu sur le plan des valeurs comme il en est au niveau culturel: tout dépendrait des transformations profondes qui toucheront les mentalités et les comportements, au-delà des idées, modèles ou aspirations qui seront de bon ton ou qui constitueront la "mode" de l'heure.

Par exemple, si elle est véritablement valorisée et intégrée comme valeur ambiante, l'autonomie commandera à l'école des interventions dirigées vers les personnes et à l'enseignant de mettre en relief son rôle d'éducateur dans le sillage des rôles conseils qui essaiment partout. On présume que ce serait alors la fin de la pédagogie uniformisante et s'adressant d'emblée au groupe.

Cette répercussion sera probablement amplifiée par la montée des valeurs personnalistes et des aspirations à se réaliser soi-même: les gens et, en particulier, les jeunes seront plus exigeants à l'endroit d'eux-mêmes. Cependant, une polarisation risque de caractériser le débat relatif à la rigueur, au travail et à la discipline et de faire perdre de vue que l'école, même à travers

ses exigences, doit aussi engendrer l'intérêt, la motivation et la stimulation. La promotion de l'excellence va donc continuer de gagner du terrain, croit-on, mais elle risque de provoquer la "démotion des moins excellents" (sic) et de réintroduire les clivages longtemps pratiqués dans les classes.

Comme les prochaines années laissent présager que nous serons à la recherche de balises, dans le système scolaire comme ailleurs, les adultes vieillissants seront peut-être tentés par des modèles connus, proposant aux jeunes des valeurs assez conservatrices: c'est le scénario le plus largement retenu. On craint aussi, à écouter le discours qui commence à se formuler, que le retour à l'austérité génère de fortes tensions chez les jeunes qui aspirent peut-être à trouver un encadrement, mais sans sacrifier des approches stimulantes. C'est un des dilemmes qui semblent désormais se poser avec le plus d'insistance, la rigueur étant "la" solution pour certains. Pour d'autres, "tout est plutôt dans la manière": à leurs yeux, il s'agira, non seulement d'exiger plus, mais d'exiger autrement.

Nous touchons là une frontière: celle qu'il est parfois difficile de tracer entre les effets prévisibles d'une situation donnée et les souhaits qu'on aimerait voir se réaliser. Ainsi, lorsque les personnes interviewées devaient prévoir des tendances ou les répercussions de ces tendances sur l'éducation, il leur était parfois tentant d'exprimer ce qu'elles souhaitaient voir se produire ou ce qu'elles privilégiaient comme pôle de changement.

Chapitre 4: L'avenir, tel qu'on le souhaite

Jusqu'ici, on a essayé de décrire les possibles, les plausibles ou les probables qui rallient le plus grand nombre, parmi la quarantaine de personnes rencontrées. Ce tableau des tendances reflète des visions de l'avenir qui ont cours en ce moment dans un bon nombre de milieux. Ce qu'il faut maintenant mettre en relief, ce sont les dynamismes que beaucoup aimeraient voir se consolider ou les menaces qu'ils souhaiteraient voir se dissiper. Autrement dit, par-delà les transformations jugées inéluctables, que veut-on encourager et que préférerait-on éviter: voilà l'objet du présent chapitre.

4.1 Au niveau du travail

Si on prévoit de vastes réaménagements dans la structure de l'emploi et dans les tâches elles-mêmes, il va sans dire que les qualifications requises changeront de nature dans certains cas, d'étendue dans d'autres. Les principaux souhaits concernent la direction qu'on donnera aux changements technologiques en regard de l'emploi: il faudrait que le monde du travail fasse tout en son pouvoir pour maintenir la population active, pour que les divers progrès ne condamnent pas des groupes entiers de travailleurs et de travailleuses à la désuétude ou l'inactivité. On estime souvent que, si l'obligation du recyclage est sociale et concerne les entreprises, les syndicats et les gouvernements, l'obligation de la formation, elle, est surtout scolaire et que c'est l'école qui doit jouer un rôle de premier plan dans la prévention. Les jeunes qui sortent de l'école ne devront pas être démolis par les résultats indésirables des technologies, résultats qui n'auraient pas été prévus faute de compétence de la part

des planificateurs du système scolaire. Ils devront avoir été entraînés à y faire face. Les progrès techniques devraient donc servir les jeunes plutôt que de les menacer. De l'école, on s'attend donc à ce qu'elle prépare les jeunes à savoir composer avec le virage technologique. Cette série de souhaits est généralisée.

Il n'en est pas ainsi pour le souhait qui concerne l'engagement de l'entreprise dans la formation spécialisée. Les tenants d'une formation plus "fondamentale", dispensée à l'école, souhaitent souvent que les formations plus "pointues", ou plus spécialisées et, dans l'actuel contexte technologique, plus périssables, relèvent de la responsabilité de l'entreprise, qui formerait alors son personnel selon ses normes et ses besoins propres. On voudrait que l'entreprise s'engage plus avant dans ce qu'il serait convenu d'appeler les formations techniques. On cite souvent des exemples américains qui démontrent à quel point le secteur privé assume la responsabilité d'une bonne part de la formation professionnelle et subventionne la recherche appliquée. Les tenants de la position adverse s'appuient sur la polyvalence ou, à tout le moins, sur la souplesse indispensable aux formations individuelles. Ils ne souhaitent pas du tout qu'un technicien, par exemple, n'ait reçu que la formation étroite de telle industrie. Ils considèrent l'économie réalisée ainsi comme une opération à court terme et de courte vue. Il y a donc de profondes divergences face au secteur de la formation technique et professionnelle. Ces divergences s'expliquent de diverses façons. Elles émergent selon qu'on veut voir la planification et le contrôle dans les mains de l'État, selon qu'on désire d'abord des formations axées sur les besoins du marché plutôt que sur l'instrumentation des individus, selon qu'on rêve d'une vaste politique de l'emploi faisant en sorte que tout individu en cours de

formation serait rattaché, à un moment ou à un autre, à une ou plusieurs entreprises.

Quant aux structures et à l'organisation du travail, le souhaitable le plus commun présenterait les caractéristiques suivantes. Les gens ne désirent pas une énorme réduction du temps de travail, mais plutôt une marge de manoeuvre du genre de celle qui est permise par les horaires flexibles et, surtout, la possibilité de mouvements d'aller et retour entre les études et le travail, la recherche et le travail, la vie familiale et le travail. Le souhaitable gravite autour de l'autonomie et de la participation aux mécanismes de décision qui régissent le travail. En prolongement de cela, les femmes interviewées, de même que certains hommes, désirent que se poursuivent l'évolution des mentalités et la transformation des organisations, de manière que les individus qui choisissent d'avoir des enfants n'en soient plus lourdement pénalisés au travail et dans leur plan de carrière.

Dans le domaine des conditions de travail, plusieurs syndiqués comme plusieurs patrons rêvent que l'on sorte d'un "syndicalisme primitif, doctrinaire et surtout idéologique" et que, en transformant l'organisation et la gestion du travail, on se donne des mécanismes de concertation qui permettent de passer de la confrontation à la coopération. "Utopie délirante!", clament quelques individus qui voient se réanimer les idéaux du libéralisme économique, prévoient de durs moments pour les travailleurs et redoutent un recul des préoccupations de justice sociale.

Que l'emploi soit "la" priorité, même si, pour atteindre le plein emploi, il faut modifier assez en profondeur la structure actuelle du marché du travail: voilà un souhait qu'expriment souvent ceux qui s'affirment préoccupés de justice sociale.

Cependant, cette priorité est loin d'être partagée par tous. Au nom de la dignité humaine et de l'équité, on redoute que des mécanismes de protection artificielle se révèlent finalement néfastes aux individus. On croit davantage à la planification qui peut se faire dans le système scolaire qu'aux réaménagements trop "socialistes" du marché du travail.

Ce qu'à peu près tout le monde désirerait éviter, c'est que l'introduction de nouvelles technologies n'accroisse le nombre des tâches "déqualifiantes" pour l'individu, tâches qui ne mettent pas à profit son intelligence et son imagination. On observe avec inquiétude la multiplication des maladies du travail et, en particulier, de celles qui sont liées au stress d'une tâche vide, sans intérêt intellectuel ou humain. On estime souvent que l'école devra préparer des personnes "réalistes", qui n'attendront pas leur réalisation et leur épanouissement du seul travail rémunéré, mais aussi de tous les autres types d'activités de leur vie.

4.2 Au niveau économique

Tout comme on avait parlé de la mondialisation de l'économie comme une des principales tendances retenues, le souhaitable, au plan économique, est d'abord défini à ce niveau. Économistes, médecins, philosophes, biologistes ou administrateurs, tous sont sensibles aux axes d'une solidarité internationale qui se redéfinit selon des critères radicalement différents de ceux d'il y a vingt ans et selon une dynamique Nord-Sud nouvelle et exploratoire. On souhaite que l'Amérique du Nord accepte le mouvement d'émancipation de l'Amérique du Sud, de l'Afrique et de l'Asie. On estime que les Québécois n'ont cure d'aller étrangler les efforts de redressement de pays du Tiers-Monde lourdement endettés.

On souhaite qu'ils ne soient pas trop associés aux États-Unis, qu'ils conservent leur réputation de non-interventionnistes et de non-belligérants et qu'ils continuent d'exporter des services adaptés à ces populations, respectueux de leurs traditions et de leurs mentalités. A titre d'exemple, on cite des coopératives de production et de service (électricité, épargne, eau, agriculture), ou encore des efforts de formation, qui consacrent l'autonomie des groupes concernés et qui consolident notre réputation de collectivité ouverte et respectueuse.

Accepter l'élimination de la pauvreté pour certains pays d'Asie voudrait dire concrètement pour nous d'accepter que soit déstabilisé notre secteur textile, par exemple. Le mouvement d'acceptation qui est souhaité n'a donc rien d'un consentement béat: il serait un effort véritablement énergique pour permettre à des pays en difficulté de se sortir de la déchéance, tout en déployant ici des mesures efficaces pour que nos groupes qui seraient affectés par la transition économique la subissent de façon progressive.

Dans les régions, les gens voudraient que les planificateurs prennent en compte les aspirations des populations locales et que la fatalité du heurt économique soit amortie de multiples façons. On souhaite bonifier les ressources de base, moderniser les entreprises et les industries existantes, mais aussi prévoir la diversification des produits, la recherche de nouveaux débouchés et la création de nouvelles activités. Pour cela, les gens souhaitent ardemment que des institutions en place, telles

l'université ou le cégep, s'engagent dans le développement régional.

Partout, on soutient que le Québec n'a plus le choix: il est non seulement désirable mais urgent que nous nous attachions à trouver nos champs d'excellence et à définir notre vocation par rapport aux technologies de pointe, si nous voulons surnager économiquement dans un contexte canadien déjà perturbé.

Au coeur de cette projection, les plus optimistes souhaitent voir le Québec prendre le relais des échanges culturels, commerciaux, industriels et technologiques entre l'Europe et l'Amérique: messianisme, prophétisme, poésie ou germe d'un projet visionnaire comme seules savent en caresser les nations dynamiques? Ces étiquettes ont effectivement été associées par quelques-uns à de tels points de vue.

Dernier souhait qui rassemble quelques points de vue: celui de voir le secteur privé s'engager davantage socialement, en particulier dans la mise en valeur et la conservation du patrimoine collectif, l'eau, l'air, l'espace urbain et les ressources naturelles dans leur globalité. Ces voeux prolongent, de toute évidence, ceux qui sont formulés sur le plan politique, comme on le verra plus loin.

4.3 Au niveau social

Les personnes rencontrées sont à peu près unanimes à déplorer l'absence d'un projet de société pour les années qui viennent. Mais elles ne tarissent pas de projets pour la société québécoise d'ici l'an deux mille.

Recueilli d'abord auprès d'un économiste, mais appuyé ensuite par un bon nombre d'interlocuteurs, un souhait "directeur" émerge parmi tous les autres. On voudrait d'abord et avant tout que les Québécois et les Québécoises comprennent que la justice distributive et le partage des richesses ne vont pas sans la production de richesses. Il faudra aspirer collectivement à développer la richesse nationale, si nous voulons augmenter le partage des avoirs: on souhaite que le Québec comprenne à quel point il est important "d'être en affaires" pour pouvoir faire tourner la roue et apporter de l'eau au moulin.

A cet égard, nombreux sont ceux qui voudraient voir se corriger la perception de la réalité ayant cours dans notre collectivité. On estime que la période de facilité et d'abondance des années 1960 - 1975 est encore perçue comme "normale" par une bonne partie de la population et que cette distorsion est transmise aux jeunes. Grosso modo, ceux qui soutiennent ce point de vue affirment qu'on fait croire aux jeunes qu'il suffit d'être diplômé pour réussir dans la vie. La génération du "baby boom" constitue l'exemple vivant de cette chance qui vient sans que l'on n'ait trop eu à se débattre. La conséquence de cette distorsion se rencontre tous les jours: les jeunes sont désespérés d'avoir à se battre pour accéder à l'emploi, à se démener pour atteindre les premiers rangs et à attendre pour déloger les aînés. Les générations qui les avaient précédés immédiatement avaient eu la partie plus facile, le terrain étant pratiquement inoccupé.

Cependant, d'autres souhaitent, au contraire, que les aînés comprennent le désarroi des jeunes et que, au niveau des divers systèmes, en particulier en éducation, ils donnent aux nouvelles générations les instruments nécessaires pour compétitionner et occuper les rangs à leur tour.

Notre société n'étant pas irrémédiablement coupée des valeurs communautaires qui l'ont animée jusqu'ici, on rêve souvent de créer l'harmonie entre le présent et le passé, entre la valeur de la responsabilité et de la contribution personnelles et celle de la collectivisation des efforts. Et on s'empresse alors de préciser que le premier lieu où l'on peut faire ces apprentissages, c'est l'école.

La famille comme institution sociale en mutation suscite aussi d'énormes questions. Nostalgiques, certains voudraient voir ressurgir la famille nucléaire traditionnelle; ce voeu ne rallie pas tout le monde. Cependant, au coeur des préoccupations que tous nourrissent à son égard, le souhait commun serait que la famille soit le lieu privilégié de la relation chaleureuse de l'enfant au monde et que le lien entre elle et l'école, qui la prolonge et en prend le relais en quelque sorte, soit renforcé et regénéré. Les tensions qui opposent de plus en plus l'école et la famille, les méprises et les suspicions doivent être nettoyées, d'abord et avant tout pour le bien de l'enfant.

Greffée à la problématique de la famille, il y a toute la redéfinition des rapports du couple. Les souhaits à cet égard sont largement connus et point n'est besoin d'entrer dans le détail des transformations lentes et souterraines dont on voudrait généralement qu'elles s'accélèrent. Qu'il suffise de rappeler que les gens parlent moins de révolution féministe et davantage de l'engagement commun des hommes et des femmes dans la recherche de nouveaux rôles et de nouveaux partages.

Un des souhaits transmis avec le plus d'ardeur, quant à l'organisation sociale égalitaire, s'inscrit aussi en relation avec cer-

taines convictions morales; de plus, il a été rattaché à la "crise de la vie" - comme on la nomme - révélée par la dénatalité. Il s'agit moins d'un voeu majoritaire que d'une aspiration tenace chez ceux qui la défendent. On voudrait que les Québécois et Québécoises tiennent pour capitales la transmission de la vie et la joie de vivre avec des enfants; on estime que trop de forces destructrices sont à l'oeuvre, compromettant toute regénérescence sociale, et on craint l'extinction de notre collectivité, à plus long terme. Ce souhait est donc un mélange inextricable de préoccupations morales, sociales, nationalistes et même psychologiques.

La dénatalité donne lieu à d'autres discussions. Si on croit, d'une part, qu'il est grand temps que la population soit saisie de toutes les dimensions de la question, on voudrait, d'autre part, que l'immigration soit planifiée selon des normes qui tiennent compte, non seulement de facteurs économiques et physiques, mais aussi d'un "seuil d'accueil" que, collectivement, nous sommes prêts à franchir. Beaucoup traduisent leurs appréhensions face aux tensions naissantes ou potentielles engendrées par l'intégration d'un nombre imposant d'immigrants et relativement concentré dans la région métropolitaine.

Par ailleurs, sur le plan social, on souligne souvent que la tolérance est un progrès pour notre société jadis monolithique. On en relève diverses manifestations et on s'en réjouit, cependant que certains s'en inquiètent. Ceux-ci redoutent que, la tolérance se déployant dans une certaine vacuité morale, on en arrive à considérer comme normaux certains comportements socialement "déviants". On cite en exemple l'homosexualité, la consommation de drogues fortes ou l'autodéfense comme autant de manifestations qui laissent perplexes.

Plus globalement, les mouvements sociaux qui vont dans le sens de la prise en charge par les citoyens eux-mêmes de leurs propres besoins suscitent un grand enthousiasme chez la plupart des gens rencontrés. C'est probablement, dans le champ social, le vecteur qu'à peu près tout le monde pousserait le plus loin. A cet égard, on attend de l'école qu'elle accélère la responsabilisation des individus et que les jeunes y apprennent d'abord à circonscrire leurs problèmes et à y trouver eux-mêmes des solutions. Cependant, on estime que bien souvent les démarches pédagogiques n'en sont pas encore rendues là.

Le dernier aspect du souhaitable à mentionner au point de vue social concerne les inégalités socio-économiques. Règle générale, on voudrait pouvoir trouver des leviers qui réduiraient les écarts entre les divers groupes sociaux. Cependant, le fait de souhaiter l'émergence d'une élite "entrepreneuriale" et le libre jeu des lois du marché, dans le domaine de l'emploi, oblige pratiquement à accepter l'instabilité dans laquelle risquent d'être plongés les gagne-petit; à tout le moins la relègue-t-on au second plan. Toutefois, on précise que, en se resituant par rapport à des thèmes comme l'égalité des chances ou l'accès démocratique à la scolarisation et en refaisant des choix par rapport aux frais de scolarité universitaire ou aux subventions au secteur privé, l'institution scolaire va toucher à des choix sociaux importants. On souhaite qu'elle le fasse avec courage et justice et dans le respect des libertés.

4.4 Au niveau politique

On note d'abord la désaffection de la population à l'égard de la politique. Quelques-uns ne le déplorent pas particulièrement, estimant que les gens s'emploient à des engagements plus immédiats et plus efficaces ou encore que c'est la nature même de la

politique qui est en train de se ramifierD'autres, cependant, rêvent de revitaliser la politique par un multipartisme véritable. Ainsi, les intérêts de certaines factions seraient beaucoup plus démocratiquement présents sur la scène politique. Que l'on songe seulement à ceux qui voudraient s'identifier au groupe écologiste: dans le système actuel, ils ne peuvent même pas espérer avoir un seul représentant s'ils ne gagnent pas un comté. Nous ne referons pas ici le débat d'une réforme électorale dont on a affirmé souvent, en cours d'entrevues, qu'elle se fait attendre.

Si la fin de l'État-Providence est pressenti de toute part, le souhait le plus commun à cet égard est que cesse la dépendance des citoyens à l'égard des protections garanties par les gouvernements et aussi que soient secoués l'immobilisme et la rigidité des bureaucraties fédérale et provinciale. Des commentaires assez cinglants jaillissent à propos de la fonction publique: on souhaiterait qu'elle travaille avec intensité, qu'elle devienne beaucoup plus productive et qu'elle ne soit plus "la chasse-gardée de certains caïds plus préoccupés de leur prestige personnel que du bien commun".

Par ailleurs, le rapatriement des pouvoirs politiques et de certains leviers économiques fait pratiquement l'unanimité des interlocuteurs rencontrés en régions. On ne veut pas d'une planification dessinée ailleurs, élaborée pour servir d'autres intérêts que ceux de la région. On s'estime les meilleurs juges et les acteurs les plus compétents de son développement. Les exemples de réussite alimentent les espoirs et les initiatives de divers corps sociaux et augurent souvent d'un redémarrage, après ces dernières années de crise économique.

Il y a bien quelques autres souhaits dont il n'apparaît pas opportun de rendre compte ici, parce que trop isolés ou directement

collés à un choix électoral. Mais, de l'ensemble du souhaitable exprimé, il faut retenir surtout que les gens veulent se réapproprier des pouvoirs qu'ils ont senti se dérober à force d'être confiés à des élus et que les voix les plus enthousiastes à ce chapitre sont celles des "régionaux", ceux qui sont effectivement les plus éloignés des parlements.

4.5 Au niveau culturel

Force est de constater que les débats houleux et passionnés des vingt-cinq dernières années, en matière culturelle, sont assoupis. En effet, en aucun moment nous n'avons recueilli de plaidoyer enflammé envers ou contre tel ou tel credo culturel. Le respect mutuel des deux peuples fondateurs et la reconnaissance réciproque des langues sont des aspects de notre vécu culturel, dont on affirme très généralement qu'ils ne posent plus grand problème.

La plupart des francophones rencontrés souhaitent que l'apprentissage de l'anglais soit réintroduit dans nos priorités comme instrument d'ouverture sur le monde et non plus comme signe de soumission socio-économique. Quant aux anglophones, ils soulignent que le français est maintenant reconnu comme la langue d'usage et que c'est à travers elle d'abord que doit se faire l'intégration des nouveaux arrivants. De part et d'autre, on souhaite que l'harmonie se poursuive et s'étende à tous les secteurs névralgiques de nos activités.

Cependant, l'inquiétude entourant notre survie collective n'est pas en voie de résorption. On se souhaite une créativité qui maintiendrait la cohésion culturelle. Par ailleurs, on redoute le magnétisme hypnotisant des puissants moyens de diffusion cul-

turelle, de la chanson à la télévision en passant par tous les autres pôles d'attraction des États-Unis. Sur le plan culturel, on parle beaucoup plus volontiers d'une menace américaine que d'une menace canadienne.

Quant au multiculturalisme, on a déjà esquissé la problématique telle qu'elle se pose pour les individus qui l'ont abordée. On espère que la valorisation grandissante des différences ou des particularismes va permettre aux divers groupes ethniques de se mieux situer par rapport aux citoyens déjà installés et de s'intégrer sans devoir trahir leurs origines et leurs traditions respectives. Mais on est conscient des difficultés d'accueil, de cohabitation et d'intégration. On souhaite réussir à étouffer dans l'oeuf toute velléité de racisme, en particulier dans quelques écoles primaires ou secondaires.

L'ensemble de la question culturelle est donc marqué de voeux qui, sans être nécessairement contradictoires, sont aux antipodes l'un de l'autre. On veut maintenir certaines traditions et affermir certains liens avec le passé et, en même temps, on tente de dessiner de nouveaux modèles culturels à même l'expérience multiple des diverses ethnies et la créativité des générations montantes.

On répète souvent que l'école devrait permettre aux individus de se situer culturellement et de forger leurs instruments d'expression culturelle, en commençant par la maîtrise de la langue et l'affinement de la pensée. Sur cette lancée, on souhaite que la diversité des fenêtres culturelles ouvertes aux jeunes dans l'école ne signifie pas l'éparpillement, le vaste fourre-tout dans lequel ils pourraient plonger sans y retrouver de cohérence. Cet aspect de "marchandise offerte en libre-service" en inquiète plus d'un qui s'interrogent sur la formation générale offerte au secondaire et au collégial.

Ces attentes à l'égard de l'école, comme institution culturelle, sont souvent mises en relation avec la précarité de notre survie. Si rien n'est jamais tout à fait acquis aux Québécois, en matière de reconnaissance culturelle, le lieu de sensibilisation par excellence est identifié comme étant l'école.

L'ensemble des propos recueillis donne à penser que le destin culturel des Québécois comme population distincte en Amérique du Nord préoccupe à peu près tous les analystes ou les leaders d'opinion. Mais, alors qu'il y a quelques années le débat se tenait sur le terrain nationaliste, avec la langue et les institutions politiques comme instruments privilégiés de mobilisation, on retrouve aujourd'hui sensiblement la même ferveur, avec, cette fois, la connaissance et les leviers économiques comme instruments d'affirmation individuelle et collective.

4.6 Au niveau des valeurs

Les valeurs privilégiées par et à travers les dynamismes sociaux en redéfinition traduisent globalement une préoccupation croissante des individus de se réaliser en harmonie avec "l'écologie" matérielle et spirituelle du siècle.

Nos rencontres ne permettent pas d'explorer très loin ce qui se dégage comme aspirations les plus fortes, mais nous pouvons néanmoins saisir la tension que crée chez un bon nombre d'individus le passage vers des valeurs plus matérialistes que spiritualistes, plus individualistes que collectivistes. Ainsi, plusieurs s'inquiètent de ce que les services bénévoles à la collectivité, l'entraide et la générosité passent doucement de mode. Les anglophones, en particulier, sont très sensibles à cet attiédissement, alors que plusieurs, parmi les francophones rencontrés,

soulignent au contraire à quel point les signes d'attention à l'autre, de compassion et de coopération se multiplient et les réconfortent.

Il est donc extrêmement difficile d'établir des dénominateurs communs, puisque les échelles de valeurs sont évoquées trop sommairement. Cependant, ce qui est perçu comme contradictoire à première vue ne l'est pas toujours. Ainsi en est-il de cette aspiration à s'affirmer et à se prendre en charge qui ne s'oppose pas à l'engagement social, au contraire. Dans l'explicitation des démarches, les individus démontrent que l'affirmation ne se vit pas en vase clos, mais au sein d'un groupe, et que la prise en charge conduit à de nécessaires regroupements. Les femmes québécoises illustrent bien cet aller-retour de l'individuel au collectif, estime-t-on.

Une autre valeur par rapport à laquelle il n'est pas toujours facile de lever les ambiguïtés est le travail. D'une part, il y a tout le discours en faveur d'une quasi "resacralisation" du travail: on souhaite que les jeunes réapprennent la vertu de l'effort, de la discipline, qu'ils élèvent au plus haut point leur niveau d'exigences à l'égard d'eux-mêmes. Par ailleurs, on relativise énormément le profit personnel à tirer de l'activité professionnelle. On invite les gens à ne pas se laisser envahir par le stress, au point de ne plus jouir de la vie, ou de se tuer à l'ouvrage, faute de n'avoir pas pu prendre ses distances. Mais, au bout du compte, on est assez généralement inconfortable devant la contestation quotidienne du travail qu'incarne une certaine jeunesse, de même que devant le sentiment de rejet-envie que manifestent beaucoup d'aînés.

Une dernière zone de bouillonnement englobe les valeurs qui se rattachent aux pôles ordre-créativité. Le souhaitable va du désir de conformité, d'ordre - l'on parle du "retour au gros bon sens" - à la conviction qu'il faut être débrouillard, imaginatif et créateur pour être heureux - on parle de l'étonnement fécond et de la bousculade du connu. Il n'y a donc pas de modèle unique et le rejet de la confusion ou du laxisme n'implique pas nécessairement la hantise du "law and order".

Chapitre 5: Des orientations et des actions

Des chapitres qui précèdent se dégage l'idée directrice que l'évolution de la société québécoise, considérée sous tous ses aspects, va influencer le monde de l'éducation et le solliciter autrement qu'hier. Les gens interviewés ont décrit le futur tel qu'ils le dépistent déjà dans le présent, mais aussi comme ils l'imaginent et comme il souhaiteraient en corriger certaines trajectoires, selon eux mal ébauchées.

Or l'enseignement va devoir, non seulement s'adapter à l'évolution sociale, mais aussi y contribuer dans une certaine mesure. Les entrevues ont drainé de nombreuses et sévères critiques à l'égard de l'actuel système d'éducation. Elles ont aussi été l'occasion de jugements acérés sur l'adéquation des réponses fournies par l'enseignement d'ici aux besoins multiples de l'individu et de la société. Par ailleurs, certains progrès non négligeables ont retenu l'attention et méritent, non seulement d'être soulignés, mais aussi d'être poursuivis.

Ces considérations font l'objet des prochains chapitres. A partir de constats d'échec ou de réussite, de diagnostics concernant l'un ou l'autre malaise du système scolaire ou d'aspirations profondes vers des changements, sinon des réformes, les gens sont conduits à définir les orientations qu'ils voudraient voir privilégier par le système d'éducation, du primaire à l'université. Ils imaginent aussi les actions et les solutions qu'ils amorceraient pour donner à la société québécoise un système d'éducation à la mesure de ses besoins et de sa modernité.

5.1 La mission fondamentale de l'école

Cette réflexion menée lors des entrevues inscrit d'abord en priorité l'examen de la mission fondatrice de l'école. A voir l'insistance du grand nombre à souligner l'importance des compétences de base dont doit se soucier l'école, on sent que le mouvement américain "Back to Basic" a traversé la frontière. On exhorte l'école, à grand renfort d'exemples désastreux ou de statistiques sur l'analphabétisme fonctionnel, à retrouver ses préoccupations premières: faire apprendre aux jeunes à lire, à écrire et à compter. La croyance que l'école se soustrait délibérément à cette première obligation est inquiétante et traduit un scepticisme profond à l'égard du système dans son ensemble, de ses programmes, de ses enseignants, de ses autorités administratives.

Les personnes sensibles à cette baisse de crédibilité de l'école obligatoire croient venu le temps, pour ceux qui travaillent dans l'école et qui sont le plus près des populations, de faire la preuve de la qualité de leurs démarches d'enseignement et de l'efficacité des efforts investis en classe. Mais le problème de l'échec à accomplir ce qui est jugé essentiel n'en est pas résolu pour autant: la confiance va se rehausser en même temps que les performances "de base".

Un autre aspect de la mission fondamentale de l'école consiste à donner une chance égale à tous d'avoir accès à une formation de qualité, répondant à la fois aux besoins individuels et aux lois du marché du travail. Le chômage chronique qui atteint les jeunes met en cause crûment la préparation qu'ils ont eue et les qualifications professionelles qu'ils ont reçues. On veut bien croire que l'école prépare à beaucoup d'autres aspects de la vie que ceux du travail rémunéré, mais les formations deviennent sus-

pectes si elles ne trouvent pas preneur sur le marché du travail. Les transformations économiques ont beau affecter profondément les perspectives de l'emploi, l'équation "diplôme-emploi" tient toujours, même si elle n'est plus automatique. Certains redoutent l'inflation de la diplomation autant que l'inflation économique.

Si l'édifice scolaire est fortement secoué par les diverses transformations sociales et les remises en question qui le traversent, il n'est pas étonnant de retrouver une abondance de propositions de solutions et de constater qu'elles ne convergent pas nécessairement, les attentes envers l'école étant elles-mêmes multiples.

5.2 L'école comme "milieu de vie"

Tous ne partagent pas le même pessimisme à l'endroit de l'école québécoise. Certains en sont relativement satisfaits et à peu près tous se réjouissent de sa démocratisation depuis la création du ministère de l'Éducation. Mais, dans le sillage d'un alarmisme abondamment nourri par les media, plusieurs exposent leur inquiétude. "On tarde, sur le plan politique, à exposer le fiasco de l'école; et pourtant, on sait combien ça peut prendre de temps à réorienter un système... C'est un fiasco, d'autant plus qu'on sait tout ce qu'il nous en a coûté pour mettre sur pied le système. Quand on voit que trente-sept pour cent de jeunes ne terminent pas un secondaire, je trouve que c'est un désastre. On n'a pas réussi à articuler la scolarité obligatoire pour qu'elle soit productive et intéressante. C'est la qualité de vie à l'école qui est en cause. Quand, à quinze ans, des jeunes lâchent l'école, ce n'est pas le fruit d'un raisonnement; c'est celui

d'un écoeurement ressenti dans les tripes et qui prend sa source dans la piètre qualité de vie à l'école." Un autre souligne: "Ce qui me frappe, c'est que beaucoup d'enfants n'aiment pas ou aiment peu l'école. On constate que l'école ne sait pas se faire aimer, ni des enfants, ni des parents, ni des enseignants, parce que l'école est trop normative et trop normalisante aussi." Et encore: "On vit dans des écoles de cloches: tout le monde attend les cloches, enseignants aussi bien qu'élèves. Les enfants s'y sentent dépaysés et isolés."

Devant un malaise ressenti aussi profondément, quelles orientations les personnes consultées privilégient-elles? Il y en a plusieurs. On souligne la nécessité de l'émergence d'un consensus minimal, élaboré autour de la relation maître-élève. On souhaite un redéploiement d'efforts pour revaloriser le rôle de l'enseignant, en insistant sur la relation d'éducateur, d'accompagnateur, de tuteur en quelque sorte. C'est à cette condition que le jeune pourra comprendre le sens de sa démarche à l'école, sentir qu'on s'intéresse à lui comme personne et qu'on est soucieux de sa croissance personnelle autant que de ses apprentissages. Pour cela, on est d'avis que les maîtres devraient jouir de plus d'autonomie, afin de pouvoir faire preuve d'une véritable disponibilité et d'une grande flexibilité. Un interlocuteur, enseignant lui-même, précise: "Jusqu'ici, les profs se sentent bousculés par les changements, au niveau des programmes, par exemple. Ils résistent au changement parce qu'ils ont la conviction que d'autres changements ont été essayés et ont échoué. Les changements arrivent de l'extérieur et les heurtent de front. Mais, si on différait l'approche, si, au lieu de pousser dans le dos, on motivait les individus à agir par eux-mêmes, on pourrait avoir d'heureuses surprises. Il s'agirait de valoriser d'abord

et avant tout les profs débrouillards, inventifs, ceux qui n'ont pas peur d'oser, d'essayer."

Les démarches envisagées visent donc à ce que les enseignants soient plus motivés et plus estimés. Au niveau des moyens projetés, certains pensent à redéfinir les tâches à l'intérieur des conventions collectives, alors que d'autres inscrivent la revalorisation du rôle de l'enseignant dans un processus plus englobant, celui de la "désuniformisation" des écoles.

A cet égard, de nombreux arguments sont invoqués pour justifier que les écoles accèdent à une autonomie de gestion financière et pédagogique qui leur fait actuellement défaut. Les normes doivent simplifier la gestion quotidienne et non pas "l'encarcanner", affirme-t-on. On estime que les rigidités administratives sont présentement telles que l'école ne peut s'adapter avec rapidité et souplesse aux besoins de ses clientèles. Elle doit toujours se conformer aux directives extérieures, de plus en plus nombreuses et asphyxiantes. "Si le rêve se réalisait d'une véritable décentralisation de l'école, on retrouverait des solidarités naturelles qu'on a partiellement détruites par la réforme scolaire, mais qui ne sont pas tout à fait mortes et qui ne demandent que ce genre de transfusion. Une fierté locale nouvelle se développerait".

On allègue souvent que l'école devra former des gens "adaptables", mais qu'on la fige elle-même dans un modèle monolithique dont on l'empêche de s'émanciper. Pourquoi l'école de Rosemont serait-elle en tout point la copie conforme de celle de Chandler, demande-t-on aux autorités responsables. En région, cette solu-

tion est sur toutes les lèvres: on aimerait pouvoir gérer soi-même ses besoins, ses problèmes et ses ressources, d'une école à l'autre. Cependant, on exprime prudemment ce souhait, car on redoute que certains problèmes spécifiques ne soient pas pris en compte par les administrations centrales et qu'une décentralisation des ressources mal comprise entraîne des coupures maladroites.

Cette prudence fait recommander qu'on ne brusque pas les changements dans ce sens et qu'on procède plutôt par projets pilotes évalués minutieusement. On rappelle que l'égalité ne devrait jamais mener, au niveau scolaire, au nivellement des particularités et des expériences et que, s'il faut une certaine rationalisation dans l'attribution des champs de compétence, il n'est pas interdit, par exemple, de penser à spécialiser certaines institutions selon les besoins locaux et régionaux, après consultation des gens en place.

Voilà donc un ensemble de mesures susceptibles d'améliorer le contexte scolaire et la qualité de vie de chaque école. Elles se dégagent des entrevues avec une netteté et une convergence évidentes.

En continuité avec cette préoccupation de l'école comme milieu de vie, on attire quelquefois l'attention sur les dimensions physiques des institutions. Ainsi, on croit que plusieurs polyvalentes héritées d'une récente vogue architecturale constituent des espaces froids, coupés de l'extérieur, sans contact avec la nature. On présume que l'imagination des administrateurs et la créativité des jeunes qui habitent ces "boîtes" feraient des merveilles si seulement on était sensibilisé à l'impact environnemental

de ces écoles sur ceux qui y vivent. Sollicités à bon escient, les usagers pourraient transformer ces espaces souvent qualifiés de "sociofuges" et se les réapproprier.

D'autres se préoccupent plus spécialement de l'école comme d'un environnement qui devrait être favorable à la santé. On observe que les messages renvoyés aux jeunes ne sont malheureusement pas toujours intégrés. Qu'est-ce à dire? Par exemple, le cours de nutrition peut aider à choisir des aliments sains, mais, à la cafétéria, on est sollicité par les croustilles, les pâtisseries ou les bonbons. Le cours d'éducation physique sensibilise aux bienfaits de l'activité physique, mais le gymnase n'est disponible qu'aux heures de cours. Les enseignants vantent l'importance de la concentration intellectuelle, mais les élèves ne sont pas initiés à des techniques qui leur permettraient de se détendre pour se mieux concentrer. On estime que, si la prise en charge de soi est importante, il faudrait que l'école intègre organiquement cette préoccupation à ses façons de vivre; cette sensibilisation devrait être d'abord "vécue" plutôt que livresque et rationelle.

5.3 La pédagogie, au coeur des débats

La nécessité de profondes transformations pédagogiques s'impose comme l'autre moyen le plus vital de regénérer le système scolaire ou, selon d'autres, de le mener à maturité.

A y regarder de plus près, la première "révolution" dans le monde de l'éducation a d'abord été sociologique, opine-t-on. Elle a d'abord recherché la démocratisation de l'enseignement.

Quelqu'un, en simplifiant, projetait les images suivantes: "On s'est occupé du système, de son fonctionnement: qu'il y ait des autobus pour amener les enfants à l'école, que les écoles soient assez grandes et assez nombreuses pour accueillir tout ce beau monde, qu'il y ait suffisamment d'enseignants, quelques spécialistes à travers ça, des administrations pour contenir le tout et un ministère qui fait des plans et paie les factures."

A peu près toutes les personnes rencontrées considèrent la réforme pédagogique comme une priorité à laquelle personne du monde de l'éducation ne devrait pouvoir se dérober dorénavant. Cependant, cette réforme est envisagée selon deux axes radicalement divergents.

Tout d'abord, il y a la position de ceux qui voudraient s'inspirer de réussites passées. Ceux-là souhaiteraient que l'école redécouvre la sagesse de l'ancienne façon de s'y prendre. On parle abondamment des apprentissages de base; on voudrait injecter plus de rigueur dans les démarches, retrouver des manuels qui garantiraient que tous ont bien franchi telle ou telle étape et que des pans entiers de programmes n'ont pas été négligés.

Dans ce genre d'approche, on désire que les jeunes réapprennent le sens du travail et de la discipline et qu'ils s'entraînent de façon plus systématique pour que les apprentissages soient assurés: donc, primauté aux devoirs, aux exercices, "aux dictées qui, dans le temps, nous permettaient d'apprendre à écrire sans faute", aux listes de problèmes mathématiques qui créent des automatismes et aux leçons qui cultivent la mémoire. On est convaincu que les diverses méthodes dont on été victimes les écoliers-cobayes n'ont qu'ajouté à la confusion et que suffisam-

ment d'enfants ont été sacrifiés à l'innovation pédagogique pour que cesse enfin le carnage intellectuel et humain. "Regardez les décrocheurs: quand on réussit à les ramener à l'école, on utilise généralement les bonnes vieilles méthodes et ça fonctionne. Ils travaillent et ils en redemandent presque". Dans la logique de cette orientation, les évaluations ne doivent plus être approximatives ni faire appel à l'auto-évaluation, mais redevenir formelles, chiffrées, comparatives.

De l'autre côté, on fait la démonstration que la révolution pédagogique n'a pas eu lieu. On est conscient des changements de programmes et des essais-tâtonnements par rapport à des méthodes dites actives ou nouvelles, mais on prétend que la mentalité des maîtres et l'orientation pédagogique ne se sont pas profondément modifiées.

Les tenants de cette position considèrent comme fondamentale la remise en question du cloisonnement des savoirs. Ils estiment qu'il faut développer chez les jeunes la capacité de faire des liens et d'intégrer de façon dynamique et organique les divers savoirs auxquels ils ont accès. Pour y arriver, on doit composer avec la connaissance qu'ils ont de telle ou telle chose, les impliquer dans la démarche de s'approprier une connaissance, en évitant de faire table-rase et de dévaloriser la compréhension première qu'ils en ont. Cela implique que l'école donne aux jeunes des points de référence pour comprendre leur environnement dans toutes ses dimensions et ses inter-relations. Une école qui n'aurait qu'une culture scolaire, que des manuels obligatoires, que des travaux uniformes et répétitifs mépriserait la richesse de l'échange possible avec tout ce qui entoure le jeune (la télévision, sa vie sociale, son quartier, par exemple) et compromet-

trait l'engagement du jeune dans sa démarche de découverte et d'appropriation.

Pour assurer un tel suivi des élèves, on parle d'une pédagogie moins livresque, qui permette à chacun de démontrer des habiletés, d'apprendre en expérimentant et en découvrant son potentiel. Afin de faciliter ce suivi, on estime que l'on pourrait modifier radicalement le genre de regroupements d'élèves en favorisant des "familles" d'étudiants plus stables, construites autour de programmes ou réunies autour d'un tuteur. C'est dans cette perspective aussi qu'il faut situer la valorisation du travail d'équipe qui recrée des petites cellules humaines où les élèves sont en situation de relation et d'expression d'eux-mêmes. Les gens rencontrés en entreprises insistent fréquemment sur cette transformation structurelle du travail, à laquelle il faut acclimater les jeunes dès l'école.

Une autre dimension pédagogique évoquée en relation avec les mutations rapides du monde du travail concerne l'adaptabilité. Est-il possible que l'école puisse développer chez le jeune la capacité de s'adapter, de répondre à des situations variées, en faisant appel à son imagination et à débrouillardise? Apprendre à apprendre doit redevenir le coeur de l'activité éducative; la discipline et l'effort doivent être sollicités dans ce sens. Ce n'est donc pas en livrant aux élèves une pâture d'exercices stéréotypés et figés que l'on développerait ce genre d'habiletés, mais en tablant sur tout ce qui peut stimuler la curiosité et enclencher la recherche de solutions. Le but visé est de former des gens autonomes, interdépendants et capables de s'organiser.

La désuétude reprochée à l'univers scolaire concerne donc avant tout sa dimension organisationnelle et c'est au sein de divers milieux de travail qu'on recueille le plus fréquememnt la perception que l'école est rigide et qu'elle permet peu aux individus qui y vivent de s'y développer, non seulement intellectuellement, mais aussi aux plans affectif et social. Ce sont eux qui rappellent que la taylorisation du travail est en voie d'extinction et que désormais les individus sont sollicités à s'engager globalement dans leur milieu de travail.

Ces considérations conduisent à un autre débat, celui de la formation axée sur les besoins du marché. Dans nos sociétés, la suprématie de l'activité économique est en train d'imposer ses impératifs à bien des secteurs de l'activité humaine. Si, plus que jamais, l'école doit assurer aux individus de hauts niveaux de qualification tout en les rendant aptes à s'adapter à l'évolution des modes de production et à la multiplication des services, doit-elle déployer toutes ses énergies à la seule préparation au travail? Bien rares sont ceux qui répondent spontanément oui à une telle question, malgré que l'analyse des propos révèle la fréquence de cet angle de vision. Très souvent, on conclut à l'inadéquation actuelle entre l'organisation de l'école et des apprentissages et le monde du travail. En région, les intervenants rencontrés déplorent le manque d'ajustement de l'école aux priorités du développement régional, son manque d'enracinement dans le milieu. Cependant, on n'en déduit pas qu'il faille ramener la scolarisation à l'unique processus de formation professionnelle. Néanmoins, rappelle-t-on, la recherche de l'excellence dans les diverses "productions" scolaires et la définition de hauts standards de qualité doivent être des objectifs de premier plan, car ce genre de tension positive stimule et bonifie les actions pédagogiques et entraîne les individus à développer le maximum de leur potentiel.

Plusieurs interlocuteurs émettent de sérieuses réserves, face au rôle palliatif ou suppléant que d'aucuns aimeraient voir assumer par l'école pour divers apprentissages. La tentation est d'autant plus forte que les déséquilibres d'une société en mutation se multiplient et, jusqu'à un certain point, se répercutent dans l'école. On s'interroge souvent sur la pertinence de la formation sociale ou de l'initiation à ce qu'on appelle les "travaux ménagers", par exemple, comme cours spécifiques. On verrait là matière à activités, à expériences, mais non pas à des démarches cognitives cataloguées dans des programmes prédéterminés. On s'étonne que disparaisse, par ailleurs, dans la journée de l'écolier la possibilité de s'impliquer spontanément dans diverses activités considérées formatrices comme des clubs de toute sorte, des ateliers ou encore des activités à caractère humanitaire. Tout compte fait, on redoute que l'école soit pressée de combler des lacunes qui ne sont pas de son ressort, qu'elle éparpille inutilement les énergies de ses éducateurs et qu'elle court circuite l'implication des parents, des collectivités et d'autres institutions sociales.

Les personnes rencontrées ont aussi traité de la relation entre la pédagogie et l'orientation professionnelle. Un problème sérieux semble se poser aux individus dans le système scolaire quand vient le moment d'effectuer un choix de carrière. De l'extérieur, les observateurs rencontrés perçoivent que l'école devrait, non seulement déterminer clairement les qualifications requises pour tel secteur d'emploi, mais aussi permettre aux jeunes de s'orienter en meilleure connaissance de cause. Cela implique que, dans ses démarches pédagogiques, l'école permette aux jeunes de développer des habiletés qui ne soient pas purement intellectuelles et de prendre part à des activités où ils puissent acquérir de multiples et réelles compétences. Ces processus

favoriseraient chez l'individu la connaissance qu'il peut avoir de lui-même, de ses aptitudes, de ses goûts et de son potentiel et lui éviteraient de s'engager à l'aveuglette dans une orientation qui ne lui convienne pas.

Si l'école ne permet pas suffisamment la connaissance de soi, elle compromet la validité du choix de carrière. Or, on juge que le style d'information disponible concernant le marché du travail ne correspond pas au contact plus direct dont le jeune aurait besoin. Au fil des conversations, les personnes interviewées rappellent souvent qu'elles se sont orientées à la suite de rencontres avec quelqu'un de la profession ou de visites dans tels lieux de travail. On estime que les relations de l'école avec le milieu seraient extrêmement profitables aux jeunes qui n'ont de contact avec les réalités du marché du travail bien souvent que par les brochures disponibles, un orienteur plus ou moins débordé ou une courte expérience personnelle d'emploi d'été.

De cette longue exploration de la priorité accordée à la pédagogie, il se dégage donc une orientation assez largement souhaitée. On estime que l'école devra profiter des mutations du monde du travail, non seulement pour ajuster les qualifications auxquelles elle donne accès, mais aussi pour dépasser les modèles qui la rigidifient ou qui entravent des réponses mieux adaptées aux attentes et aux besoins des clientèles scolaires. Tous veulent une école intéressante, stimulante et compétente: la manière de se la donner constituerait le choix majeur de la prochaine décennie.

5.4 Les programmes et les contenus

De l'avis d'à peu près tous les interlocuteurs rencontrés, les prévisions relatives aux répercussions du progrès technologique et des transformations sociales sont assez hypothétiques; il ne faudrait donc pas les interpréter de façon trop étroite. Cependant, l'éclairage général qu'elles diffusent est intéressant, parce qu'il met précisément en relief le fait que les connaissances nécessaires aux adultes de demain devront être d'abord et avant tout ouvertes, décloisonnées, plus étendues, plus approfondies. A travers elles, nous devrons miser davantage sur l'instrumentation à laquelle elles donnent accès bien plus que sur les "bagages" dont elles permettent l'accumulation.

Mise au point de première importance: ces gens rappellent presque tous qu'ils n'ont pas une connaissance très détaillée de ce que sont les programmes du primaire et du secondaire, en particulier, mais qu'ils situent leurs commentaires au niveau d'impressions d'ensemble, d'observations ou d'opinions qu'ils partagent. Ils demandent souvent que l'on prenne en considération qu'ils ne sont pas des spécialistes de l'enseignement, que les actions qu'ils suggèrent leur sont inspirées par ce qu'ils perçoivent, chacun de son poste, comme lacunes à combler.

Globalement, on croit que les programmes devraient subir un sérieux examen, à commencer par tout ce qui gravite autour de la capacité de lire, d'écrire et de compter, mais en insistant d'abord sur les apprentissages de la langue. On s'inquiète à peu près partout des aptitudes des enfants québécois au point de vue linguistique. On souhaiterait d'abord que les écoliers redécouvrent la lecture et que toutes les matières soient bonnes pour les y inciter. Un interlocuteur souligne: "L'environnement

culturel de l'enfant, marqué par la suprématie de la télévision, ne le pousse peut-être pas à lire: pourquoi, à l'école, faut-il qu'on s'acharne à lui rendre cette tâche odieuse? Si on le soumettait moins à des choix de lecture uniformes, identiques pour tous les élèves, et si on le laissait aller au-devant de ce qui l'intéresse, comme sujet et comme bouquin, si on lui permettait un libre accès à la lecture et des découvertes personnelles, en d'autres mots, si on ne lui mâchouillait pas tout, le coupant ainsi d'un défi nécessaire, peut-être lirait-il passionnément. Regardez ceux qui fréquentent les bibliothèques municipales: ils n'obéissent à aucune contrainte, mais ils sont voraces."

Ce point de vue est largement repris, au fil des entrevues. On estime cette compétence absolument indispensable à l'élève, non seulement à l'intérieur de l'apprentissage de la langue maternelle, mais pour toutes les autres matières. Et cela, d'autant plus qu'on cultivera l'autonomie dans la pédagogie et que les jeunes devront apprendre beaucoup plus selon leur rythme et leurs besoins. Par ailleurs, l'adulte a besoin de la lecture comme d'un instrument de première main pour rester à la fine pointe des connaissances et se perfectionner tout au long de sa vie active. On pense que la lecture permet un approfondissement des connaissances que d'autres moyens d'information, comme la télévision, ne favorisent guère à cause de leur instantanéité ou de leur superficialité.

Toujours dans le domaine linguistique, une autre préoccupation concerne l'écriture. A tort ou à raison, on dénonce "l'école des exercices à trous, des grilles à remplir, des mots croisés et des examens objectifs. Ce qui devrait être considéré comme jeu,

comme manoeuvre de diversion ou soupape instructive quand les élèves sont survoltés ou ont eu une dure journée, ce qui devrait occuper un temps mort en fin d'après midi ou constituer une récompense à l'occasion, devient la seule manière de se creuser un peu les méninges." On réclame du primaire et du secondaire qu'ils redécouvrent la sagesse du proverbe: c'est en écrivant... qu'on apprend à écrire.

Va-t-on pouvoir demander aux futurs adultes de remplir adéquatement les tâches qu'une économie s'appuyant davantage sur les services et, par ricochet, sur toute une série d'habiletés de communication, va exiger d'eux? Faire écrire les jeunes, c'est leur donner la chance d'apprendre à structurer et à nuancer leur pensée, à la traduire adéquatement, à manifester leur compréhension des choses et à extérioriser leur imagination.

Les personnes rencontrées s'appuient fréquemment sur des exemples qu'elles ont sous les yeux quotidiennement: leurs étudiants à l'université, leurs stagiaires ou leurs jeunes collègues en milieu de travail, leurs propres enfants ou ceux des autres. A propos de l'écriture, en particulier, mais en mentionnant aussi d'autres domaines, on juge que, sous prétexte de démocratiser l'enseignement, on a rabaissé le niveau d'exigences, on offre des formations à rabais, une "fausse scolarisation" somme toute. La recherche de l'excellence commence dans des gestes aussi concrets que la rigueur dans la qualité de l'expression écrite et orale, ne cesse-t-on de répéter.

La communication, nous rappelle-t-on, sera au coeur du travail d'à peu près tout le monde. Les nouveaux modes de production vont privilégier le travail d'équipe, l'identification en commun

des problèmes, l'élaboration de solutions dont il faudra débattre. Quant aux modes de gestion, davantage participatifs, ils requerront aussi des individus de communiquer efficacement. Aussi faut-il mettre l'accent, non seulement sur l'expression écrite, mais aussi sur l'expression verbale. Là-dessus, on considère que l'école devrait fournir aux élèves toutes les occasions de prendre la parole, dans des situations qui soient le moins artificielles possible. Cette attente doit être mise en relation avec le souhait de voir se regrouper les élèves autrement, en particulier au secondaire, sur la base de cellules humaines qui permettent de meilleurs contacts entre les jeunes, d'une part, entre eux et l'enseignant, d'autre part.

Une dernière priorité linguistique est évoquée à peu près unanimement, dans la perspective d'une ouverture au milieu international: il s'agit de l'apprentissage d'une langue seconde (et plusieurs renchérissent: d'une troisième et quatrième langues). Il faut se donner les moyens linguistiques d'assumer les transformations technologiques et d'aller vers l'extérieur. L'anglais, malgré la menace potentielle qu'il peut représenter pour notre culture, est un instrument d'apprentissage et de travail indispensable. Toutefois, plusieurs sont d'avis que si les programmes n'en négligent pas la place, les méthodes en usage ne sont pas suffisamment dynamiques pour le rendre attrayant et que c'est à ce niveau qu'il faut faire porter les efforts: "On doit cesser de faire ânonner les enfants, de leur faire mémoriser des listes de vocabulaire assez ennuyeuses pour eux, somme toute, mais en revanche leur donner la chance de converser véritablement en anglais. C'est bien beau, l'anglais obligatoire au primaire, mais, s'ils doivent attendre la fin de leur secondaire pour le parler, ne leur demandez pas d'être motivés à l'apprendre!"

Si on réclame des apprentissages plus approfondis et mieux intégrés en matière de langue, on est aussi d'avis que les formations de l'avenir, peu importe le profil d'orientation choisi, devront être beaucoup plus soucieuses de "culture" scientifique. Tout comme on trouve honteux que les finissants en sciences pures aient une si piètre culture dite "générale", on estime que tous les élèves, même ceux qui se dirigent vers les sciences humaines ou le secteur professionnel, doivent avoir une solide culture du "quantitatif" pour comprendre leur environnement.

A cette fin, on recommande fortement que les programmes communs de formation générale, comprenant ces divers volets, soient allongés et qu'il ne soit plus possible aux jeunes de se spécialiser avant la fin de la scolarité obligatoire. "Imaginez des étudiants qui s'inscrivent en droit ou en sociologie, complètement ignorants des sciences. De ce nombre, combien vont devoir travailler avec des firmes d'ingénieurs, d'informaticiens? A peu près tout le monde, maintenant, doit être déluré au point de vue scientifique, tant dans sa vie professionnelle que dans sa vie privée. Le contraire serait aberrant, comme il le serait qu'un médecin soit inculte par rapport à l'histoire ou à la psychologie, par exemple. Ce que la Commission Parent avait voulu instaurer, c'était un système polyvalent dans lequel les étudiants auraient justement une formation de base assez étendue et pourraient ainsi développer la capacité à absorber divers champs de connaissances. Au lieu de ça, on a instauré une telle étanchéité que, d'un côté comme de l'autre, les étudiants d'aujourd'hui sont incultes. C'est une très grande, sinon la pire faiblesse de notre système d'enseignement, et c'est cette erreur de perspective qu'il faut s'empresser de corriger".

On fait souvent remarquer les clivages qui sont en train de se durcir entre les "scientifiques" et les "humanistes" dans notre système d'enseignement. On estime que le système lui-même en est responsable et que cela joue contre lui de ne pas enrichir les cultures respectives des deux sous-groupes. Cela joue aussi contre les individus qui se voient privés d'outils indispensables pour la compréhension du monde et pour des actions efficaces et éclairées en tant que futurs citoyens. Enfin, cela joue contre la société, juste au moment où on aura davantage besoin d'experts dans divers domaines scientifiques.

De l'ensemble des entrevues, il se dégage une perception du secondaire assez homogène quant à la "spécialisation": on la juge trop hâtive et fondée sur des choix très arbitraires. On rappelle que très souvent l'initiation à tel ou tel champ de connaissances a été tellement rapide, superficielle et livresque que l'élève n'a pas pu prendre véritablement le pouls de son intérêt, non plus qu'expérimenter plus concrètement sa compétence. Quand ces gens parlent d'orientation à l'aveuglette, c'est souvent à cela qu'ils se réfèrent, souhaitant que les programmes et les approches pédagogiques se modifient radicalement.

Les attentes qui sont formulées à l'égard des programmes sont donc immenses et réparties sur un large éventail. C'est toute la "géographie du savoir" qui serait à redélimiter. Mais, en même temps, on exige que les savoirs soient décompartimentés et que l'école se soucie davantage de cohérence et de lien entre les diverses sciences et apprentissages que fait le jeune. Ainsi, même si on n'emploie pas toujours le terme d'"interdisciplinarité," c'est souvent ce genre d'approche qu'on privilégie lorsqu'il est question de décloisonnement des connaissances.

Toujours en ce qui a trait aux programmes, assez nombreux sont ceux et celles qui souscrivent à l'idée qu'il faut utiliser le vécu personnel et collectif des jeunes, ce qu'un sociologue appelle leur "savoir vécu". Autant on met en garde l'école de n'aborder que l'histoire, la géographie ou la littérature québécoises, rivant ainsi l'enfant à des horizons trop restreints, autant on souhaite que les programmes permettent, avec une certaine marge de manoeuvre, d'amorcer des apprentissages et d'aborder des connaissances à partir des jeunes plutôt qu'à partir du livre du maître, par exemple. On soutient que, si on enseigne comme si la télévision n'existait pas ou comme si les jeunes ne la regardaient pas, par exemple, on manque la plus belle occasion d'intégrer la société à l'école et de rendre l'écolier apte à mieux s'intégrer à la société et à être davantage critique face à elle. On le prive aussi d'une interrelation avec ses camarades de classe qui pourrait le stimuler à s'engager plus loin dans ses apprentissages ou à pousser plus à fond des habiletés qu'il a pu commencer à développer ailleurs qu'à l'école.

C'est donc dire qu'on attend des programmes qu'ils soient généralement enrichis, tout en étant redéfinis avec une plus grande flexibilité. Par ailleurs, la réorientation la plus importante qu'on propose à leur égard, c'est leur imbrication, une cohésion beaucoup plus clairement articulée entre les divers cours offerts par niveau et dans la séquence d'un ordre d'enseignement.

Cependant, là où les coups de barre devraient être donnés avec le plus de vigueur et de célérité, c'est au secondaire, dit-on. Nous n'exagérons pas en affirmant que tous partagent l'avis que c'est au secondaire que l'impact des problèmes qui s'y vivent est le plus cruellement ressenti et que c'est là, en tout premier lieu, qu'il faudra concentrer les efforts.

Pour évoquer la situation de l'enseignement secondaire, plusieurs n'ont pas hésité à employer les termes de tragédie ou de scandale. Le battage entourant le décrochage, l'absentéisme, la démotivation du personnel, le vandalisme, la dépersonnalisation des gens et des lieux, le minutage, les heurts patronaux-syndicaux, l'assignation des enseignants dans une spécialité étrangère à la leur, tout ce battage imprègne fortement l'image que l'on se fait du secondaire. Ce sombre arrière-plan colore fortement les positions prises et donne raison aux gens de recommander des actions énergiques à très court terme.

La question de la formation professionnelle a aussi été souvent abordée. Ce qui retient surtout l'attention, c'est la scission que perçoivent nos interlocuteurs entre le monde du travail et celui de l'apprentissage. On évalue que plusieurs programmes sont désuets ou inappropriés et offerts à l'école malgré qu'ils ne correspondent plus à des emplois disponibles. On donne aussi l'exemple de programmes pour lesquels l'école n'a pas les moyens de s'équiper convenablement (en région, par exemple) et qu'elle offre tout de même, vouant ses finissants à un chômage certain. Mais, ce dont on parle surtout, c'est du manque de communication, de coopération et même d'aller-retour entre l'entreprise et l'école, dans le quotidien de la formation professionnelle, et de concertation entre le milieu et l'école secondaire ou le collège.

Les principales préoccupations du Ministère, des administrations scolaires et du personnel enseignant devraient donc consister à se rapprocher des milieux de travail, à adapter constamment les programmes à mesure que progressent les technologies, à perfec-

tionner les formateurs qui, s'ils restent dans leur seul atelier scolaire, risquent d'être rapidement déphasés et, finalement, à prévoir des stages qui soient généralement mieux supervisés qu'ils ne le sont maintenant. Que ce soit dans le secteur administratif, clérical, commercial ou manufacturier, par exemple, les stages des jeunes de 16 à 20 ans pourraient s'inscrire dans le cadre d'une politique de l'emploi, nous disent quelques personnes interviewées. Quelqu'un parle d'une période de probation pendant laquelle le jeune ne serait pas complètement dégagé de l'école; un autre penche en faveur d'un contrat d'apprentissage, dans le sens où le jeune serait l'apprenti de quelqu'un.

L'autre aspect de la formation professionnelle qui a été le plus largement retenu, c'est son ouverture. Doit-on spécialiser le jeune d'une façon très particulière, pour répondre au besoin précis, ponctuel mais peut-être temporaire, de tel secteur? Il semble que non. On considère que la formation doit donner des connaissances élargies du secteur choisi pour qu'à ces connaissances puissent s'en greffer d'autres ultérieurement. Le niveau des qualifications et leur ajustement aux tâches auxquelles elles sont censées donner accès doivent être évalués régulièrement. On rappelle aussi, à l'occasion, que la formation professionnelle devrait se doubler d'une bonne formation générale qui donnera la chance à l'individu, non seulement de se recycler sans trop de mal, mais aussi de vivre de façon plus satisfaisante toutes les autres expériences de sa vie.

5.5 L'évaluation des apprentissages

Parmi les nombreux problèmes auxquels l'école québécoise devrait s'attaquer, on estime que l'évaluation des apprentissages en est un de taille et qu'il devra être considéré en relation étroite avec les nouvelles approches pédagogiques souhaitées, les genres d'habiletés à développer et la révision des programmes. "Ce qui est capital dans la maîtrise du destin québécois, c'est la ressource humaine, le sens de l'excellence, la capacité de travail. Dans la mesure où on a fait la réforme de l'éducation en pensant qu'il était essentiel que l'accès au régime pour tout le monde soit réalisé, on a comme perdu de vue qu'il fallait, en même temps, ménager des standards de grande qualité. On a évacué l'exigence d'une évaluation correspondant à la complexité et à la diversité des apprentissages: on a tout ramené à des tests objectifs."

Les considérations qui entourent cette opinion ne sont pas celles de tous nos interlocuteurs, mais l'avis que la prolifération des examens objectifs a vidé l'enseignement d'une partie de son rôle est grandement partagé. On estime que seuls les apprentissages de style cognitifs peuvent être mesurés de cette façon et, encore, on met en doute que ce soit le moyen le plus adéquat. Le développement de diverses aptitudes et habiletés n'est pas pris en compte dans les batteries d'examens du secondaire, rappelle-t-on souvent. Alors que, dans le vécu pédagogique, l'évaluation devrait être le moyen pour les jeunes de prendre conscience de leur capacité d'apprendre à apprendre, de vérifier s'ils ont compris telle notion, s'ils maîtrisent telle habileté, s'ils ont développé telle compétence et s'ils sont capables de passer à une étape ultérieure, on croit que l'évaluation est devenue une

opération extérieure à l'élève, beaucoup trop extérieure pour qu'elle constitue une démarche de croissance personnelle. Pensons seulement à ce que ces personnes nous ont livré comme priorités en lecture ou en écriture. "Il faut donner l'occasion aux élèves de faire leurs preuves très jeunes. Il faut qu'ils soient entraînés à fournir un travail varié, soutenu, dont ils apprennent à mesurer les progrès. Il faut qu'ils développent un potentiel d'autocorrection dans leurs apprentissages et qu'ils ne perçoivent pas comme un échec le fait de devoir reprendre une démarche jusqu'à la maîtrise d'une habileté ou d'une notion. Au lieu de cela, le Ministère ou le maître posent un verdict auquel le jeune est étranger".

Par ailleurs, on considère souvent que le laisser-faire d'enseignants qui n'annotent pas les travaux et l'absence d'un suivi personnalisé auprès de leurs élèves démotivent ceux-ci à s'appliquer ou à chercher à améliorer leurs performances. Ne se sentant pas soutenus individuellement, les jeunes renonceraient à fournir un effort continu.

La valeur systémique de l'évaluation a aussi été débattue. On est d'avis que la crédibilité du Ministère de l'Éducation est à mettre en doute quant à l'évaluation centralisée comme on la connaît au secondaire. Tout en maintenant un rôle d'orientation, de coordination et de contrôle dans le champ de la diplomation, le Ministère devrait décentraliser davantage l'évaluation, laissant le soin à des comités locaux d'en surveiller l'adéquation, la rigueur et la qualité. On croit qu'on romprait ainsi le cercle vicieux du minimum requis auquel s'astreignent ou se limitent souvent les maîtres et qu'on permettrait à l'évaluation de répondre mieux aux exigences d'une pédagogie flexible et personnalisée.

Une autre préoccupation à laquelle plusieurs ont fait écho touche la reconnaissance de l'excellence dans les résultats, son encouragement. On éprouve souvent la nostalgie des prix qui motivaient et on suggère que les écoles redécouvrent la vertu des galas au mérite, par exemple, qui manifestent ouvertement qu'on récompense l'effort, le travail, l'engagement et la performance. Concernant l'enseignement supérieur, on déplore aussi la pauvreté du nombre de bourses au mérite. En somme, le défi consisterait donc à continuer de garantir la démocratisation et l'égalité des chances, tout en promouvant équitablement l'excellence.

5.6 Les pouvoirs des administrations

Il faut probablement rapprocher de ce qui précède l'attente d'excellence que l'on nourrit à l'égard des divers paliers d'administrations scolaires et, en particulier, des directions d'école. Les personnes qui se prononcent à ce sujet justifient souvent leur position par la nécessité du contrôle: dans l'organisation scolaire comme dans toute organisation sociale, on estime que l'évaluation de la performance et l'activité de rendre compte sont absolument indispensables, faute de quoi on risque la dérive ou la débâcle.

La priorité administrative des directions d'école devrait donc s'articuler autour de la flexibilité et du rendement dont il est question à toutes les autres instances du système d'enseignement.

De l'avis de personnes qui disent connaître assez bien les réalités scolaires, les marges de manoeuvre des directions d'école sont à élargir: des aspects très importants de la gestion leur

sont dérobés, de sorte qu'elles se voient trop souvent réduites au rôle d'applicateurs de normes. Cela fait dire à un interlocuteur au langage coloré "qu'on émascule la direction d'école en lui retirant des droits de regard, chose qui, dans tout autre milieu, serait carrément inadmissible pour une saine gestion."

On suggère maintes fois que les directeurs et directrices devraient faire front commun et réclamer de réels pouvoirs quant à la gestion de leurs personnels. Ainsi, on trouve inadmissible qu'un directeur d'école n'ait pratiquement pas voix au chapitre dans l'évaluation des enseignants qui relèvent de sa responsabilité et que l'ancienneté tienne lieu de verdict quant à leur compétence ou à leur efficacité. On déplore qu'il doive se soumettre à des conventions collectives qui entravent trop souvent des distributions de tâches plus adaptées au milieu. On est aussi d'avis que le directeur - ou la directrice -, privé du pouvoir d'inciter fortement au recyclage des employés devenus incompétents, n'a pas les moyens d'exiger de son équipe qu'elle soit aussi efficace qu'il le souhaiterait.

Mais, d'ores et déjà, les administrations devraient faire la preuve qu'elles sont capables d'assurer l'animation de leurs équipes. On croit que, si l'on veut parvenir aux résultats espérés quant à la qualité de l'enseignement, il leur faudra favoriser le travail d'équipe chez les enseignants et faire s'incarner le décloisonnement pédagogique. Il leur revient de faire s'asseoir les gens ensemble et de promouvoir les valeurs sociales de participation qu'on veut, par ailleurs, voir éclore chez les élèves.

Finalement, quelques personnes ont exprimé l'avis que, à l'avenir, la sélection du personnel de direction devrait tenir compte des habiletés d'animation pédagogique tout autant que des capacités d'administration, la gestion d'une école ne devant pas se limiter à l'application des normes, à la comptabilité ou aux relations publiques avec les supérieurs hiérarchiques de la commission scolaire ou du Ministère.

Les considérations qui précèdent vont de pair avec une nouvelle délimitation des pouvoirs du Ministère de l'Éducation. Les personnes interviewées n'ont cependant pas été très loquaces à cet égard, insistant surtout sur la décentralisation des pouvoirs et sur le renforcement des liens avec d'autres ministères comme celui des Affaires Sociales et celui de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du Revenu, en vue de concerter des actions éducatives et des actions de formation professionnelle.

5.7 Les besoins particuliers de quelques populations scolaires

Les mutations technologiques auront de multiples répercussions sur l'enseignement et elles vont commander une diversification des réponses en fonction des besoins des diverses populations. Or, une des populations susceptibles de croître et de redéfinir ses besoins est constituée d'adultes qui reviennent aux études selon diverses modalités, que ce soit en institution scolaire ou dans leurs propres milieux de travail.

Il y a là d'importants défis à relever par le système d'enseignement, à commencer par celui de faire connaître tous les genres de services qu'il peut offrir déjà ou qu'il peut développer, aussi bien sur le plan des formations techniques que sur celui des démarches de croissance personnelle. Les cours disponibles devront rencontrer plus adéquatement les attentes de ces populations, être adaptés le mieux possible à elles et être conçus pour

instrumenter les citoyens en vue d'une large gamme d'activités. On estime que les efforts déployés en regard du retour des femmes aux études est un bon exemple du genre de publicité attrayante et de démarches souples désirées. Une des personnes rencontrées tient à souligner que l'éducation des adultes au secteur anglophone est un parent pauvre du système dont il faudrait se soucier au plus tôt.

Néanmoins, concernant l'accès des filles aux études, quelques individus s'inquiètent de ce que, en dépit d'interventions vigoureuses, les filles boudent encore trop les sciences pures et appliquées et hésitent encore à poursuivre des études universitaires au-delà du premier cycle. On estime urgente la compréhension de ce double retrait. A cette fin, on suggère d'investir davantage de ressources pour continuer des entreprises jugées capitales: la "désexisation" de l'orientation, la recherche pédagogique concernant l'enseignement des mathématiques et des sciences - une recherche dont on dit qu'elle profiterait aussi bien aux garçons - et une attention spéciale aux filles issues des milieux ruraux, souvent peu encouragées par leurs parents à poursuivre leurs études au-delà de la scolarité obligatoire. Comme la pauvreté affecte davantage les femmes dans notre société, on insiste sur la justice sociale que des mesures énergiques permettraient de mieux garantir.

5.8 L'enseignement collégial

Nombreuses sont les considérations évoquées qui s'appliquent à l'enseignement postobligatoire comme à l'enseignement obligatoire. Il sera tout de même utile de repérer plus spécifiquement les changements souhaités dans les ordres collégial et universitaire, tout en notant qu'ils reprennent bien souvent ceux qui ont été identifiés antérieurement.

Ainsi, concernant d'abord l'épineuse question de l'autonomie des cégeps, les opinions sont loin d'être unanimes. D'un coté, on juge qu'il faut briser une autonomie mal conçue et, de ce fait, mal utilisée. Ceux qui soutiennent une telle position estiment que la diplomation laissée à la seule discrétion de chaque institution a conduit à des abus dont le plus grave est une diplomation qui, parfois, ne correspond à aucune compétence. Ils allèguent souvent que les règles de la démocratisation sont faussées, puisque les étudiants sont admis à l'université, non seulement sur la foi de leurs résultats, mais très souvent aussi selon la réputation du collège d'où ils proviennent. Ils souhaiteraient donc que le ministère exerce un contrôle sur les diplômes. Du même souffle, on émet aussi l'opinion que les enseignements devraient être évalués, afin que l'on puisse attester de la qualité des cours dispensés.

De l'autre côté, légèrement moins nombreux, des interlocuteurs aspirent à une décentralisation plus réelle des pouvoirs, ce qui permettrait à chaque cégep de mieux préciser sa vocation et de contrôler avec plus d'efficacité la gestion de son enseignement. "Les syndicats comme le gouvernement ont de fortes tendances centralisatrices: figés dans leur lourdeur, ils empêchent les cégeps de bouger, de s'adapter et de définir individuellement leurs critères d'excellence."

C'est la question de la formation au secteur général qui soulève, en entrevues, le plus d'interrogations. On s'inquiète de ce que le collégial soit devenu un vaste supermarché où les étudiants magasinent des cours sans se soucier de la cohérence de leurs choix et sans trouver ni organisation ni tuteur qui les accompagneraient personnellement dans leur démarche de formation. Ce

qui aggrave le tout, souligne-t-on, c'est le cloisonnement étanche des départements ou modules et même des cours entre eux. On a souvent, à cet égard, parlé d'anarchie, de fouillis érigé en système.

On rappelle que, en fin de compte, l'étudiant est lésé dans ses droits d'avoir une préparation adéquate et opérationnelle à l'université. On observe que l'orientation professionnelle s'en trouve grandement perturbée, puisque, d'un échec à l'autre, sans trop comprendre ce qui leur arrive, les étudiants se voient contraints de bifurquer vers des orientations non désirées. C'est pour mettre un terme à ces cheminements désordonnés qu'on demande au collégial de réorganiser ses structures, ses familles de programmes, de réaménager les cheminements des élèves pour qu'ils puissent trouver un lieu d'appartenance pendant ces deux années de formation.

Quant aux options professionnelles, quelques personnes estiment qu'un manque de planification a conduit des cégeps à offrir des formations qui ne sont pas indispensables dans tel milieu ou qui correspondent bien peu aux besoins de la région, privant les clientèles d'autres formations mieux ajustées au contexte de l'emploi.

Les souhaits relatifs au collégial visent donc à peu près toutes la restauration d'un certain ordre et la garantie pour les étudiants d'un encadrement pédagogique leur permettant de se préparer plus adéquatement pour l'université.

5.9 L'enseignement universitaire

De l'ensemble des propos, il ressort clairement que les attentes face à l'université se sont multipliées, ces dernières années, ce qui obligera l'université à redéfinir ses finalités. Qu'il suffise de mentionner les défis nouveaux qu'apportent les transformations économiques et technologiques, l'arrivée de clientèles adultes, la demande accrue au deuxième cycle, la collaboration avec les milieux socio-économiques et la redéfinition de la recherche, autant dans les secteurs des sciences exactes qu'en sciences humaines.

Le dossier qui semble commander l'examen le plus sérieux, si l'on en juge par l'abondance des points de vue exprimés, est celui de l'orientation des formations offertes à l'université. On lui demande généralement d'enrichir les formations de base dans tous les secteurs, justifiant cette exigence par les qualifications accrues attachées aux emplois des prochaines décennies. Cela fait souhaiter à plusieurs que les baccalauréats s'allongent, passant pour la plupart de trois à quatre ans.

On s'interroge souvent, quant aux diplômes de premier cycle, sur la valeur de baccalauréats constitués d'un cumul de certificats hétérogènes, tout en reconnaissant la nécessité de répondre aux besoins de formation récurrente. On demande que l'université évalue le plus honnêtement possible ces expériences et qu'elle agisse avec diligence, suite à cet examen.

On a aussi évoqué le débat qui a cours sur le rôle de l'université et les relations à entretenir avec l'entreprise. Plus que jamais, l'université doit être à la fine pointe des connaissances et assumer une grande part du leadership de la recherche qui

s'effectue au Québec. Mais le financement de la recherche par les gouvernements sera de plus en plus problématique et, pour aller de l'avant, l'université devra compter sur l'appui des entreprises, ce qui la liera, jusqu'à un certain point, à la recherche appliquée. On souligne que l'université devra être liée plus étroitement aux milieux de travail, puisqu'elle aura à s'ajuster beaucoup plus régulièrement aux mutations qui se vivent là, sous peine d'être doublée par les entreprises qui pourraient avoir la tentation d'envahir le champ de la formation "pointue". Les interlocuteurs insistent beaucoup sur l'encouragement à la collaboration avec les milieux où s'enracine l'université.

Outre ce débat, une autre remise en question semble traverser les milieux universitaires: il concerne le leadership des administrateurs. En fait, ces problèmes sont presque toujours soulevés dans le sillage de la "recherche de l'excellence". Même parmi les professeurs interviewés, il s'en trouve plusieurs pour déplorer que l'on tolère le laisser-aller et le minimum d'application à la tâche de la part des professeurs. Il semble y avoir là un profond malaise et on s'attend à ce que les administrateurs mettent en place des mécanismes d'évaluation qui obligent les professeurs à se préoccuper davantage de leurs méthodes d'enseignement, à utiliser au bénéfice de la collectivité universitaire les congés sabbatiques, à augmenter la "productivité intellectuelle" de l'université. On estime, dans l'ensemble, que la performance de trop d'universitaires est assez piètre et qu'il est plus que temps de remotiver les troupes.

Il se dégage deux séries d'actions aussi vitales l'une que l'autre pour la vigueur de l'université. La première concerne la façon de gérer les ressources humaines et d'imprimer une rigueur,

une discipline et un engagement qui commencent peut-être à faire défaut au sein du corps professoral. La seconde s'appuie sur la redéfinition des champs de compétence universitaire et la redistribution des ressources selon de nouvelles priorités.

5.10 Les parents: des acteurs à ne pas oublier

Jusqu'ici, l'examen des actions suggérées au système d'éducation mettait en scène les principaux décideurs du système, les acteurs auxquels on pense d'abord, si l'on parle de transformations à planifier pour l'école québécoise: il s'agit du ministère, des administrations locales et du corps enseignant. Cependant, les entrevues ont souvent mis en évidence le rôle primordial que devaient jouer les parents ainsi que les élèves et étudiants eux-mêmes, si l'on veut que les actions portent des fruits.

Un des premiers principes auxquels de nombreuses personnes s'attachent, concernant l'école, c'est de faire en sorte que le poids des intervenants sociaux qu'on y retrouve soit égal, équitable, afin que chacun puisse représenter ses intérêts: administrateurs, enseignants, parents, élèves et étudiants. On souhaite atteindre cet équilibre le plus tôt possible, l'estimant indispensable à notre démocratie scolaire.

Des parents, on rappelle assez largement qu'ils sont les premiers responsables de l'éducation de leurs enfants et qu'à ce titre, ils doivent être sollicités le plus fréquemment possible sur tout ce qui concerne le vécu de leurs enfants en milieu scolaire. On attend d'eux qu'ils s'engagent différemment à l'égard de leurs enfants au foyer même, en faisant une part plus large aux besoins des enfants. Cependant, plusieurs s'inquiètent de l'égoïsme de certains adultes et de la facilité avec laquelle ils achètent la

la paix, alors que d'autres trouvent très prometteur le partage des rôles père-mère, en pleine redéfinition.

Les parents devront comprendre, estime-t-on, que leur implication doit déborder la famille, sinon l'école risque de se retrouver sans passerelle qui la rattache au milieu, sans lien organique avec l'univers socioculturel de sa clientèle. Et dans l'optique d'une pédagogie qu'on veut le mieux possible accordée au vécu du jeune, la présence des parents à l'école est tout à fait indispensable.

Par ailleurs, les parents sont probablement les plus compétents, juge-t-on, et les mieux placés pour faire respecter les droits de l'enfant à l'école. On estime qu'ils devraient être plus exigeants qu'ils ne le sont maintenant quant aux réponses que l'école apporte aux besoins de l'enfant et qu'ils ne devraient pas se confiner dans le silence et l'inaction par peur des représailles contre leurs enfants. A cette fin, ils doivent veiller à se regrouper efficacement.

A titre de premiers responsables, aussi, de l'intéressement de leurs enfants à l'école, ils devraient être écoutés sur des sujets aussi vitaux que l'innovation et les orientations pédagogiques, de même que sur les modèles d'action, tels les règlements de l'école. Les autres partenaires ont tout à gagner de l'écoute active des parents. On souhaite donc que des incitations législatives à ouvrir les portes de l'école permettent ces dialogues et une meilleure compréhension réciproque entre l'école et la famille.

5.11 Les élèves et les étudiants

Les priorités d'action qui se dessinent sur le plan pédagogique soustendent une participation accrue des jeunes aux décisions qui concernent leur vie à l'école. Plusieurs des personnes interviewées ont été assez éloquentes à ce sujet. Elles font valoir que, de plus en plus, les jeunes ont voix au chapitre en ce qui concerne l'organisation de la vie familiale; ils sont consultés, ils donnent leur opinion, ils discutent, ils gagnent des sous pour être davantage autonomes. Or, quand ils arrivent à l'école, ils sont désarçonnés bien souvent par des décisions qui se prennent à leur insu, par des démarches auxquelles ils doivent se plier sans mettre à profit leur imagination et leur sens critique, et par des règlements qu'on fixe sans eux, s'abstenant de développer leur sens des responsabilités. Et l'on s'étonne ensuite de leur démotivation et de leur indiscipline!

On estime qu'il fait partie du processus éducatif d'initier concrètement les enfants aux rouages de la vie sociale participative et que, dans cette veine, on devrait retrouver des formes de conseils de classe ou de conseils d'école partout, où ils apprennent, par la pratique, le respect de l'opinion d'autrui, le bénéfice de la consultation, les règles de participation à une assemblée, la défense de leurs idées, l'analyse d'un problème et la recherche de solution en équipe, ou même la rédaction d'un journal.

Finalement, on évalue que l'on doit retrouver, au primaire et peut-être encore davantage au secondaire, la voie des activités parascolaires, où les jeunes font de multiples apprentissages, acquièrent des compétences et développent des qualités (sens du

partage, de la débrouillardise, des responsabilités, leadership et coopération) que leurs futurs employeurs chercheront en eux et dont ils auront grandement besoin dans leur vie de citoyen. On sait que l'aménagement des horaires rend actuellement difficiles de telles initiatives, mais on croit que c'est à ce prix que l'école redeviendra un milieu dynamique auquel le jeune s'identifiera de bon coeur, qu'il ait six, dix ou seize ans.

Quant aux étudiants du collège et de l'université, les établissements devraient les considérer concrètement comme des partenaires essentiels de la vie institutionnelle. La participation aux associations étudiantes a bien évolué depuis vingt ans, mais le calme qu'on y observe ne devrait pas faire oublier l'importance et la vigueur de leur volonté d'engagement, en particulier dans l'organisation et l'évaluation des dispositifs d'enseignement et de recherche.

Chapitre 6: Quelques interrogations capitales

Les lignes de force recensées dans ce rapport en regard de la perception du futur sont révélatrices d'une relative unanimité. Là où l'unanimité se défait, c'est dans l'opération qui consiste à choisir entre tous les possibles susceptibles de se consolider, lesquels sont préférables, lesquels sont les plus désirables. Certaines situations éminemment souhaitables aux yeux des uns sont repoussées par d'autres comme carrément exécrables. C'est pourquoi, quand on aborde le volet des moyens à se donner pour que le souhaitable se réalise, on se retrouve devant une grande diversité, d'autant plus grande que, même face à un souhaitable consensuel, plusieurs moyens peuvent être envisagés pour y parvenir. Au-delà de légères mésententes qui peuvent avoir surgi dans l'établissement d'une destination, il faut aussi s'entendre sur l'itinéraire et le tracer à la satisfaction du plus grand nombre. C'est à ce genre de discussion que les gens rencontrés convient l'école québécoise. L'état de leur réflexion rappelle que des écueils devront être évités, que des parcours clairs devront être identifiés et qu'il faudra avoir prévu les conséquences de nos choix.

C'est dans cette perspective que se situe le présent chapitre: au-delà des diagnostics qui ont été établis sur notre système scolaire et des pronostics qui abondent, quels choix fondamentaux certains changements de cap vont-ils nécessiter?

6.1 L'économique tentaculaire

Il y a d'abord la priorisation de l'économique. Tour à tour animé par des débats d'ordre religieux, politique et social, le

Québec de naguère laissait l'économique à la périphérie de ses préoccupations, pour ne pas dire qu'il en déléguait l'entière responsabilité à d'autres. Que l'on soumette dorénavant le développement de notre collectivité et sa survie à la performance économique est un phénomène récent, en dépit du fait que le projet nationaliste n'y était pas indifférent.

Cependant, la priorisation de l'économique est moins simple ou moins monolithique qu'on ne le percevrait à première vue, car elle redéfinit toute la géographie des autres champs collectifs, que l'on pense seulement au social et au culturel, relégués à l'arrière-plan. Ce faisant, elle n'est toutefois pas à l'abri des mutations qu'elle enclenche. Ainsi, le réveil culturel des années soixante avait permis l'éclosion d'une parole d'ici, beaucoup plus soucieuse de dire le pays que de compter le nombre d'exemplaires vendus pour un disque ou pour un livre. On se gardait bien d'un mercantilisme qui aurait probablement entaché la pureté de notre poésie. Aujourd'hui, la conviction qu'il faut développer une industrie culturelle dynamique n'offusque personne, loin de là. Et on applaudit, non seulement un chanteur reconnu ailleurs, mais aussi l'agent de production qui a su vendre son image, de même que les retombées économiques générées chez nous, le tourisme qui peut être ainsi attiré ou les projets de coopération suscités. La priorité à l'économique entraîne donc une série de réactions en chaîne qui peuvent échapper à l'analyse superficielle, mais qui influencent nos valeurs, notre organisation sociale et, bien sûr, notre système d'éducation.

Si nous n'en sommes pas conscients, soulignent des interlocuteurs, nous risquons d'être pris au piège, englués dans la problématique du traitement de choc à administrer à notre société. Tout le monde sera soumis à la rentabilité, à la performance. Qui subit le plus cruellement ce traitement? Ce sont d'abord

les jeunes qui chôment, parce que rien ne les protège contre les dures lois du marché. Mais aussi, qui est le plus susceptible d'acheter naïvement ce message que l'économie est maîtresse et qu'il faut lui sacrifier nos goûts ou nos aspirations personnelles? Ce sont encore les jeunes. "Orientez-vous en informatique ou en administration, sinon pas d'emploi pour vous!" Et nos étudiants de viser ces objectifs, quitte à être évincés ou à sursaturer ces emplois.

Le système d'éducation et les gens qui y sont les décideurs vont-ils se soumettre d'emblée à une priorité dont ils n'auront pas su déceler les impacts à long terme ou bien vont-ils éviter la distorsion de perspective provoquée par les slogans à la mode? Vont-ils saisir la dynamique d'autres tendances qui surgissent et qui ont des chances de tempérer l'omnipotence de l'économique? Voilà des questions cruciales que plusieurs de nos interlocuteurs n'ont pas manqué de soulever directement ou indirectement.

6.2 Le travail à réévaluer

La tendance à la réorganisation des modes de production entraîne, elle aussi, sa série de remises en questions et elle met le système scolaire au défi de "l'adaptabilité". Or, on voit un nombre grandissant de personnes aspirer à s'engager autrement par rapport au travail et réévaluer leurs divers engagements, conjugaux, familiaux, sociaux. Le fait que l'accès au travail devienne si problématique déclenche un remue-ménage dans nos vies et entraîne un "re-jaugeage" des valeurs. Ce n'est pas un hasard si, dans l'échelle des valeurs, les jeunes placent les relations interpersonnelles plus haut que la valeur de réussite attachée à un emploi. L'école va-t-elle tenir compte dans ses approches éducatives que de plus en plus de gens regardent la vie globalement avant de considérer la dimension de l'emploi et qu'ils ne désirent plus se conformer d'abord et avant tout au modèle de producteur?

Ce que mettent en relief un bon nombre de propos, c'est que, par le paroxysme où ils sont portés, les blocages dans le domaine de l'emploi appellent une recherche de solutions - ou une recherche tout court - qui est vécu surtout par les jeunes comme un état "permanent". La sécurité n'est plus dans la structure des emplois ou dans leur stabilité, mais elle est en train de se construire dans le court terme, de se vivre de l'intérieur, dans les moyens que se donnent les individus pour se réapproprier les expériences qu'ils traversent.

Or, jusqu'ici, on formait les individus pour des structures d'emploi, pour qu'ils s'ajustent le mieux possible à la production et à ses rouages. L'orientation de l'enseignement devra-t-elle dorénavant permettre d'abord l'approfondissement de cheminements personnels? Formera-t-on des individus, non seulement adaptables, mais critiques, créateurs, capables de transformer les structures de production, de leur donner de nouveaux rouages qui rendent les personnes moins esclaves du travail?

Le système d'éducation, à quelques endroits, a commencé à formuler ses réponses là-dessus. C'est ainsi que l'on peut comprendre, par exemple, l'éveil à l'entrepreneurship. Cet idéal est évidemment suscité par les bouleversements socio-économiques récents, mais il est susceptible de porter à son tour un réaménagement des activités de production. C'est d'autant plus évident que l'entrepreneurship est vigoureux dans le domaine de la petite entreprise, plus près des individus, et qu'il est de plus en plus porté par les femmes, sous-groupe particulièrement désireux de produire autrement et avec une plus grande flexibilité, de ne pas se faire "dévorer" par le travail.

Dans cette perspective, la demande d'une "formation de base élargie" et qui dépasse les seuls cadres du travail est particulièrement significative. Il faut être attentif aux genres de cours et de démarches que réclament du système scolaire les adultes qui le fréquentent: recyclage, perfectionnement, cours de croissance personnelle. Ces attentes sont révélatrices de priorités en train de s'établir et de ce qu'il faudra demain offrir aux jeunes.

A cet égard, l'école ne peut pas négliger complètement la quête de sens qui se vit socialement et qui l'atteint au même titre que les autres institutions sociales, peut-être même plus encore puisqu'elle est en position privilégiée de transmettre des valeurs. Va-t-elle chercher dans le passé les réponses toutes faites dont on lui vante grandement les mérites, ces temps-ci? Il n'y a qu'à écouter les nostalgiques de l'école de leur tendre enfance. La solution est magique: lire, écrire, compter, retrouver la dictée et les cahiers d'exercices, le maître qui enseigne au tableau et les élèves écoutant sagement à leur pupitre.

D'autres attentes lui parviennent, pourtant, d'un renouveau pédagogique qui transformerait les comportements, les mentalités et les approches. Alors, l'école aura-t-elle le courage et la lucidité d'explorer, en symbiose avec ce que vivent les jeunes et leurs parents, de nouvelles façons de faire, plus personnalisées, et des solutions souples?

C'est un défi posé aux administrations, autant centrales que locales, que de gérer la réponse à des besoins en continuelle redéfinition et d'accompagner des équipes qui ne se situeraient peut-être plus dans des modèles fixes, des zones de réponses tracées d'avance.

Par ailleurs, les personnes rencontrées parlent abondamment de débrouillardise à développer chez les jeunes, de la capacité d'apprendre à apprendre, de s'approprier divers apprentissages. Dans cette veine, tout ce qui permet l'actualisation des divers potentiels de l'enfant devrait être à la mode. Ils assortissent leur exhortation d'une mise en garde: ces démarches ne doivent pas être des récréations oiseuses, mais doivent plutôt permettre l'accès à un éventail élargi de connaissances et le développement de solides compétences. Combien d'entre eux s'inquiètent de la nouvelle configuration des savoirs et redoutent que l'ouverture du jeune au monde ne soit compromise par une conception trop étroite des programmes, d'une part, et par un éparpillement de connaissances superficielles d'autre part! Cette tension va nécessairement marquer les essais d'identification des priorités en éducation pour la prochaine décennie.

6.3 Des comptes honnêtes à rendre

L'examen des diverses tendances met aussi en relief la "transparence", comme obligation faite à toutes les institutions et à tous les pouvoirs de "rendre compte". Or, dans le système scolaire, il y a à peine dix ans, l'efficacité aurait été une notion plutôt tabou et le souci de mesurer la rentabilité des efforts consentis ou des ressources investies, assez suspecte. Nos interlocuteurs sont d'avis que la collectivité québécoise demandera avec fermeté à son système d'éducation de rendre des comptes, d'autant plus que l'époque est à l'austérité et qu'on voudra s'assurer que les ressources dont on dispose sont vraiment productives.

Si le système d'éducation ne peut se soustraire à cette obligation, dispose-t-il présententement des moyens adéquats pour éva-

luer son efficacité? Cette question nécessitera sûrement un examen sérieux dans les plus brefs délais. Et à cet égard, on rappelle que la perte de crédibilité du système, faute d'avoir pu s'évaluer (budgets, programmes, personnels, enseignements), pourrait être extrêmement néfaste pour l'oeuvre d'éducation qu'il doit mener.

6.4 Les valeurs à reconsidérer

La mutation des valeurs secoue évidemment l'école québécoise et l'analyse des entrevues permet d'identifier l'ambivalence avec laquelle la montée de certaines valeurs est reçue, autant dans le champ social que dans le champ scolaire. Ainsi en est-il de l'individualisme. On est généralement heureux de la recherche d'autonomie et de la responsabilisation personnelle qui l'accompagne. Mais on s'inquiète de l'indifférence qu'elle peut générer quant au sort des autres, ce qui fait craindre pour les acquis sociaux égalitaires des dernières décennies.

Aussi n'est-il pas étonnant que plusieurs mettent en garde le système d'éducation contre la tentation d'évacuer, sous prétexte d'efficacité budgétaire, les améliorations chèrement conquises par divers groupes: les minorités multi-ethniques, les jeunes en difficulté, les décrocheurs, les handicapés, les filles, etc. La qualité des services et leur démocratisation seront-elles sacrifiées aux règles de la rentabilité? C'est une interrogation majeure pour l'équité du système, celui-ci pouvant être tenté de placer ses priorités sous la férule de comptables plutôt que de pédagogues.

L'intérêt de ces préoccupations n'est pas sans lien avec les perspectives démographiques des prochaines années, parce qu'elles

concernent la façon dont nous allons intégrer les nouveaux arrivants pour qui l'école est un lieu social de premier plan. Comment allons-nous greffer à notre tissu social les nouveaux sous-groupes ehniques si nous nous contentons, faute de débloquer des ressources d'accueil et d'encadrement, de leur ouvrir nos portes, sans plus d'effort?

L'ensemble de la problématique démographique, d'ailleurs, devra être lucidement prise en compte par les décideurs qui détermineront les priorités en éducation, parce que c'est du système d'éducation qu'un grand nombre de personnes attendent des réponses quant à la qualité de l'avenir que nous nous préparons. Le futur de notre collectivité, comme minorité, est menacé, nous rappellent beaucoup des personnes rencontrées. Le danger de l'asphyxie, du rétrécissement et du repli sur soi est inquiétant. On estime que, à rester entre eux, les gens risquent de n'être plus fondamentalement poussés à créer, à produire, à se relancer par toutes sortes de projets. D'où les cris d'alarme: si nous voulons survivre, il faut sortir de nos frontières, favoriser les échanges avec l'extérieur et s'attacher à développer une économie compétitive et originale. Et on ajoute: il faut définir des critères d'excellence, il faut que les générations montantes soient compétentes au point de mettre le Québec sur l'échiquier international ou, à tout le moins, américain.

Il faut voir ces avertissements comme le pendant d'une confiance vigoureuse dans les forces de la créativité et de la solidarité. En effet, plusieurs considèrent que notre situation minoritaire peut stimuler la collectivité à se faire valoir et à se donner de puissants moyens de cohésion. Comment le système d'éducation va-t-il interpréter cette urgence et quelles actions va-t-il mettre en oeuvre pour favoriser l'émulation chez les jeunes et les con-

vaincre que notre destin collectif est entre leurs mains - de moins en moins nombreuses?

6.5 Pour une relève qualifiée

Une des actions retenues au cours des entrevues, en vue d'améliorer l'école, concerne la formation des maîtres. On estime que pour répondre aux objectifs de démocratisation de l'enseignement, le ministère naissant a dû préparer rapidement un corps enseignant qui, maintenant, n'est peut-être plus aussi sensible aux attentes nouvelles ni tout à fait prêt à modifier radicalement ses approches pédagogiques. Cependant, si les facultés des Sciences de l'Éducation continuent de former les maîtres selon des modèles qui ne sont plus adaptés, comment pourrons-nous placer nos espoirs dans cette relève? Parmi les défis qui s'imposent au système, celui-ci soulève une fois de plus la question pédagogique et la replace à l'avant-plan des réorientations souhaitables de l'enseignement au Québec.

6.6 Derrière les idées reçues

L'analyse des entrevues ébranle donc certaines idées reçues. La première, c'est celle des solutions "rétro". A l'heure actuelle, on peut être porté à croire que les gens formulent des "attentes" de dictées, de cahiers d'exercices stéréotypés ou de mémorisations ânonnantes. Mais, à l'examen, il en va différemment. Ce que les gens veulent dire par là, ce serait plutôt ceci: "Donnez-nous des méthodes qui développent efficacement les jeunes. Nous savons que c'est possible, car nous, par exemple, nous savons écrire. Nous avons donc fait des apprentissages qui ont porté fruit et nous désirons qu'il en soit de même pour eux". On peut penser que la solution rétro masque les attentes. Pour peu

qu'on invite les gens à les exprimer, on s'aperçoit qu'ils définissent des attentes très différentes de celles des générations passées. Ces attentes nécessiteront des réponses autrement articulées que les anciens curricula ou que les approches pédagogiques de la petite école ou du bon collège classique.

Deuxième idée reçue ébranlée, c'est celle de la saturation face aux changements. Une bonne lecture commande de déceler que les gens veulent un changement en profondeur au niveau du système scolaire. Cependant, ce dont ils sont saturés, c'est des répercussions qu'ont entrainées certains changements. D'ailleurs, le scepticisme ne s'applique pas tant au changement, en tant que tel, qu'envers l'imprévoyance de ceux qui ont appliqué des réformes, leur vision à court terme ou leur manque de perspicacité à contrecarrer les effets secondaires des remèdes. Ce qu'on ne veut surtout pas, c'est que les transformations fassent table rase, au mépris d'acquis valables, et que, pour se justifier, elles déprécient tout ce qui venait avant. En bout de piste, on retrouve donc les mouvements d'une opinion publique qui aspire fondamentalement à des transformations en vue de l'efficacité et de la qualité de son système scolaire.

Conclusion

En raison de ses visées mêmes, ce rapport n'a pas à présenter une conclusion formelle. En effet, il est destiné à alimenter la réflexion des instances du Conseil qui, elles, doivent en tirer leurs propres conclusions. Tout au plus pouvons-nous prétendre formuler quelques questions qu'il ne manquera pas de soulever.

"Nous vivons une époque-parenthèse, un hiatus entre deux ères"[1], écrivait John Naisbitt. Les Québécois et Québécoises rencontrés aux fins du présent travail, attentifs à ce qui germe dans notre société, ont essayé d'identifier pour nous ce que contiendrait la parenthèse. Revoyons-en ici les principales composantes.

Le monde du travail s'érode dans ses bases de production, mais est soulevé par des innovations technologiques porteuses de lourds chambardements comme de possibilités fantastiques. A cet égard, la révolution de l'informatique commandera des changements profonds dans nos vies privées et publiques. Et, par-dessus tout, cette transformation du monde du travail s'internationalisera - elle le fait déjà -, incitant à l'ouverture, non sans heurts pour nous: chômage, fermetures de secteurs de production, qualifications à la hausse.

C'est aussi la mondialisation de l'économie qui nous obligera à redéfinir nos activités et à trouver des solutions originales pour nous faire valoir à l'extérieur de chez nous. Dans ce mouvement vers l'extérieur, la libéralisation des échanges commerciaux peut amplifier certains déséquilibres économiques durement ressentis depuis plus de cinq ans.

---

1. Les dix commandements de l'avenir, Paris-Montréal, Sand-Primeur, 1984, p.341.

Cependant, la montée entrepreneuriale peut contribuer à créer de nouveaux dynamismes économiques, tout comme la vague d'innovations multidisciplinaires et de transferts technologiques qui attend de se gonfler peut fournir un contrepoids à la désuétude d'autres secteurs.

Si la mutation économique est déterminante, celle des grands mouvements sociaux l'est tout autant. De nouveaux modèles d'organisation émergent, qui remettent en question les institutions naguère garantes de notre cohésion. Devant l'effritement des anciens consensus, nous devons refaire des choix et ces choix semblent se loger plus près des intérêts immédiats des individus ou des groupes d'appartenance que de projets collectifs à plus long terme. Cependant, la question collective de notre évolution démographique risque d'être dramatique pour notre survie en tant que minorité. Nous allons probablement mettre en veilleuse les aspirations nationalistes d'indépendance. Il semble que nous soyons désabusés de la politique, mais que nous trouverons de nouveaux lieux où exercer le pouvoir, beaucoup plus près de nous que ne le sont les rouages complexes d'un appareil gouvernemental centralisateur.

Par ailleurs, malgré l'hibernation du nationalisme politique, le nationalisme culturel se redéfinit lentement, s'appuyant sur l'irréversibilité du fait français chez nous. Toutefois, l'équilibre précaire de celui-ci peut être compromis par une ouverture à l'Amérique pourtant indispensable et enrichissante. La solution d'avoir recours à l'immigration pour contrer la vertigineuse dénatalité va enrichir le Québec d'une variété culturelle oxygénante, mais elle peut aussi engendrer certaines tensions non souhaitables.

Le survol des tendances révèle qu'il y a une interrelation entre ce qui émerge dans tous les champs de l'évolution sociale, d'une part, et l'évolution des mentalités, d'autre part. L'aspiration à la qualité de vie semble caractériser les balises nouvelles que nous nous donnons, en même temps que les valeurs personnalistes et un certain individualisme poussent à des revendications importantes dans tous les champs de notre vie sociale, dont l'école.

Que souhaitons-nous pour demain, face à cet immense plausible, à ce multiple possible? Globalement, les gens interviewés espèrent que nous aurons la sagesse de ne pas brusquer les changements, mais aussi celle de les envisager énergiquement, de les aménager avec originalité et cohérence. A l'école qui a entre les mains les générations de demain, ils demandent de développer le plus complètement possible les potentiels de chaque jeune, de façon à constituer une société vigoureuse, créatrice, débrouillarde et productive.

Si l'école québécoise est aussi fréquemment au coeur des débats publics, ce n'est pas nécessairement parce qu'elle subit plus de catastrophes que d'autres systèmes scolaires occidentaux. Que l'on pense seulement aux États-Unis, à la France ou à la Grande-Bretagne. Ces pays sont aussi traversés par la remise en question de l'école comme institution capable d'assurer aux individus une éducation de qualité, accordée aux transformations sociales, économiques et technologiques.

Ce rapport aura permis, nous l'espérons, de cerner les perceptions que certains de nos analystes et de nos gestionnaires ont des mutations qui se vivent au Québec. Ces perceptions ne sont pas toujours convergentes, ce dont nous avons rendu compte, mais nous avons essayé aussi de mettre en relief les points de rencontre et la cohérence globale du futur anticipé.

Il apparaît que l'école est un puissant instrument de cheminement collectif, et individuel. A ce titre, les orientations qu'elle choisira et les moyens qu'elle mettra en oeuvre seront déterminants pour la qualité de notre destin, la continuité de notre collectivité et la vigueur de nos projets. Des entrevues, il s'est dégagé un bon nombre de priorités qu'on souhaiterait voir s'inscrire dans le système scolaire pour la prochaine décennie, afin qu'il remplisse sa mission avec excellence. Nous avons tenté de les présenter avec le plus de clarté possible.

Cette exploration aura permis de constater que l'école est l'institution sociale qui tient probablement le plus à coeur. Il ne faut donc pas s'étonner qu'on veuille pour elle le meilleur et qu'on exige d'elle, en retour, sa pleine mesure de promesses.

Dans la même collection

2. Des stratégies pour la qualité de l'éducation en Grande-Bretagne et aux États-Unis

Arthur Marsolais

3. Des stratégies pour la qualité de l'éducation en France: réformes de systèmes et pédagogie différenciée

Jacques de Lorimier

4. Le curriculum et les exigences de qualité de l'éducation

Arthur Marsolais

5. La place des sciences sociales et humaines dans l'enseignement et la recherche: analyse statistique, 1976-1985

Gilles Boudreault

6. Propositions et politiques sur l'école: principales interventions des dix dernières années

Jacques de Lorimier

7. Propositions et politiques sur le collège et l'université: principales interventions des dix dernières années

Jacques de Lorimier

8. Le perfectionnement et le recyclage de la main-d'oeuvre en emploi

Jacinthe Bédard

9. Le perfectionnement et le recyclage de la main-d'oeuvre dans quelques pays industrialisés

Marie Lamarre

Hors-série

. Le deuxième cycle d'enseignement secondaire ou son équivalent: Comparaisons de sept systèmes d'éducation avec le système d'éducation du Québec

Arthur Marsolais
Jean-Louis Paré
Paul Valois